

Registre des délibérations - décisions

TOME I

SEANCE PUBLIQUE DU :

Lundi 25 mars 2013

SOMMAIRE

TOME I / III

Convocation, émargement et Compte rendu et ordre du jour du Conseil Municipal du 25 mars 2013.....	28
Délibérations et annexes	29 à 200

TOME II / III

Délibération et annexes	201 à 397
-------------------------------	-----------

TOME III / III

Délibération et annexes	398 à 479
Décisions et annexes	480 à 600



Registre des délibérations - décisions

**Conseil municipal
Lundi 25 mars 2013**

Le présent registre a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 29 avril 2013

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée



Secrétariat Général
Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

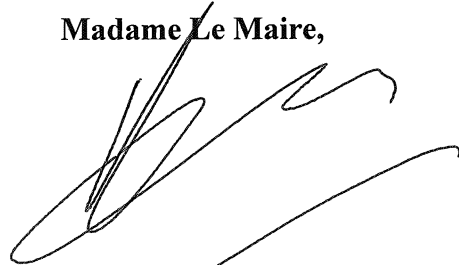
Je vous invite à assister à la prochaine séance publique du Conseil Municipal, le **lundi 25 mars 2013 à 18h00**, dans la salle du Conseil municipal du nouvel Hôtel de Ville.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et les synthèses relatives aux affaires présentées.

J'attire votre attention sur l'obligation faite aux élus éventuellement intéressés par une affaire de s'abstenir de participer au vote de celle-ci et, plus largement, de ne pas intervenir d'une quelconque manière dans le processus décisionnel. Pour s'assurer de la validité de l'ensemble des délibérations, il vous est demandé de signaler un tel cas de figure au Secrétariat du Conseil en début de séance.

Veillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,



Hélène MANDROUX

PJ :

- PV du Conseil municipal du 04 février 2013.
- Ordre du jour de la séance du 25 mars 2013.
- Synthèses des affaires du 25 mars 2013.

Ordre du jour du Conseil municipal

**Séance Publique du lundi 25 mars 2013
18H00 – SALLE DU CONSEIL MUNICIPAL**

-
- | | |
|---|--|
| M^{me} le Maire | Adoption de l'ordre du jour |
| M^{me} le Maire | Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent |
| M^{me} le Maire | Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal |
| *** | |
| Jean-Louis
GELY | 1 Elaboration du Projet Educatif de Territoire et réforme des rythmes scolaires
Organisation des instances et de la concertation En vue d'une mise en application en
septembre 2014 |
| Magalie
COUVERT | 2 Rapport annuel 2012 de la Commission Communale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées. |
| Serge
FLEURENCE | 3 Emplois d'avenir |
| Max LEVITA | 4 Convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics Ville de
Montpellier - Fédération du Bâtiment de l'Hérault |
| Jeunesse | |
| Michel
PASSET | 5 Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville |
| Michel
PASSET | 6 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013 |
| Emploi, insertion par l'économique | |
| Marc
DUFOUR | 7 Convention de partenariat Ville de Montpellier - Chambre de Commerce et d'Industrie
Territoriale de Montpellier Autorisation de signature |
| Marc
DUFOUR | 8 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des
devantures des locaux d'activités Attribution de subvention |
| Marc
DUFOUR | 9 Concession kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet - Désignation de l'exploitant -
Décision - Autorisation |

Prévention, environnement, santé

Jacques TOUCHON 10 Convention d'étude entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon, portant sur la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments accueillant des enfants.

Jacques TOUCHON 11 Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013- Prévention, environnement, santé, biodiversité, culture scientifique et technique, relations avec les universités.

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

Philippe THINES 12 Dénominations de voies et d'espaces publics

Philippe THINES 13 Travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac et réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci Reprise du réseau d'eau potable Appel d'Offres Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES 14 ZAC DES GRISETTES Aménagement de la rue du Mas Nouguier et du chemin de Poutingon Marché à procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES 15 Aménagement d'une place Allée des Hauts de Montpellier Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES 16 DEMANDE DE SUBVENTIONS Programme Urbain Intégré FEDER Axe stratégique n°1 : Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs Mesure 2 Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite Projet 1.5 Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Philippe THINES 17 Travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques - appel d'offres ouvert - autorisation de signer le marché

Philippe THINES 18 Réfection des revêtements de la Place de la Comédie Avenant de transfert au marché n°12M017 Autorisation de signer

Philippe THINES 19 Aménagement des rues Draparnaud et Marioge Avenant de transfert au marché n°12M485A relatif au lot n°1 - Voirie Autorisation de signer

Philippe THINES 20 Marché maintenance et travaux de voirie Avenant de transfert au marché F98D Autorisation de signer

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs

Régine SOUCHE 21 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville

Régine SOUCHE 22 Marché d'Interventions de Sécurité - Gardiennage Ouverture et Fermeture de Locaux Autorisation à signer l'Avenant n° 1

Culture et patrimoine

Philippe SAUREL	23	Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013
Philippe SAUREL	24	Attribution de subventions à des compagnies de théâtre, de danse et à des groupes de musique Exercice 2013
Philippe SAUREL	25	Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement. Exercice 2013
Philippe SAUREL	26	Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2013
Philippe SAUREL	27	Association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	28	Association Jam - Jazz Action Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	29	Association des Choeurs de Montpellier Attribution de subventions Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	30	Association Confluences Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Philippe SAUREL	31	Festival International du Cinéma Méditerranéen Désignation des représentants de la Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association

Rénovation urbaine, Logement social

Christian BOUILLE	32	MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat Attribution de subventions
Christian BOUILLE	33	QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION URBAINE Plan de sauvegarde du Petit Bard Attribution de subvention

Petite enfance

Françoise PRUNIER	34	Convention d'objectifs et de financement Ville/SNCF Signature d'un Avenant
--------------------------	----	--

Vie associative, Maisons pour Tous

Sophie BONIFACE-PASCAL	35	Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
-------------------------------	----	--

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

Frédéric TSITSONIS	36	Signature de protocoles territoriaux d'aide à la rénovation thermique de logements privés – actions pour la réduction de la précarité énergétique
Frédéric TSITSONIS	37	PATRIMOINE Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Dédoublément de l'autoroute A9 Déplacement du tracé
Frédéric TSITSONIS	38	Convention de location Ville de Montpellier/Comité de Quartier de Port Marianne Sud

Frédéric TSITSONIS	39	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville. Autorisation de signer l'avenant aux marchés de travaux Lot 12 : "Faux-plafond tissus tendus" Lot 29 : "Courants faibles"
Frédéric TSITSONIS	40	Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 1
Action internationale, jumelages		
Perla DANAN	41	Création de l'Institut CONFUCIUS de Montpellier. Approbation du principe d'adhésion de la Ville de Montpellier comme membre fondateur.
Perla DANAN	42	Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages. Abroge et remplace la délibération 2012/599
Urbanisme, aménagement durable et NTIC		
Michaël DELAFOSSE	43	Quartier Lez - Pompignane Conclusion d'un projet urbain partenarial (PUP) entre la Ville de Montpellier, BOUYGUES Immobilier et NG Promotion
Michaël DELAFOSSE	44	Quartier Lez – Pompignane Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
Michaël DELAFOSSE	45	Folies architecturales du 21ème siècle Port Marianne – Quartier Richter Rue Vendémiaire - Parcelle SA 236 Organisation d'une consultation en vue de la cession de la parcelle
Michaël DELAFOSSE	46	ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature COGIM (Lot L2)
Michaël DELAFOSSE	47	ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature URBIS REALISATIONS (Lot L1)
Michaël DELAFOSSE	48	ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°2A)
Michaël DELAFOSSE	49	Quartier Port Marianne – Jacques Cœur Pavillon de présentation du chantier de l'hôtel de ville Permis de construire pour changement d'affectation Autorisation de dépôt et de signature
Michaël DELAFOSSE	50	ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3B ACM
Michaël DELAFOSSE	51	ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI SAINT ROCH Lot n°9
Michaël DELAFOSSE	52	ZAC DES GRISETTES Agrément de candidature A.C.M. Lot 7BC
Michaël DELAFOSSE	53	ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI LES GRISETTES lot n°9
Michaël DELAFOSSE	54	Foncier Route de Mende Cession « BOUYGUES Immobilier »

Michaël DELAFOSSE	55	Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété « Résidence Le Cèdre »
Michaël DELAFOSSE	56	Foncier Rue René Etiemble Classement dans le domaine public communal
Michaël DELAFOSSE	57	Foncier P.A.E. Allée du Tiers Etat Acquisition emprise Kaufman & Broad
Michaël DELAFOSSE	58	Foncier Avenue du Pic Saint Loup Cession "SCI Le Clos Dardé"
Michaël DELAFOSSE	59	FONCIER Z.A.C Nouveau Saint Roch Vente à la S.E.R.M de trois terrains Avenue de Maurin Parcelles EX 690, 692 et 694
Michaël DELAFOSSE	60	Cession partielle par ACM à la Ville des parcelles AK 14 et AK 52 pour l'alignement de la rue Jean-François Breton
Michaël DELAFOSSE	61	Acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault des anciennes archives départementales 2, avenue de Castelnau parcelles cadastrées CD 291 et CD 289p
Michaël DELAFOSSE	62	ZAC du Coteau Cessions de terrain aux propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François MITTERRAND
Michaël DELAFOSSE	63	Mise en vente d'un terrain situé impasse Lebox Parcelles cadastrées BY 38 BY 39 BY 40
Michaël DELAFOSSE	64	ZAC Port-Marianne -Parc Marianne extension ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer extension Vente de terrains à la SERM Délibération modificative des délibérations du 25 juin 2012
Michaël DELAFOSSE	65	MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Michaël DELAFOSSE	66	Réseau municipal radio TETRA Extension, Terminaux, Maintenance Autorisation de signer le marché
Réussite éducative		
Jean-Louis GELY	67	Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2013
Jean-Louis GELY	68	Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les Offres Culturelles 2013
Jean-Louis GELY	69	Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les projets Classes de Découverte Neiges et Vertes 2013
Jean-Louis GELY	70	Ecole SEDAR SENGHOR - Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation déclaration préalable de travaux
Jean-Louis GELY	71	Ecole MITTERRAND - Aménagement des espaces extérieurs - lot n° 1- aménagement urbain - avenant n°2- Cession du contrat du groupement SGREG SUD EST/SOLS MEDITERRANEE à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE

Elections, questions du handicap, accessibilité

- Magalie COUVERT** 72 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013

Cohésion sociale

- Audrey DE LA GRANGE** 73 Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013
- Audrey DE LA GRANGE** 74 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2013

Sports

- Patrick VIGNAL** 75 PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES Attribution de subventions Exercice 2013
- Patrick VIGNAL** 76 Quartier Montpellier Centre - Terrain Astruc (les Arceaux) Mise en oeuvre de bâtiments modulaires Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subventions
- Patrick VIGNAL** 77 QUARTIER PRES D'ARENES Agrandissement du local associatif Boulodrome Ernest Onillon Autorisation de déposer le permis de construire Demande de subventions

Politiques locales de déplacement, démocratie de proximité, occupation non commerciale du domaine public, ressources humaines

- Serge FLEURENCE** 78 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissement Languedoc-Roussillon
- Serge FLEURENCE** 79 Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire
- Serge FLEURENCE** 80 Modification du tableau des effectifs
- Serge FLEURENCE** 81 Modification des modalités des mises en oeuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires

Administration générale, affaires juridiques, Finances communales



- Max LEVITA** 82 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2013
- Max LEVITA** 83 Convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la communauté d'agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures de marchés publics
- Max LEVITA** 84 Cotisations Organisation des Grandes Villes et Finances pour l'année 2013

Max LEVITA	85	Tarifs 2013 – Compléments sur les amodiations et sur l'occupation du domaine public
Max LEVITA	86	Attributions et modifications d'affectation de subventions Exercice 2013
Max LEVITA	87	Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville de Montpellier - Exercice 2013
Max LEVITA	88	Marchés publics - achat de vêtements de travail - Résiliation lot n°2 : Achat de vêtements de travail (blouses, tee-shirts, vêtements médicaux)
Max LEVITA	89	Achat de carburants avec cartes accréditives - Appel d'offres - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, GRABELS, LAVERUNE, et SAINT JEAN de VEDAS Autorisation de signer la convention
Max LEVITA	90	Achat de matériel de quincaillerie - visserie - échelles - Appel d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès.
M^{me} le Maire	91	Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération Grand Coeur

LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 25 mars 2013

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN <p>P</p>	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON <p>P</p>
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD <p>P</p>	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE <p>P</p>

<p>Catherine LABROUSSE</p> 	<p>Gérard LANNELONGUE</p> 
<p>Anne-Rose LE VAN</p> 	<p>Max LEVITA</p> 
<p>Richard MAILHE</p> 	<p>Mustapha MAJDOUL</p> 
<p>Hélène MANDROUX</p> 	<p>Hervé MARTIN</p> 
<p>Jacques MARTIN</p> 	<p>Stéphane MELLA</p> 
<p>Nadia MIRAOU</p> 	<p>Christophe MORALES</p> 
<p>Michel PASSET</p> 	<p>Martine PETITOUT</p> 
<p>Louis POUGET</p> 	<p>Françoise PRUNIER</p> 

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p> 
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p> <p>8</p>	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> <p>8</p>	

Compte-rendu du Conseil municipal

Séance publique du lundi 25 mars 2013
Salle du Conseil municipal

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux.

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

M^{me} le Maire

Adoption de l'ordre du jour

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Adoption du procès-verbal du Conseil municipal précédent

Pour : 48

Contre : /

Abstentions: /

Adopté à l'unanimité.

M^{me} le Maire

Articles L 2122-22 et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales –
Lecture des décisions prises depuis la dernière séance publique du Conseil municipal

Mesdames BECCARIA, BLANPIED, BENOUARGHA-JAFFIOL, MIRAOU et
Messieurs VIGNAL, SUDRES et LANNELONGUE (avec procuration) entrent en
séance

**Jean-Louis
GELY**

- 1 Elaboration du Projet Educatif de Territoire et réforme des rythmes scolaires
Organisation des instances et de la concertation En vue d'une mise en application en
septembre 2014

Pour : 47
Contre : 4
Abstentions: 5
Adopté à la majorité.

**Magalie
COUVERT**

- 2 Rapport annuel 2012 de la Commission Communale pour l'Accessibilité des personnes
handicapées.

Le Conseil prend acte.

Monsieur DUMONT entre en séance.
Madame BONIFACE-PASCAL sort de la séance.
Madame FARGIER (donne procuration à Madame BLANPIED) et Monsieur SUBRA
quittent définitivement la séance.

**Serge
FLEURENCE**

- 3 Emplois d'avenir
Pour : 54
Contre : /
Ne prennent pas part au vote: 2
Adopté à l'unanimité.

Madame BONIFACE-PASCAL revient en séance.

Max LEVITA

- 4 Convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics Ville de
Montpellier - Fédération du Bâtiment de l'Hérault
Pour : 57
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame LE VAN et Madame BLANPIED (avec procuration) sortent de la séance.

Michel PASSET

- Jeunesse**
5 Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville
Pour : 54
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Michel PASSET 6 Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013
Pour : 54
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame BECCARIA et Messieurs ABBOU (avec procuration) et PASSET (avec
procuration) sortent de la séance.

Emploi, insertion par l'économique

Marc DUFOUR 7 Convention de partenariat Ville de Montpellier - Chambre de Commerce et d'Industrie
Territoriale de Montpellier Autorisation de signature
Pour : 47
Contre : 2
Abstentions:/
Adopté à la majorité.

Marc DUFOUR 8 MONTPELLIER GRAND COEUR Campagne d'aide à la requalification des
devantures des locaux d'activités Attribution de subvention
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Marc DUFOUR 9 Concession kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet - Désignation de l'exploitant -
Décision - Autorisation
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Monsieur ABBOU (avec procuration de Monsieur Jacques MARTIN) revient en séance.
Madame DOMBRE-COSTE sort de la séance.
Messieurs DOMERGUE (avec procuration) et MELLA quittent définitivement la
séance.

Prévention, environnement, santé

Jacques TOUCHON 10 Convention d'étude entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon, portant
sur la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments accueillant des enfants.
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Jacques TOUCHON 11 Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013- Prévention, environnement,
santé, biodiversité, culture scientifique et technique, relations avec les universités.
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Monsieur DUFOUR (avec procuration) sort de la séance.

Qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain

**Philippe
THINES**

- 12 Dénominations de voies et d'espaces publics
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 13 Travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac et réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci Reprise du réseau d'eau potable Appel d'Offres Autorisation de signer les marchés
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 14 ZAC DES GRISETTES Aménagement de la rue du Mas Nouguier et du chemin de Poutingon Marché à procédure Adaptée Autorisation de signer les marchés
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Madame LE VAN revient en séance.
Monsieur VIGNAL sort de la séance.

**Philippe
THINES**

- 15 Aménagement d'une place Allée des Hauts de Montpellier Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 16 DEMANDE DE SUBVENTIONS Programme Urbain Intégré FEDER Axe stratégique n°1 : Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers, notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs Mesure 2 Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite Projet 1.5 Accessibilité des personnes à mobilité réduite
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 17 Travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques - appel d'offres ouvert - autorisation de signer le marché
Pour : 45
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 18 Réfection des revêtements de la Place de la Comédie Avenant de transfert au marché n°12M017 Autorisation de signer
Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 19 Aménagement des rues Draparnaud et Marioge Avenant de transfert au marché n°12M485A relatif au lot n°1 - Voirie Autorisation de signer
Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 20 Marché maintenance et travaux de voirie Avenant de transfert au marché F98D Autorisation de signer

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Régine
SOUCHE**

Tranquillité publique, égalité des droits et des devoirs

- 21 Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville

Ont été élus :

-Mme Régine SOUCHE
-M. Michel PASSET
-M. Jacques TOUCHON
-M. Christian BOUILLE
-Mme Marlène CASTRE
-Mme Annie BENEZECH
-Mme Hélène QVISTGAARD
-Mme Eva BECCARIA
-Mme Audrey DE LA GRANGE
-Mme Magalie COUVERT
-M. Frédéric TSITSONIS

Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame DELAGRANGE sort de la séance.

**Régine
SOUCHE**

- 22 Marché d'Interventions de Sécurité - Gardiennage Ouverture et Fermeture de Locaux Autorisation à signer l'Avenant n° 1
Pour : 44

Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Culture et patrimoine

**Philippe
SAUREL**

- 23 Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013
Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 24 Attribution de subventions à des compagnies de théâtre, de danse et à des groupes de musique Exercice 2013
Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 25 Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement. Exercice 2013
Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 26 Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2013
Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
SAUREL**

- 27 Association Allons'z'Enfants - Cie Didier Théron Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Pour : 44
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame DELAGRANGE revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 28 Association Jam - Jazz Action Attribution d'une subvention Convention de partenariat Exercice 2013
Pour : 45
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Monsieur LANNELONGUE (avec procuration) sort définitivement de la séance.

Philippe

- 29 Association des Choeurs de Montpellier Attribution de subventions Convention de

SAUREL

partenariat Exercice 2013
Pour : 43
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Mesdames BECCARIA, DOMBRE-COSTE et BLANPIED (avec procuration)
reviennent en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 30 Association Confluences Attribution d'une subvention Convention de partenariat
Exercice 2013
Pour : 47
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur VIGNAL revient en séance.

**Philippe
SAUREL**

- 31 Festival International du Cinéma Méditerranéen Désignation des représentants de la
Ville et des personnalités qualifiées au Conseil d'administration de l'association

Les 3 représentants de la Ville de Montpellier élus sont :

-Philippe SAUREL,
-Agnes BOYER
-Michel PASSET

Les 4 personnalités qualifiées et désignés par la Ville de Montpellier élus sont :

-Nathalie COMBE
-Patrick BEDOS
-Serge LALOU
-Jacques VALLET

Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- Rénovation urbaine, Logement social**
32 MONTPELLIER GRAND CŒUR Opération programmée d'amélioration de l'habitat
Attribution de subventions
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Christian
BOUILLE**

- 33 QUARTIER CEVENNES (PETIT BARD - PERGOLA) PROJET DE RENOVATION
URBAINE Plan de sauvegarde du Petit Bard Attribution de subvention
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Françoise
PRUNIER**

Petite enfance

- 34 Convention d'objectifs et de financement Ville/SNCF Signature d'un Avenant
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Sophie
BONIFACE-
PASCAL**

Vie associative, Maisons pour Tous

- 35 Maisons pour tous de la Ville de Montpellier Mise à disposition de salle à titre gratuit
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Messieurs DUFOUR et PASSET reviennent en séance avec leurs procurations.
Mesdames PRUNIER, SOUCHE et Messieurs Hervé MARTIN, ARAGON,
FLEURENCE sortent de la séance.

Monsieur ABBOU quitte définitivement la séance avec la procuration de Monsieur
Jacques MARTIN et donne procuration à Madame BIGAS.

**Frédéric
TSITSONIS**

Gestion durable du patrimoine, économie des ressources et des énergies

- 36 Signature de protocoles territoriaux d'aide à la rénovation thermique de logements
privés – actions pour la réduction de la précarité énergétique
Pour : 46
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Mesdames PRUNIER et SOUCHE reviennent en séance ainsi que Messieurs Hervé
MARTIN, ARAGON et FLEURENCE.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 37 PATRIMOINE Convention d'occupation précaire Ville - Société ASF Dédoublément
de l'autoroute A9 Déplacement du tracé
Pour : 46
Contre : 5
Abstentions:/
Adopté à la majorité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 38 Convention de location Ville de Montpellier/Comité de Quartier de Port Marianne Sud
Pour : 51
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 39 ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Futur Hôtel de Ville. Autorisation de signer
l'avenant aux marchés de travaux Lot 12 : "Faux-plafond tissus tendus" Lot 29 :

"Courants faibles"
Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Frédéric
TSITSONIS**

- 40 Rue Boussinesq Acquisition Ville / Société EIFFAGE Immobilier Méditerranée de locaux en copropriété destinés à usage de crèche et salle associative Avenant n° 1
Pour : 51
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Madame BENEZECH quitte définitivement la séance et donne sa procuration à Madame LABROUSSE. Messieurs DUPRAZ et BOUILLE (donne sa procuration à Monsieur THINES) quittent définitivement la séance.

Action internationale, jumelages

**Philippe
THINES**

- 41 Création de l'Institut CONFUCIUS de Montpellier. Approbation du principe d'adhésion de la Ville de Montpellier comme membre fondateur.
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: 2
Adopté à l'unanimité.

**Philippe
THINES**

- 42 Mandat spécial, présentation d'une mission opérationnelle des membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages. Abroge et remplace la délibération 2012/599
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Urbanisme, aménagement durable et NTIC

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 43 AFFAIRE RETIREE

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 44 Quartier Lez – Pompignane Instauration d'un périmètre d'étude (art. L. 111-10 du code de l'urbanisme)
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: 2
Adopté à l'unanimité.

Monsieur TSITSONIS sort de la séance.

**Michaël
DELAFOSSÉ**

- 45 Folies architecturales du 21ème siècle Port Marianne – Quartier Richter Rue Vendémiaire - Parcelle SA 236 Organisation d'une consultation en vue de la cession

de la parcelle
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 46 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature COGIM (Lot L2)
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 47 ZAC Port Marianne – Consuls de Mer Agrément de candidature URBIS
REALISATIONS (Lot L1)
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 48 ZAC Port Marianne – Rive gauche Agrément de candidature d'ACM (Lot n°2A)
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 49 Quartier Port Marianne – Jacques Cœur Pavillon de présentation du chantier de l'hôtel
de ville Permis de construire pour changement d'affectation Autorisation de dépôt et de
signature
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 50 ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 4 - lot 3B ACM
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 51 ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI SAINT ROCH Lot n°9
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 52 ZAC DES GRISETTES Agrément de candidature A.C.M. Lot 7BC
Pour : 49
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

- Michaël DELAFOSSE** 53 ZAC DES GRISETTES : Agrément de candidature SCI LES GRISETTES lot n°9
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 54 Foncier Route de Mende Cession « BOUYGUES Immobilier »
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 55 Foncier Rue de l'Aiguelongue Propriété « Résidence Le Cèdre »
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 56 Foncier Rue René Etiemble Classement dans le domaine public communal
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 57 Foncier P.A.E. Allée du Tiers Etat Acquisition emprise Kaufman & Broad
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 58 Foncier Avenue du Pic Saint Loup Cession "SCI Le Clos Dardé"
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 59 FONCIER Z.A.C Nouveau Saint Roch Vente à la S.E.R.M de trois terrains Avenue de Maurin Parcelles EX 690, 692 et 694
Pour : 43
Contre : /
Ne prennent pas part au vote : 6
Adopté à l'unanimité.
- Michaël DELAFOSSE** 60 Cession partielle par ACM à la Ville des parcelles AK 14 et AK 52 pour l'alignement de la rue Jean-François Breton
Pour : 49
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur TSITSONIS revient en séance.
Madame BOYER (avec procuration) et Monsieur Hervé MARTIN sortent de la séance.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 61 Acquisition auprès du Conseil général de l'Hérault des anciennes archives départementales 2, avenue de Castelnau parcelles cadastrées CD 291 et CD 289p
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 62 ZAC du Coteau Cessions de terrain aux propriétaires des villas limitrophes du groupe scolaire François MITTERRAND
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 63 Mise en vente d'un terrain situé impasse Lebox Parcelles cadastrées BY 38 BY 39 BY 40
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 64 ZAC Port-Marianne -Parc Marianne extension ZAC Port-Marianne-Consuls de Mer extension Vente de terrains à la SERM Délibération modificative des délibérations du 25 juin 2012
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 65 MONTPELLIER GRAND COEUR Ravalement obligatoire des façades Attribution de subventions
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Michaël
DELAFOSSE**

- 66 Réseau municipal radio TETRA Extension, Terminaux, Maintenance Autorisation de signer le marché
Pour : 47
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Madame BOYER (avec procuration) et Monsieur Hervé MARTIN reviennent en séance.

Monsieur SAUREL sort de la séance.

Réussite éducative

**Jean-Louis
GELY**

- 67 Ecoles privées sous contrat d'association. Participations de la Ville année 2013
Pour : 46
Contre : 3
Abstentions: /
Adopté à la majorité

Monsieur SAUREL revient en séance.

**Jean-Louis
GELY**

- 68 Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les Offres Culturelles 2013
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 69 Attribution d'une subvention à l'Association Départementale Centrale de la Coopération à l'Ecole 34 (OCCE 34) pour les projets Classes de Découverte Neiges et Vertes 2013
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 70 Ecole SEDAR SENGHOR - Réhabilitation de locaux scolaires - Autorisation déclaration préalable de travaux
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Jean-Louis
GELY**

- 71 Ecole MITTERRAND - Aménagement des espaces extérieurs - lot n° 1- aménagement urbain - avenant n°2- Cession du contrat du groupement SGREG SUD EST/SOLS MEDITERRANEE à la Société COLAS MIDI MEDITERRANEE
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

**Magalie
COUVERT**

Elections, questions du handicap, accessibilité

- 72 Attribution de subventions à diverses associations dans le cadre de la thématique du handicap Exercice 2013
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Cohésion sociale

- Audrey DE LA GRANGE** 73 Attribution de subventions à diverses associations de la Ville dans le cadre de la Cohésion Sociale Exercice 2013.
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Audrey DE LA GRANGE** 74 Contrat Urbain de Cohésion Sociale Attribution de subventions à diverses associations Exercice 2013
Pour : 50
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Madame LE VAN et Monsieur VIGUIE quittent définitivement la séance.

Sports

- Patrick VIGNAL** 75 PARTENARIAT VILLE DE MONTPELLIER / ASSOCIATIONS SPORTIVES
Attribution de subventions Exercice 2013
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Patrick VIGNAL** 76 Quartier Montpellier Centre - Terrain Astruc (les Arceaux) Mise en oeuvre de bâtiments modulaires Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subventions
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.
- Patrick VIGNAL** 77 QUARTIER PRES D'ARENES Agrandissement du local associatif Boulodrome Ernest Onillon Autorisation de déposer le permis de construire Demande de subventions
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Politiques locales de déplacement, démocratie de proximité, occupation non commerciale du domaine public, ressources humaines

- Serge FLEURENCE** 78 Approbation des conventions de partenariat « Politique de la Ville et Solidarité » entre la Ville de Montpellier, ERDF Hérault, l'association Le Passe Muraille, l'association FACE Hérault et l'Association Nationale des Compagnons Bâisseurs - Etablissement

Languedoc-Roussillon
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 79 Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 80 Modification du tableau des effectifs
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

**Serge
FLEURENCE**

- 81 Modification des modalités des mises en oeuvre des indemnités horaires pour travaux supplémentaires
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Administration générale, affaires juridiques, Finances communales

Max LEVITA

- 82 Taux d'imposition de la Ville de Montpellier pour 2013
Pour : 46
Contre : 2
Abstentions:/
Adopté à la majorité

Max LEVITA

- 83 Convention de gestion de services entre la commune de Montpellier et la communauté d'agglomération de Montpellier pour la dématérialisation des procédures de marchés publics
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA

- 84 Cotisations Organisation des Grandes Villes et Finances pour l'année 2013
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/
Adopté à l'unanimité.

Max LEVITA

- 85 Tarifs 2013 – Compléments sur les amodiations et sur l'occupation du domaine public
Pour : 48
Contre : /
Abstentions:/

Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 86 Attributions et modifications d'affectation de subventions Exercice 2013
Pour : 48
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

Monsieur DUMONT quitte définitivement la séance et donne sa procuration à Madame CANAUD.

- Max LEVITA** 87 Décision Modificative n°1 du budget principal de la Ville de Montpellier - Exercice 2013
Pour : 46
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 88 Marchés publics - achat de vêtements de travail - Résiliation lot n°2 : Achat de vêtements de travail (blouses, tee-shirts, vêtements médicaux)
Pour : 46
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 89 Achat de carburants avec cartes accréditives - Appel d'offres - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Commune de MONTPELLIER, le CCAS de MONTPELLIER, La Communauté d'Agglomération de MONTPELLIER et les Communes de PIGNAN, SAINT BRES, GRABELS, LAVERUNE, et SAINT JEAN de VEDAS Autorisation de signer la convention
Pour : 46
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

- Max LEVITA** 90 Achat de matériel de quincaillerie - visserie - échelles - Appel d'Offres - Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la commune de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Centre Communal d'action Sociale de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, Jacou, Saint Jean de Védas, Pignan, Prades-le-Lez et Saint-Brès.
Pour : 46
Contre : /
Abstentions: /
Adopté à l'unanimité.

- M^{me} le Maire** 91 Garantie d'emprunt - Ville de Montpellier/SERM - Opération Grand Coeur
Pour : 40
Contre : /
Serge FLEURENCE, Max LEVITA, Michel PASSET, Marc DUFOUR, Perla DANAN (représentée), Jean-Louis GELY et Jacques MARTIN (plus représenté), administrateurs de la SERM, ne prennent pas part au vote
Adopté à l'unanimité.


Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

Conformément à l'article L212125 du Code Général des Collectivités Territoriales, le compte-rendu du Conseil Municipal est affiché en mairie sur les panneaux officiels prévus à cet effet sous huitaine.

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Elaboration du Projet Educatif de Territoire et réforme des rythmes scolaires Organisation des instances et de la concertation En vue d'une mise en application en septembre 2014

Jean-Louis GELY rapporte :

La Ville de Montpellier soutient la refondation de l'Ecole engagée par le gouvernement pour favoriser la réussite éducative et l'épanouissement des enfants. Dans ce cadre, la réforme des rythmes à l'école primaire vise à réduire le temps de scolarité quotidien pour une organisation des temps de l'école plus respectueuse des rythmes naturels d'apprentissage et de repos des enfants.

Le projet du gouvernement, ambitieux et porteur de sens, ne doit pas être résumé au simple décalage de trois quart d'heure des temps scolaires et périscolaires quotidiens et à l'ajout d'une demi-journée hebdomadaire d'enseignement.

Il doit s'accompagner d'une restructuration globale de l'organisation scolaire au bénéfice de l'enfant, pour que le temps passé à l'école permette à chaque élève de bénéficier d'un parcours pédagogique cohérent comprenant des activités éducatives, culturelles, sportives ou de loisirs.

La qualité du projet éducatif est donc essentielle et dépend largement de la concertation dont il sera issu. C'est pourquoi il faut y associer l'ensemble de la communauté éducative, et au premier rang l'Education Nationale, ainsi que les représentants des personnels impliqués et des enseignants, et aussi des parents d'élèves, compte tenu de l'impact des nouveaux temps scolaires sur l'organisation des familles. Devra également y prendre part le monde associatif, impacté et fortement concerné. Pour que ce dialogue porte tous ses fruits, il faudra le mener dans le respect des prérogatives de chacun tout en visant le maximum d'implication de chaque partenaire.

Cette démarche rejoint directement le Projet de Réussite Educative, déjà affirmé comme une priorité pour la ville, car réussir l'éducation de tous les enfants est un pilier de la cohésion sociale et de la réduction des inégalités.

La réflexion collective telle qu'engagée autour du Projet Educatif Local (PEL) de Montpellier associe largement la communauté éducative dans son ensemble et se structure autour de 5 axes essentiels pour l'enfant :

- **l'Identité**, c'est-à-dire le renforcement de l'apprentissage de la langue ;
- **la Citoyenneté**, avec l'éducation comportementale et l'apprentissage du « vivre ensemble » ;
- **l'Eveil**, grâce notamment à l'initiation ludique à la culture scientifique et technique et au développement durable ;
- **l'Intégration**, avec l'appropriation d'un destin collectif inscrit dans le territoire grâce à la découverte du patrimoine de la ville ;
- **la Socialisation** qui passe aussi par la pratique des sports collectifs et du spectacle vivant.

Cette construction du Projet Educatif Local doit aujourd'hui être approfondie, afin de mener à bien la réforme des rythmes scolaires. Il est donc essentiel de poursuivre le dialogue en profondeur déjà engagé avec l'ensemble de la communauté éducative, afin d'orienter le Projet Educatif Local vers le nouveau schéma et la nouvelle ambition que représente le Projet Educatif de Territoire (PEdT), dont la Ville se rejouit qu'il soit inscrit dans le projet de loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école.

Dans ce cadre seront associés et consultés des représentants de l'ensemble des acteurs investis dans l'éducation de l'enfant : comme prévu les services de l'Etat concernés, et principalement l'Education Nationale, les représentants des personnels de la Ville, des enseignants et des parents d'élèves, ainsi que les associations d'éducation populaire, culturelles ou sportives œuvrant dans le domaine éducatif, les autres collectivités (Communauté d'Agglomération, Conseil Général) et la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault.

Des consultations spécifiques seront organisées sur des thèmes précis et concrets tels que :

- l'organisation et le contenu d'une pause méridienne élargie dans le respect des rythmes chronobiologiques de l'enfant ;
- l'équilibre entre aide au travail de l'élève et accès aux loisirs culturels et sportifs sur les temps périscolaires et particulièrement celui qui suit la fin de la classe ;
- l'organisation équilibrée du mercredi entre le temps scolaire du matin et l'espace loisirs et détente qui devra perdurer l'après-midi ;
- l'amplitude d'ouverture des écoles et organisation familiale pour le bien-être de l'enfant.

Pour mener à bien ce projet, la Ville se propose d'organiser une large concertation et réflexion selon le rythme suivant :

- **Dès le deuxième trimestre 2013**, mise en place d'un Conseil consultatif, présidé par le Maire ou son représentant, qui a vocation à être l'organe central de réflexion du projet et qui se réunira pour poser d'emblée les bases de la démarche du futur Projet Educatif de Territoire ;
- **D'ici la fin 2013**, au plus tard, concrétisation d'un socle qui devra aboutir à une organisation des temps équilibrée, à l'issue des concertations ;
- **Au printemps 2014**, présentation au Conseil Municipal du Projet Educatif de Territoire proprement dit, formalisant, conformément au dispositif prévu par le Ministère de l'Education nationale, dans le cadre d'un engagement contractuel de trois ans, les conditions d'intervention des collectivités, des services de l'Etat partenaires et des organismes financeurs ;
- **Rentrée scolaire 2014**, mise en application des nouveaux rythmes.

En conséquence et afin de mener à bien l'ensemble de la démarche indispensable à la mise en application de cette réforme dans des conditions optimales, la Ville sollicite, à titre dérogatoire et conformément aux dispositions de l'article 4 du décret 2013-77 du 24 janvier 2013, le report de la mise en œuvre concrète des nouveaux rythmes scolaires à septembre 2014.

Compte tenu de l'importance du sujet et des enjeux d'organisation qui y sont liés, la Ville se laisse la possibilité de se faire accompagner pour mener à bien cette démarche.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'engagement de la Ville dans la démarche telle que formalisée et, notamment, la mise en œuvre des concertations larges, nécessaires à l'élaboration du Projet Educatif de Territoire.
- d'approuver le calendrier de travail et, en conséquence, la demande auprès du Directeur Académique des Services de l'Education Nationale (DASEN) de report de la mise en application de la nouvelle organisation scolaire à la rentrée de 2014, conformément à la procédure dérogatoire prévue au décret 2013-77 du 24 janvier 2013.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOL, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Rapport annuel 2012 de la Commission Communale pour l'Accessibilité des personnes handicapées.

Magalie COUVERT rapporte :

La loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes handicapées (moteur, sensoriel, mental, psychique) et à mobilité réduite.

Du 1^{er} janvier 2010 au 12 février 2015, la loi fixe plusieurs échéances en termes de mise en accessibilité : adoption d'un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et de l'Espace Public (PAVE), réalisation de diagnostics d'accessibilité pour les établissements Recevant du Public (ERP) de catégories 1 à 4 puis accessibilité des services de communication publique en ligne (Internet, téléphone...), des ERP et des transports.

La loi du 11 février 2005 a également prévu la mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées (article 46), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants. Pour la Ville de Montpellier, cette commission a été créée par délibération le 26 juillet 2010 et la première séance plénière a eu lieu le 15 septembre 2011. Selon l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le rôle de la CCA est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Ladite commission est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile nommés par Madame le Maire. Y siègent 7 élus, 5 associations liées au handicap, un représentant des bailleurs sociaux et une association représentant les usagers.

La CCA a comme mission d'établir un rapport annuel. Ce document a de multiples vocations. Il doit permettre de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais

également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

Le présent rapport, présenté au Conseil Municipal, constitue un premier état des lieux de l'accessibilité du territoire communal. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet d'identifier un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes handicapées dans la cité.

Ce rapport est, entre autres, le fruit des réunions des Groupes de Travail « *Mobilité* », « *Cadre Bâti* », « *Accès aux droits et à l'Information* », issus de la CCA et qui se sont réunis à plusieurs reprises en 2012. Ces groupes de travail ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer, dans une démarche partenariale et transversale, des priorités d'intervention. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par les sujets, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes handicapées.

Ce rapport a été validé en Commission Communale plénière le 22 février 2013. Après présentation au Conseil Municipal, il sera transmis pour information à Monsieur le Préfet, à Monsieur le Président du Conseil Général, au Conseil Départemental Consultatif des Personnes Handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés.

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- de prendre acte du présent rapport de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjointe déléguée, à signer tous les actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



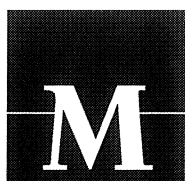
Méline MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Commission Communale pour l'Accessibilité



Rapport annuel - année 2012



Montpellier

Direction de la Cohésion Sociale - 1, place Georges Frêche - 34267 Montpellier Cedex 2

SOMMAIRE

Introduction	Page 2
1/ Voirie et espaces publics	Page 6
2/ Services de transports collectifs et l'intermodalité	Page 12
3/ Cadre bâti – Établissements Recevant du Public	Page 15
4/ Cadre bâti – Logements	Page 17
5/ Autres thématiques et actions portées par la Ville	Page 19
Conclusion	Page 22
Sources	Page 23

INTRODUCTION

La loi du 11 février 2005 pour « *l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées* » a été adoptée dans l'objectif de donner une nouvelle impulsion à l'intégration dans la société des personnes handicapées et à mobilité réduite. Elle consacre un volet important à l'accessibilité, basée sur les principes de :

- la continuité de la chaîne de déplacement entre le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leurs intermodalités,
- « l'accès à tout pour tous ».

Il semble essentiel de rappeler en introduction de ce rapport la définition selon cette même loi des termes handicap et accessibilité.

La loi du 11 février 2005 précise qu'au sens législatif constitue un handicap « *toute limitation d'activité ou restriction de participation à la vie en société subie dans son environnement par une personne en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de santé invalidant* ».

Le nombre de personnes concernées par une situation de handicap est relativement important. Les données chiffrées fournies par l'Association des Paralysés de France estiment que :

- 8 millions de personnes sont touchées par une ou plusieurs déficiences motrices,
- 4 millions sont concernées par une déficience mentale,
- 3,1 millions souffrent d'une déficience auditive,
- 4 millions de personnes sont déficientes visuelles.

A ces chiffres, il faut ajouter le vieillissement démographique que connaît notre pays. **En 2030, il est estimé que 40 à 50 % de la population sera touchée par des problèmes de mobilité.**

Ainsi, a minima, **le handicap concerne directement 10% de la population française**, d'où l'importance de traiter des questions d'accessibilité. Il est par ailleurs à noter que tous les aménagements réalisés en matière d'accessibilité favorisent la mobilité et l'intégration dans la cité d'un public beaucoup plus large : personnes âgées, femmes enceintes, personnes illettrées...

Selon la loi du 11 février 2005 : « *Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçue. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.* »

Cette notion s'incarne ainsi dans des champs pluri-thématiques dans la mesure où elle concerne aussi bien l'accès à la scolarisation, au logement, à l'insertion professionnelle, aux pratiques culturelles, sportives, aux loisirs...

Elle demande d'interroger l'ensemble des éléments qui permettra l'effectivité de diverses modalités d'accès :

- l'accès physique pour le cadre bâti, la voirie, l'utilisation des équipements...
- l'accès informationnel pour le repérage spatial,
- l'accès communicationnel pour la qualité de l'accueil,
- l'accès organisationnel afin d'offrir une équivalence de prestations par rapport à celles proposées au public valide.

Il s'agit enfin d'appréhender tous les types de handicap (moteur, sensoriel, mental et psychique, polyhandicap).

La loi du 11 février 2005 a fixé **plusieurs échéances en termes de mise en accessibilité** :

- *au 1^{er} janvier 2010* :
 - Adoption du Plan de mise en accessibilité de la Voirie et de l'Espace Public
 - Etablissement d'un diagnostic d'accessibilité pour les établissements recevant du public (ERP) les plus importants : catégories 1 et 2
- *au 1^{er} janvier 2011* :
 - Diagnostic d'accessibilité pour les ERP de catégories 3 et 4
- *au 16 mai 2012* :
 - Accessibilité des services de communication publique en ligne (Internet, téléphone...)
- *au 1^{er} janvier 2015* :
 - Accessibilité des établissements recevant du public
- *au 12 février 2015* :
 - Accessibilité des transports

Dans le cadre de l'accessibilité, la loi du 11 février 2005 a également prévu la **mise en place de Commission Communale pour l'Accessibilité** (article 46 de la loi du 11 février 2005), obligatoire pour toutes les communes de plus de 5 000 habitants.

Le rôle de cette Commission, selon l'article 46 et l'article L. 2143.3 du Code Général des Collectivités Territoriales, est :

- de dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant sur le territoire communal, de la voirie, des espaces publics et des transports,
- d'élaborer des propositions de nature à améliorer l'accessibilité sur la commune,
- d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

La CCA a également comme **mission d'établir un rapport annuel, présenté au Conseil municipal puis transmis au Préfet, au Président du Conseil Général, au Conseil départemental consultatif des personnes handicapées ainsi qu'à tous les responsables des bâtiments, installations et lieux de travail concernés**. C'est l'objet du présent document.

La Commission Communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées de la Ville de Montpellier a été créée par délibération le 26 juillet 2010. La première séance plénière a eu lieu le jeudi 15 septembre 2011.

Cette commission est présidée par Madame le Maire qui en arrête la liste des membres. Elle est composée à parité d'élus et de représentants de la société civile :

▪ **Elus (7 sièges) :**

- *Mme Magalie COUVERT*, adjoint au Maire, déléguée à l'accessibilité et aux questions du handicap, à la commission communale d'accessibilité, au plan de développement de l'accessibilité des bâtiments communaux et des espaces publics,
- *Mme Hélène QVISTGAARD*, adjoint au Maire, déléguée au logement, à la lutte contre l'habitat indigne, droit au logement et au service municipal de la caution, à l'observatoire du logement précaire, l'hébergement d'urgence, la mise en œuvre des responsabilités municipales pour l'application de la loi DALO, aux relations avec les bailleurs sociaux,
- *M. Philippe THINES*, adjoint au Maire, délégué à la qualité de l'espace public, espaces verts, génie urbain.
- *M. Frédéric TSITSONIS*, adjoint au Maire, délégué à la nouvelle Mairie, à l'économie des ressources et du patrimoine : construction, gestion active et durable du patrimoine bâti municipal, soutien logistique à l'activité des services, gestion durable des ressources et énergies, conduite et conception des opérations et construction publique,
- *Mme Claudine TROADEC-ROBERT*, conseillère municipale, déléguée au réseau OMS "Ville Santé" et au plan canicule,
- *Mme Agnès BOYER*, conseillère municipale, déléguée aux professions libérales, au 7ème Art, aux Crèches Familiale, à l'éducation du goût,
- *Mme Marie-Josée AUGÉ-CAUMONT*, conseillère municipale.

▪ **Associations liées au handicap (5 sièges) :**

- *Mme Jocelyne ROCHE*, Comité de liaison et de coordination des associations de personnes handicapées et malades chroniques de l'Hérault,
- *M. Alain MIRALT*, Association des Paralysés de France,
- *M. Thierry JAMMES*, Fédération des Aveugles et Amblyopes de France Languedoc-Roussillon,
- *M. Alain MALLET*, Association Frédéric Peyson,
- *M. Roger BOUDON*, Association pour Personnes en Situation de Handicap 34.

▪ **Bailleurs Sociaux et Usagers (2 sièges) :**

- *Mme Yolande ROBERT*, Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (A.C.M),
- *Mme Gabrielle POURREAU*, association nationale de consommateurs et d'usagers CLCV (« Consommation Logement et Cadre de Vie »).

Au sein de la Ville de Montpellier, la CCA s'appuie sur l'organisation suivante :

- **le Conseil Municipal** qui valide une fois par an le rapport annuel de la Commission Communale d'Accessibilité,
- **la commission plénière** : instance de concertation, de coordination et de proposition d'un programme d'actions. Elle réunit les élus, les représentants d'associations liées au handicap, des bailleurs sociaux et des usagers
- **les groupes de travail** : ils ont pour mission d'inventorier les besoins et de proposer des priorités d'intervention. Ils visent, dans une démarche partenariale et transversale, à trouver des solutions afin de rendre la ville plus accessible et

d'intégrer pleinement les citoyens handicapés dans la vie de la cité. Ils sont composés de représentants des services de la Ville directement concernés par le sujet, de représentants d'institutions partenaires et de représentants de personnes handicapées.

Trois groupes de travail ont été mis en place. Ils visent à traiter l'ensemble des composantes de l'accessibilité :

- *le groupe de travail « Mobilité »* traite des questions de voirie, d'espaces publics, de stationnement, de transports et d'intermodalités (en lien avec la Commission Intercommunale d'Accessibilité),
- *le groupe de travail « Cadre bâti »* aborde la question de l'accessibilité des établissements recevant du public,
- *le groupe de travail « Accès aux droits et à l'information »* traite de l'accueil ainsi que de l'accès des personnes handicapées aux différents services et offres relevant de la vie quotidienne et vie sociale et de la mise en place d'un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

Comme il a été mentionné plus haut, la CCA doit **établir chaque année un rapport annuel de l'accessibilité sur le territoire communal**. Ce document a de multiples vocations : il permet de formaliser l'état d'avancement de la mise en accessibilité du territoire, de capitaliser les actions, d'informer les associations représentants les personnes handicapées, de faire remonter les difficultés et/ou les besoins mais également de mesurer les évolutions d'une année sur l'autre.

En ce qui concerne la commune de Montpellier, ce présent rapport constitue **un premier état des lieux de l'accessibilité du territoire**. Il traite de la question de l'accessibilité sous l'angle de la voirie et des espaces publics, des déplacements et de l'intermodalité, du cadre bâti et enfin il permet de recenser un certain nombre d'initiatives portées par la Ville afin de favoriser l'intégration pleine et entière des personnes handicapées dans la cité.

Ce rapport a été validé par la Commission Communale pour l'Accessibilité le 22 février 2013 et présenté au Conseil Municipal le 25 mars 2013.

1/ VOIRIE ET ESPACES PUBLICS

La loi du 11 février 2005 (article 45) renforce les obligations des communes en matière d'accessibilité et prévoit que **chaque commune doit élaborer un Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (P.A.V.E.)**. Ce plan fixe notamment les dispositions susceptibles de rendre accessible aux personnes handicapées ou à mobilité réduite (personnes âgées, femmes enceintes, personnes transportant des bagages lourds...) l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement situés sur le territoire de la commune.

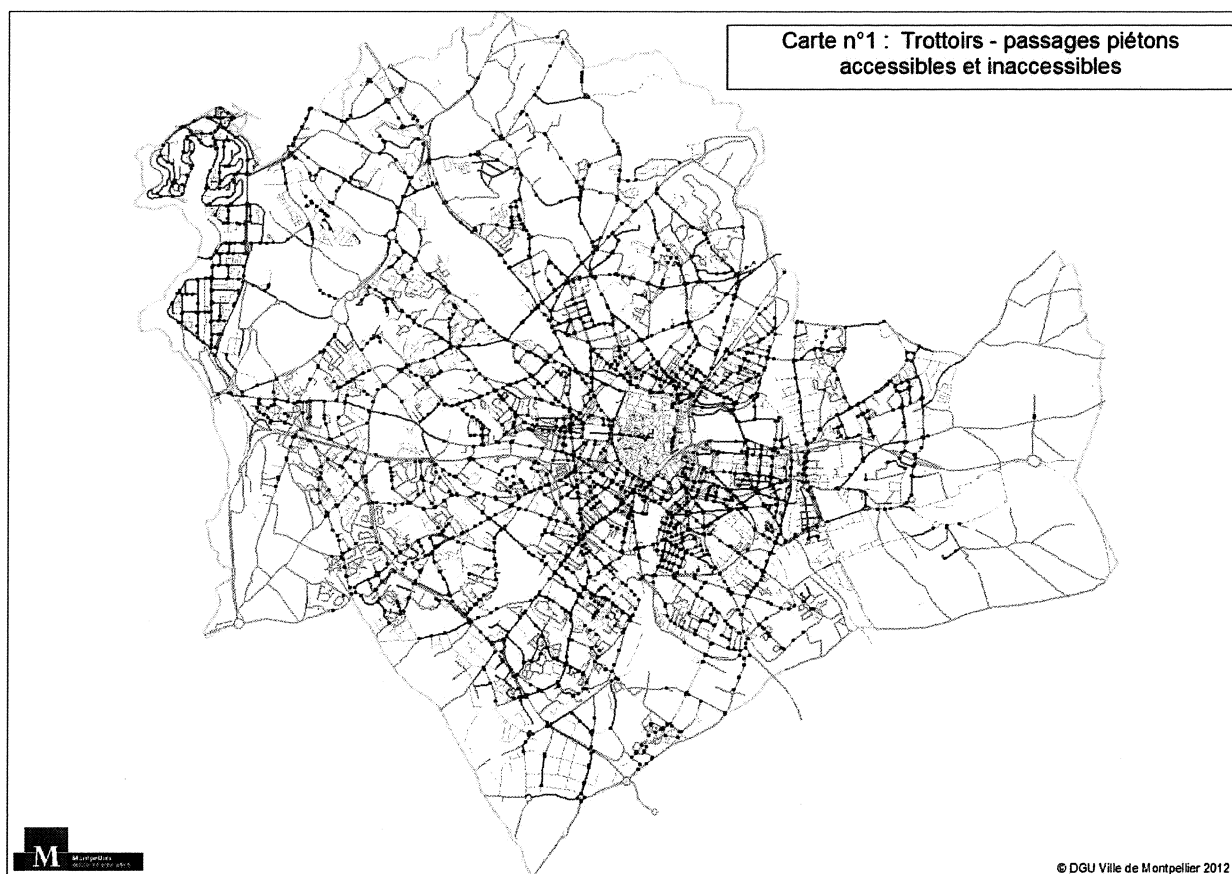
Le PAVE est un document qui doit présenter :

- l'état des lieux de l'accessibilité de la commune. Il porte sur toutes les voies présentes sur le territoire communal (voies communales, voies d'intérêt communautaire, routes départementales...),
- les propositions de travaux d'amélioration de l'accessibilité et leur chiffrage
- leur programmation,
- la périodicité de son évaluation ainsi que les modalités de sa révision.

La première phase de la démarche consiste à élaborer un diagnostic. **Dès 2009, la Ville de Montpellier a engagé ce diagnostic permettant de dresser l'état objectif de l'accessibilité des circulations piétonnes.** Cet audit a porté sur la largeur des trottoirs, leur encombrement, l'état technique des passages piétons, la présence ou non des bandes podotactiles (appelées aussi Bandes d'Éveil de Vigilance)...

Ce diagnostic a révélé que **28% des voies de la commune, soit 148 kilomètres, sont accessibles au sens de la réglementation**. Pour rappel, une voie est considérée comme accessible « *si au moins un côté est accessible avec une largeur supérieure à 1,40 mètres sans obstacle* ». Il est noté toutefois des disparités notables en fonction des secteurs. Par exemple, un bon niveau d'accessibilité sur la Mosson est constaté ce qui n'est pas dans le cas sur les Faubourgs (cf. carte n°1 ci-dessous).

Dans le cadre du diagnostic, la Ville a souhaité aller plus loin en repérant les voies disposant d'au moins un trottoir supérieur à 1,20 mètre sans obstacle. Elles représentent un linéaire de 402 kilomètres (trottoirs existants souvent en centre-ville). Il s'agit d'un niveau d'accessibilité certes inférieur à la norme mais qui est susceptible de répondre à des besoins prioritaires. Une proposition pourrait être donc de travailler prioritairement sur ces voies en affinant leur caractère accessible.



Les obstacles constituent une des principales gênes pour les PMR, et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles. En effet, la taille, le positionnement et la possibilité de détection sont déterminants pour assurer la bonne perception des obstacles. Les obstacles ponctuels, de type étalage, container, poubelle, bac à fleurs, grille d'arbre, panneau publicitaire, peuvent également constituer une contrainte dans les déplacements, et parfois un danger.

Les objets sont difficilement détectables pour les non-voyants, et plus largement pour l'ensemble des déficients visuels. Ainsi, un certain nombre de dispositions normatives est prévu. Par exemple, si la surface réelle au sol est faible, elle doit être compensée par une hauteur plus grande. De même, si le mobilier est bas, cette faible hauteur doit être compensée par une surface plus importante au sol (carrée ou rectangulaire) et un volume relativement grand. Les obstacles et le mobilier urbain doivent présenter un contraste. Ce peut être une bande de contraste visuel d'une hauteur de plus de 10 cm et implantée entre 1,20 m et 1,40 m pour le mobilier urbain haut (candélabres par exemple). Si les bornes et potelets ont une hauteur inférieure à 1,30 m, ce qui est généralement le cas, le contraste est situé alors en partie haute du mobilier.

Les difficultés à s'orienter dans l'espace doivent également prises en compte. En effet, la signalisation classique ne suffit pas toujours, en particulier pour les personnes âgées, les personnes handicapées visuelles ou mentales qui ont besoin de repères physiques ou symboliques ne passant pas par le message écrit. Ces éléments doivent être étudiés de façon systématique notamment dans les espaces publics ouverts ou ceux présentant une réelle difficulté d'orientation (multiplication des terrasses et des éléments de mobilier urbain par exemple) et traités par la mise en place d'une signalétique claire, bien



positionnée, lisible, et de bandes de guidage pour les mal ou non-voyants. Il convient également d'apporter une attention particulière à l'éclairage.

Enfin, pour éviter les conflits d'usage entre piétons, PMR et vélos, et notamment pour sécuriser les cheminements des mal ou non-voyants, sourds et malentendants qui ne perçoivent pas l'arrivée d'un vélo, il faut éviter au maximum de faire coexister sur un trottoir le cheminement piéton et une bande cyclable.

En ce qui concerne les passages piétons, le diagnostic en a comptabilisé 2 042 accessibles physiquement du point de vue géométrique de la norme, soit 66,1% du total. A noter que 1 300 passages piétons (42 %) sont à la norme au niveau physique et visuel. En ce qui concerne l'aménagement des passages piétons, les aspects déterminants permettant l'utilisation d'une traversée piétonne par les PMR sont :

- la présence d'abaissement de trottoir,
- l'existence d'un passage libre derrière cet abaissement pour assurer la continuité du cheminement longitudinal,
- une pente et un dévers conformes,
- la présence de BEV (Bandes d'Éveil de Vigilance) permettant la détection par une personne déficiente visuelle,
- le marquage au sol visible permettant à l'ensemble des usagers de repérer la traversée piétonne et plus particulièrement pour les personnes déficientes visuelles,
- une bonne visibilité notamment à gauche pour s'assurer de l'arrivée ou non d'un véhicule,
- l'implantation d'un guidage dans l'axe de la traversée si la partie rabaissée du trottoir et les BEV ne sont pas droites (un non-voyant pourrait traverser dans une mauvaise direction).

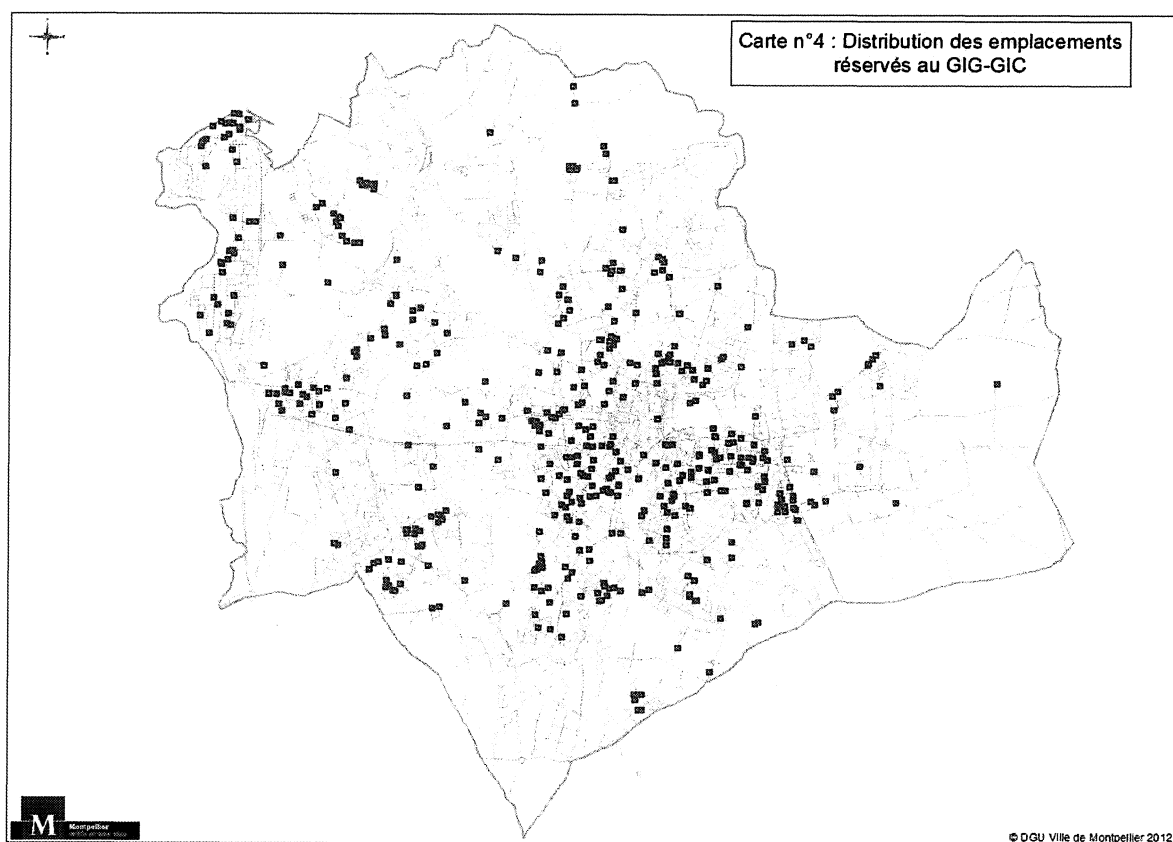
100 carrefours sur 334 sont équipés de systèmes dédiés aux personnes mal ou non-voyantes. La Ville dispose de feux tricolores sonores parmi les plus performants de France. Montpellier est la seule ville à proposer des feux qui indiquent, non seulement le nom de la rue dans laquelle ils sont implantés, mais aussi la direction vers laquelle le piéton s'engage. **La prise en compte du handicap visuel au niveau des carrefours à feux fait l'objet d'une programmation pluriannuelle.** En effet, la Ville de Montpellier, via la Direction du Génie Urbain, recueille les demandes des associations de non-voyants d'équiper en traversée sonores des carrefours à feux. Ces demandes représentent une dizaine de carrefours équipés chaque année. De plus, lorsque de nouveaux carrefours à feux sont créés ou modifiés, la Ville met automatiquement en place des équipements sonores pour les non-voyants. Enfin, la Ville de Montpellier réserve chaque année une somme pour la maintenance d'une vingtaine de signaux sonores. Cela représente 3 à 4 carrefours par an.

PROCEDURE pour EFFECTUER une traversée PIETON sur CARREFOUR avec FEUX TRICOLORES	
	1) Personne voyante Pour obtenir le piéton vert pensez à utiliser les boutons poussoirs dont certains feux sont équipés.
	2) Personne déficiente Appuyez sur le bouton de votre télécommande. Ces télécommandes (modèle évasion) peuvent être mise en appel automatique de détection, pour cela appuyez 5 secondes (validé par 3 bips sonores) pour le retrait de cette fonction appuyez 5 secondes (validé par un signal sonore continu)

Sur les 5 325 places de parking gérées par la Ville de Montpellier, 4 703 sont destinées aux personnes valides et **622 sont réservées aux PMR, soit 11,68%**. La répartition de ces places se fait ainsi :

- 375 en longitudinal,
- 58 en épi,
- 189 en perpendiculaire.

Le stationnement réservé aux personnes à mobilité réduite fait partie de la chaîne du déplacement. A ce titre, depuis 1996, lorsque c'est techniquement possible, la création de places PMR par la Ville se fait (avec justification) à la demande des personnes handicapées qui résident à proximité.



Toutefois, sur ces 622 places, seules 135 sont conformes réglementairement, soit 21,7 %. Ces places de stationnement PMR sont actuellement non-conformes du fait :

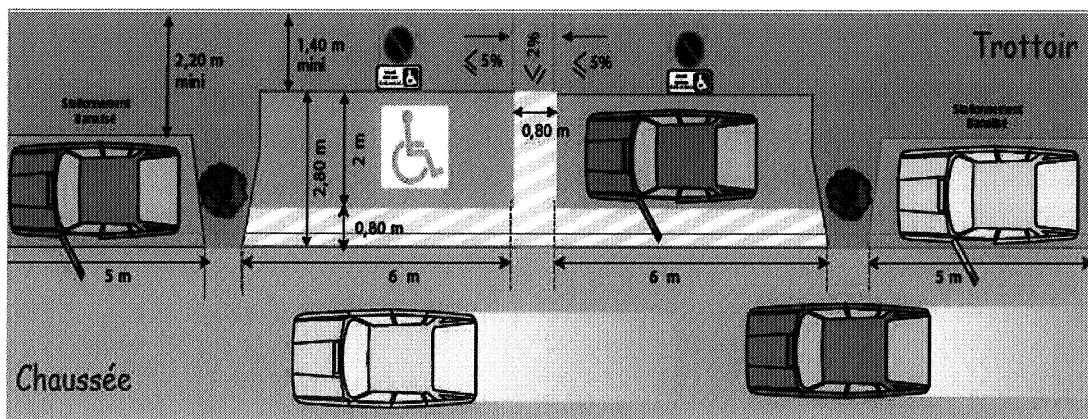
- d'une largeur, et parfois d'une longueur, insuffisante,
- d'une signalisation horizontale et verticale non conforme,
- de leur positionnement, notamment en lien avec l'accessibilité du trottoir proche.

Pour rappel, la création de places de stationnement spécifiques pour les personnes handicapées nécessite des caractéristiques techniques particulières, qui correspondent aux normes :

- la largeur totale doit être supérieure ou égale à 3,30 m, sa longueur dépend de la contrainte d'accès au trottoir,
- la place réservée doit impérativement être de plain-pied, en dehors de tout obstacle et de toute circulation automobile, pour permettre une bonne approche des véhicules par les personnes circulant en fauteuil roulant,

- une bande d'accès latérale d'une largeur d'au moins 0,80 m est prévue à côté des places aménagées,
- la bande d'accès latérale doit elle-même obéir aux prescriptions relatives aux pentes, ressauts, bateaux, etc.,
- les emplacements longitudinaux doivent permettre au conducteur de sortir sans danger.

Source : Guide d'aménagement de la voirie publique en faveur des PMR, Conseil Général des Hauts de Seine - 2007



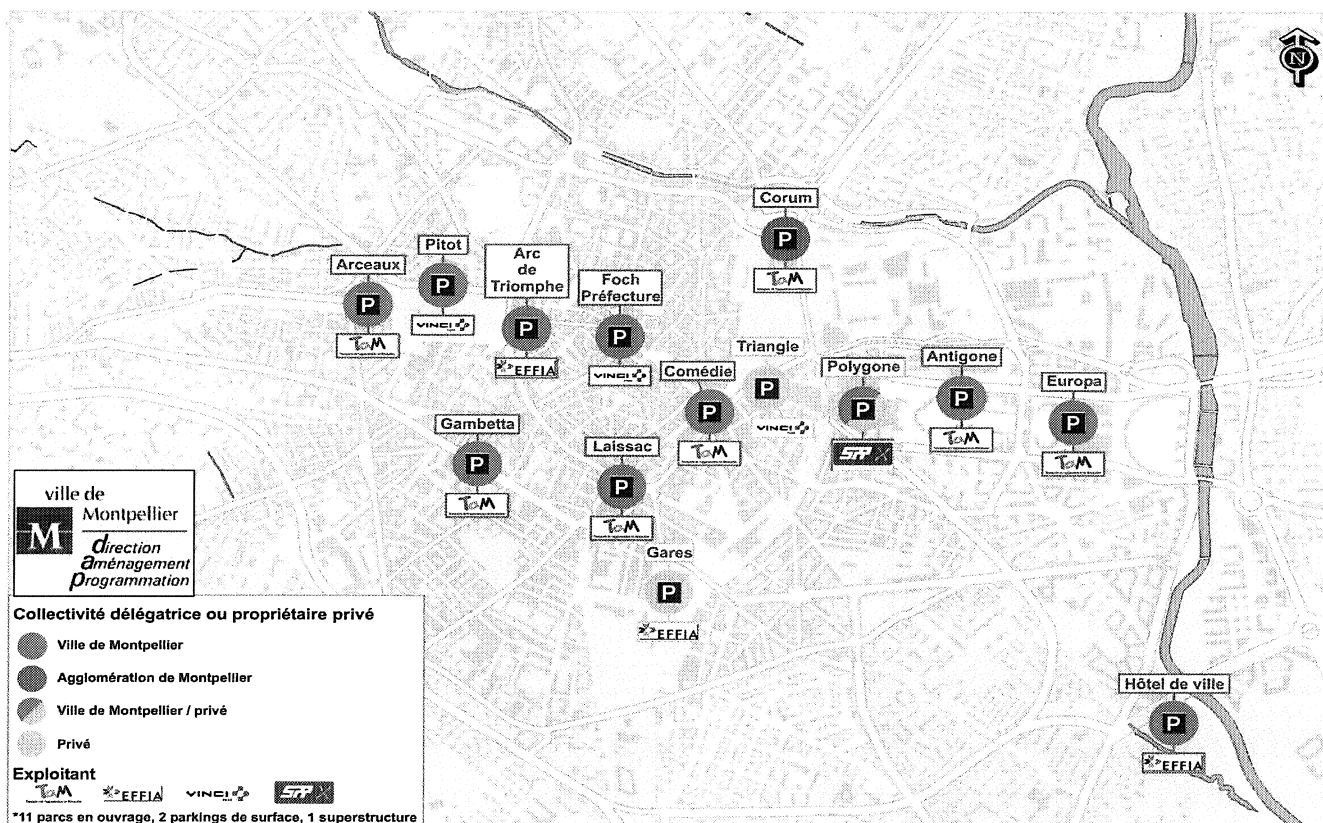
Aménagement de stationnement longitudinal à préconiser sur voie publique

Par ailleurs, onze parkings appartenant à la Ville sont gérés en Délégation de Service Public (DSP) par des sociétés privées ou d'économie mixte. L'accessibilité varie selon les sites :

- *Antigone (ex-Nombre d'Or)* : accessible mais pas aux normes en termes de largeur des fauteuils, de boutons en braille et de voix électronique annonçant les niveaux,
- *Arc de Triomphe* : non accessible. Fin 2013, la DSP actuelle prendra fin. Une nouvelle est à l'étude, ce qui permettrait à ce parking, après d'importants travaux, d'être complètement accessible,
- *Arceaux* : en plein air, pas d'étage donc accessible par la rue et les côtés,
- *Comédie* : suite aux travaux de 2009, l'accessibilité est complète. Le parking est géré par un prestataire,
- *Europa* : accessible aux personnes handicapées,
- *Foch/Préfecture/Marché aux Fleurs* : le monte-charge n'est pas accessible aux personnes handicapées. Début 2013, la DSP actuelle prendra fin. Une nouvelle est à l'étude, ce qui permettrait à ce parking, après d'importants travaux, d'être complètement accessible,
- *Gambetta* : accessible suite aux travaux pour la réalisation du Tramway,
- *Halles Laissac* : le monte-charge n'est pas accessible. Après destruction et construction des nouvelles Halles, les parkings du « *Nouveau Saint-Roch* » situés à quelques centaines de mètres serviront à accueillir les personnes qui avaient l'habitude de s'y garer,
- *Nouvel Hôtel de Ville* : il est totalement accessible. A noter que des bornes d'appel à l'entrée du parking permettent d'entrer en contact avec le personnel du prestataire gérant le site pour demander des renseignements ou de l'aide pour être accompagné jusqu'à l'accueil de la mairie.
- *Polygone* : parking totalement accessible. Il est géré par un bail commercial, la moitié des places appartiennent à la Ville de Montpellier. Le reste appartient à une société privée,
- *Pitot* : accessible mais pas aux normes en termes de largeur des fauteuils, de boutons en braille et de voix électronique annonçant les niveaux.

Trois autres parkings privés ou gérés par une autre collectivité contribuent à augmenter le nombre de places de parking offertes aux personnes handicapées :

- *Corum* (géré en lien avec la Communauté d'Agglomération) : il est totalement accessible,
- *Gare* : le parking est accessible en partie. Dans le cadre des travaux du « Nouveau Saint Roch », il est prévu la construction de nouveaux parkings qui seront totalement accessibles,
- *Triangle* : parking totalement accessible.



D'une manière générale, la Ville engage régulièrement des actions de mise en accessibilité lors des travaux de réaménagement des espaces publics ou en faveur des transports en commun, également lors de travaux de maintenance. Il s'agit toutefois à présent avec le P.A.V.E. d'établir les propositions de travaux d'amélioration dans le cadre d'une programmation. Une concertation a donc été engagée dans ce sens avec les associations représentant les personnes handicapées dans le cadre du Groupe de travail « Mobilité » de la CCA. A ce stade, quelques pistes ont émergé. Ainsi, afin de définir les priorités en termes d'intervention, il a été proposé de partir de la quotidienneté de l'usage, donc des secteurs régulièrement fréquentés par les personnes handicapées, et de traiter les « points noirs » en termes de sécurité (carrefour du Corum, rue de l'Industrie, Gare Saint-Roch...).

2/ LES SERVICES DE TRANSPORTS COLLECTIFS ET L'INTERMODALITE

Le SDA (Schéma Directeur d'Accessibilité) du réseau de Transports en commun est une prérogative de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (CAM) qui a réalisé un audit exhaustif sur l'accessibilité des transports en commun. La Ville de Montpellier est maître d'œuvre de cette opération, pour le compte de la CAM.

En 2015, la totalité des services de transport collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier devra être accessible à l'ensemble des personnes en situation de handicap, de même qu'aux personnes à mobilité réduite (PMR). En effet, la loi du 11 février 2005 introduit l'obligation pour les autorités organisatrices de transports de rendre accessible leur réseau de transport sous un délai de 10 ans (articles 19 et 45). En cas d'impossibilité technique avérée, les AOT devaient mettre en place des services de substitution, dans un délai de 3 ans à compter de la publication de la loi.

Par ailleurs, les AOT devaient élaborer un Schéma Directeur d'Accessibilité de leurs services de transport fixant la programmation de la mise en accessibilité dans le respect du délai et définissant les modalités de l'accessibilité des différents types de transport. **Le SDA du réseau de transport collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été approuvé par délibération le 26 novembre 2009.**

Le SDA de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'inscrit sur la période 2009-2015 et tient compte à la fois des diagnostics d'accessibilité du réseau de transport réalisés entre 2007 et 2009 et des priorités identifiées par les associations dans le cadre de la Commission Intercommunale pour l'Accessibilité (CIA), mise en place en 2007. Le montant total des travaux est estimé à 25,4 millions d'euros :

- 16 millions d'euros pour le renouvellement du matériel roulant bus,
- 9,4 millions d'euros pour les aménagements et équipements du réseau.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à la TaM (Transports de l'Agglomération de Montpellier) le service public de transport urbain. Actuellement, le linéaire desservi est de 156 kilomètres dont 44 kilomètres de tramway et 112 kilomètres de bus.

Le réseau tramway de Montpellier Agglomération est composé de 4 lignes depuis le mois d'avril 2012 comptant 86 stations qui desservent les communes de Montpellier, Saint-Jean de Védas, Castelnau-le-Lez, Le Crès, Jacou, Juvignac, Lattes et Pérols. **Le tramway**, qui transporte 80% de la clientèle depuis le printemps 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, **est entièrement accessible**. En premier lieu, les rames sont visuellement différentes, ce qui permet un repérage facile par les personnes malvoyantes. Elles disposent pour la ligne 1 d'un plancher bas avec seuil de porte réduisant l'espace avec le nez de quai des stations et pour les autres lignes d'un plancher bas intégral. Les aménagements intérieurs prévoient un éclairage et des contrastes visuels, une glissade du revêtement de sol, des emplacements réservés UFR (Usager de Fauteuil Roulant), des barres de préhension et des mains courantes, des boutons d'ouverture de porte et des valideurs de titres de transport d'une hauteur inférieure à 1,30 mètre. Des informations sonores et visuelles annoncent les stations, la ligne et la direction, les ouvertures et fermetures des portes...

En ce qui concerne les stations de tramway, le diagnostic de l'accessibilité s'est attaché à considérer les aspects liés à l'usage en plus des aspects purement réglementaires qui ont évolué depuis la réalisation des stations. En effet, le tramway étant le mode de transport plébiscité par les associations et les personnes handicapées, son niveau réel d'usage est important. En termes d'aménagement, les quais disposent de bandes d'éveil et de vigilance (BEV), de barrières de protection, le mobilier est positionné de manière à limiter les obstacles...

Depuis le printemps 2012, le réseau bus de Montpellier Agglomération est composé de 10 lignes de bus qui desservent Montpellier intra-muros (490 points d'arrêt environ) et 18 lignes qui desservent toutes les communes de l'Agglomération (610 points d'arrêt environ). Pour information, le réseau TC (Transport en Commun) de Montpellier Agglomération est complété par Hérault Transport qui dessert essentiellement les communes périphériques de la Communauté d'Agglomération.

Montpellier Agglomération a établi une programmation pluriannuelle de renouvellement du matériel roulant ainsi qu'un programme de rénovation des véhicules sur le réseau urbain. A la fin de l'année 2012, 100% des véhicules devraient être accessibles (106 véhicules en exploitation commerciale), c'est-à-dire à plancher bas avec palette rétractable. En fonction du dévers ou de la pente de la voie, les véhicules peuvent s'agenouiller pour améliorer l'accessibilité.

L'ensemble du parc est équipé d'un bandeau qui permet de faire défiler une information visuelle (numéro de ligne, destination, prochain arrêt). Progressivement, les bandeaux seront remplacés par des écrans TFT à l'instar des véhicules les plus récents (CITELIS) qui permet d'afficher des informations spécifiques (ligne, sens, déroulé de la ligne, information clientèle, ...). Le système fonctionne par liaison GPS, en lien avec le système d'aide à l'exploitation (SAE). Depuis 2011, le dispositif est complété par une information sonore.

L'accessibilité des arrêts bus a été évaluée en intégrant à la fois les aspects réglementaires et l'usage suivant une méthode d'évaluation élaborée conjointement avec le Centre de recherche pour l'intégration des différences dans les espaces de vie (CRIDEV). Chaque arrêt bus a ainsi fait l'objet d'une notation par rapport à son niveau de convenance en motricité (handicap moteur) et en « Perception, Psyché, Prévenance » (3P pour la prise en compte des autres handicaps). En conséquence par l'intermédiaire du Comité de Liaison et de Coordination des personnes Handicapées et Malades Chroniques, il a été convenu d'identifier les niveaux d'accessibilité des arrêts.

Ainsi, au printemps 2012, le réseau complet comptait 1 205 arrêts bus (490 sur le réseau urbain, 605 sur le réseau suburbain et 110 arrêts Hérault Transport). Sur le réseau urbain TaM, 63 arrêts (13%) sont totalement inaccessibles et beaucoup sont non aménageables à leur emplacement actuel compte tenu de la présence d'obstacles non déplaçables, d'un manque de place ou encore d'une configuration topographique ou environnementale trop contraignante (pente, courbe, tissu urbain, ...). Il s'agit dans ces cas-là d'impossibilités techniques avérées (ITA) qui nécessitent soit le déplacement de l'arrêt, soit la mise en place de services de substitution. 28% des arrêts sont inaccessibles pour l'un des deux critères (motricité ou 3P) seulement et **59 % des arrêts sont accessibles** (contre 50% lors du diagnostic du SDA en 2009).

Dans le cadre du SDA, la CAM a acté une mise en accessibilité progressive de l'ensemble des lignes de bus. **Aujourd'hui, les 72 arrêts de la ligne 7** (Hauts de Massane-La Martelle-Celleneuve) **sont complètement accessibles**. Les travaux se concentrent à présent sur les lignes 11 (Les Bouisses–Gare Saint-Roch) et 16 (Tournezy–Gare Saint-Roch).

Les pôles d'échanges du réseau de transports en commun de Montpellier Agglomération **étaient au nombre de 15**, en septembre 2011 : Mosson, Euromédecine, Occitanie, Saint-Eloi, Odysseum, Corum, Gare Saint-Roch, Place de l'Europe, Jacou, Georges Pompidou, Notre-Dame de Sablassou, Charles de Gaulle, Sabines, Saint-Jean le Sec et Saint-Jean de Védas Centre.

Pour chaque pôle, les points suivants ont été analysés : accessibilité des arrêts bus et stations tramway, accessibilité des places de stationnement réservées GIG – GIC, ainsi que la qualité de l'information mise à disposition des usagers et la possibilité pour les usagers de s'orienter et de se repérer dans les pôles d'échanges afin de réaliser leurs correspondances dans de bonnes conditions. En termes de programmation, s'agissant de lieux stratégiques du réseau de transports en commun de Montpellier Agglomération où s'expriment l'intermodalité mais aussi le report modal de la voiture particulière vers le réseau de transport, la mise en accessibilité des pôles d'échanges est prévue sur 4 ans à partir de 2011.

Enfin, comme le prévoyait la loi, la CAM a mis en place un service de transport de substitution par le biais d'un partenariat avec le GIHP (Groupement pour l'Insertion des personnes Handicapées Physiques). Le service est ouvert de 6h à 1h du lundi au dimanche. Il s'agit d'un service porte à porte. Il s'adresse aux membres de l'association ayant un handicap ne leur permettant pas d'utiliser les transports en commun traditionnels. L'accès aux services est déterminé sur dossier, en fonction des conditions du handicap. Il est réservé en priorité aux utilisateurs en fauteuil roulant (UFR), aux personnes non voyantes et aux personnes ayant un handicap temporaire de mobilité empêchant l'utilisation du réseau TaM. La CAM a fixé les tarifs d'utilisation du service : 2,50 euros par voyage en journée, 3,90 euros le soir, le week-end et les jours fériés. Pour utiliser le service, les usagers doivent réserver à l'avance. Pour assurer le service sur le périmètre montpelliérain, la GIHP dispose de 35 véhicules de gabarits différents afin de pouvoir s'adapter à la demande.

3/ CADRE BATI – ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

La loi du 11 février 2005 ainsi que l'article R111-19-9 du code de la construction et de l'habitation imposent aux exploitants d'un Etablissement Recevant du Public (ERP) de 1^{ère} à 4^{ème} catégories de réaliser un diagnostic d'accessibilité. Ce diagnostic vise :

- d'une part à analyser l'établissement au regard de ses obligations de mise en accessibilité,
- et d'autre part à établir, à titre informatif, une estimation du coût des travaux nécessaires pour respecter ces obligations.

Ces diagnostics devaient être réalisés avant :

- le 1^{er} janvier 2010 pour les ERP de 1^{ère} et 2^{ème} catégories,
- le 1^{er} janvier 2011 pour les ERP de 3^{ème} et 4^{ème} catégories.

En ce qui concerne la commune de Montpellier, **les diagnostics des 240 ERP (dont 120 écoles et des ERP de 5^{ème} catégorie) ont été réalisés conformément à la loi.** Ils ont été réalisés entre mars 2009 et février 2011 par 2 bureaux d'études : Qualiconsult et A2CH. Ils ont permis de mieux connaître l'état d'accessibilité de l'ensemble des ERP communaux (écoles, crèches, bâtiments culturels, infrastructures sportives, locaux administratifs...) et le coût de leur mise en conformité. L'ensemble de ces diagnostics a coûté 112 000 euros.

A la lecture des documents, plusieurs difficultés ont émergé. Tout d'abord, **le caractère mal exploitable des diagnostics** qui comptent un nombre trop important de données et qui définissent un critère de niveau d'accessibilité peu opérationnel.

Il a fallu trouver une méthode d'analyse face à cette très grande masse d'informations. Les critères proposés (complexité/coût, usage, localisation) ont été enregistrés dans la base de données Patrimoine de la collectivité et une première cartographie à l'échelle de la ville a été réalisée. Un espace collaboratif interne à la collectivité a également été créé pour permettre la mise en commun des données par l'ensemble des services concernés.

Une analyse par croisement des données a été proposée. Ainsi, l'analyse du croisement de la complexité et du montant des travaux a permis de faire apparaître que les bâtiments dont la mise en conformité est simple et faiblement coûteuse représentent 20% du parc tandis que les cas complexes et coûteux constituent à peine 6% du parc en nombre de bâtiments.

Une cartographie illustrant la problématique à l'échelle du territoire a été mise en œuvre en superposant ces données avec celles de la voirie assurant ainsi une lisibilité de la chaîne du déplacement. En 2013, cette cartographie deviendra interactive et consultable en temps réel et permettra de prendre en compte les données d'autres questionnaires d'établissements recevant du public.

Les diagnostics ont estimé le coût de la mise en accessibilité totale des ERP communaux au minimum à 28 millions d'euros. Aujourd'hui, cette somme doit être actualisée en raison de l'augmentation des coûts de la construction (environ 3% par an).

Au vu du nombre de bâtiments concernés et du volume financier, il est apparu nécessaire à la Ville de procéder à une priorisation de ses interventions. Ce sujet a été débattu dans le cadre du groupe de travail « Cadre bâti » de la CCA. Il a été décidé avec les associations représentant les personnes handicapées de retenir, comme pour le PAVE,

la fréquence de l'usage comme principal critère et donc de **traiter en premier lieu la mise en accessibilité des Mairies de Proximité et des Maisons pour Tous** (coût estimé entre 2,5 et 5 millions d'euros). Il a par ailleurs été convenu la mise en place d'un groupe de travail spécifique dédié à la mise en accessibilité des établissements scolaires. A noter que la mise en accessibilité des écoles primaires est estimée à 67%. Les échanges dans le cadre du groupe de travail ont également bien mis en exergue la nécessité de traiter séparément les différents types de handicaps.

La Ville de Montpellier possède d'ores et déjà un certain nombre de bâtiments conformes comme :

- la Maison Pour Tous Rosa Lee Parks (Malbosc)
- le cinéma Nestor Burma (Celleneuve),
- la crèche Adélaïde Cambon (Prés d'Arènes),
- la crèche Joséphine Baker (Ovalie),
- l'école Michel de l'Hospital (Millénaire),
- l'école Olympe de Gouges (Ovalie),
- l'école Mitterrand (Malbosc),
- le nouvel Hôtel de Ville de Montpellier (Prés d'Arènes),...

L'initiative prise par la Ville lors de la construction du Nouveau Hôtel de Ville semble intéressante à relater dans le cadre de ce rapport. En effet, le Comité de Pilotage du projet avait mis en place une consultation régulière des représentants des associations de personnes handicapées afin d'inclure leurs remarques et les dernières normes d'accessibilité dans le Cahier des Charges à destination des architectes afin que le nouveau bâtiment soit un exemple de construction en termes d'accessibilité. Exemples de faits majeurs :

- *parvis* : 2 bandes podotactiles le traversent afin de permettre aux non-voyants et malvoyants d'arriver jusqu'au sas d'entrée.
- *banques d'accueil* : des tailles différentes permettent de recevoir le public valide ou PMR.
- *guichets individuels* : des Services Population, Etat Civil et Vie Quotidienne ont une ergonomie suffisante pour l'accessibilité des PMR et plus largement pour la confidentialité des informations échangées avec le public.
Un chiffre et un signal sonore permettent d'orienter le public. Pour éviter de stigmatiser les personnes handicapées, les agents sont sensibilisés au fait qu'ils doivent attendre qu'on leur demande leur aide.
- *six ascenseurs* : pour les aveugles et malvoyants, les boutons des étages sont en relief et en braille. Une voix féminine numérisée annonce les étages.

Depuis l'ouverture du Nouvel Hôtel de Ville au public le 14 novembre 2011, « Le Conseil de Maison » a succédé au « Comité de Pilotage du Futur Hôtel de Ville ». Il prend en compte les remarques des usagers et des personnes handicapées en matière d'accessibilité.

4/ CADRE BATI – LOGEMENTS

La loi du 11 février 2005 dispose que les commissions communales pour l'accessibilité **organisent un système de recensement de l'offre de logements accessibles**.

Il s'agit d'un besoin important de la part des personnes handicapées. A titre d'exemple, un tiers des demandes d'intervention recensées au CCAS concernent la question du logement.

Pour l'instant, aucune démarche concrète n'a été engagée dans ce domaine. Ce sera l'un des chantiers principaux qui devra être mené en 2013. Il devra réunir les bailleurs sociaux, les Fédérations des Agences Immobilières et les autres partenaires institutionnels.

Quelques actions à destination des personnes handicapées ont toutefois été engagées dans le cadre du Plan Local de l'Habitat.

Compétence obligatoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, son but est d'élaborer une politique du logement harmonieuse et équilibrée, de répondre aux besoins des habitants et de favoriser la mixité sociale en assurant une répartition équilibrée et diversifiée de logements entre les communes et les quartiers.

Le PLH a été établi pour une durée de 6 ans et intégré au Schéma de COhérence Territoriale (SCOT). Fruit d'un travail partenarial conduit en liaison étroite avec chacune des 31 communes et avec les acteurs et professionnels de l'habitat, le PLH a été adopté par le Conseil d'Agglomération du 16 mai 2007.

L'Agglomération de Montpellier concentre 48 % des places du département de l'Hérault en établissements spécialisés pour personnes handicapées, et de par son équipement hospitalier, elle reste le secteur privilégié pour l'installation de nouveaux équipements.

Dans le cadre du PLH 2007-2012, il avait été identifié comme besoins prioritaires la création d'une part d'une **Maison d'Accueil Spécialisée (MAS)**, de quarante places, destinée aux personnes gravement handicapées et dépendantes. Ce projet, situé rue du Château Bon, à l'entrée du Parc Font-Colombe, est en cours de réalisation. Il est destiné à accueillir des adultes atteints d'autisme et/ou souffrant de Troubles Envahissants du Développement (TED). Les travaux ont été engagés début 2012 pour une mise en service prévue début juin 2013. L'Agglomération a garanti les emprunts de cette opération,

Par ailleurs, le PLH a soutenu la mise en œuvre **de deux opérations dans le cadre du droit commun qui ont intégré des logements pour des personnes handicapées**. L'une se trouve à Castelnau-le-Lez et l'autre sur Montpellier. Il s'agit de l'opération « Bernard de Ventour », Route de Ganges, porté par ACM qui a permis la construction de 34 logements, dont 10 adaptés au handicap lourd.

Enfin, depuis 2006, **quatre foyers pour personnes handicapées ont été agréés**. Il s'agit d'extension et/ou de création. Deux sont situés à Grabels et Villeneuve-lès-Maguelone. Les deux autres sont localisés à Montpellier : « *l'Archipel de Massane* » (36 chambres) avec une extension d'une nouvelle unité de 11 logements gérés par l'ADAGES (Association de Développement d'Animation et de Gestion d'Etablissement Spécialisés) et le Foyer d'Accueil Médicalisé (FAM) « *Le Guilhem* » avec 42 logements gérés par l'ALPAIM (Association Languedocienne Pour l'Aide aux Insuffisants Mentaux). Même si ce

projet ne peut bénéficier d'un agrément de la CAM, il est à noter également la réhabilitation du FAM « *Les quatre seigneurs* » de 60 places géré par l'ADAGES.

Le PLH est actuellement en cours de révision. Le prochain programme, qui couvrira la période 2013-2018, prévoit la production de 5 000 logements par an, soit 30 000 logements sur la durée du PLH.

5/ AUTRES THEMATIQUES ET ACTIONS PORTEES PAR LA VILLE

La Ville de Montpellier est attentive à l'intégration des personnes handicapées dans la cité. C'est la raison pour laquelle elle a développé différentes opérations dans le domaine de l'accueil, de l'emploi et de l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale.

Pour coordonner cette politique municipale, une délégation transversale aux questions d'accessibilité et de handicap a été créée en 2008. Elle a été confiée à Magalie COUVERT.

▪ Développement d'actions visant à faciliter l'accueil du public en situation de handicap :

- Mise en accessibilité du nouvel Hôtel de Ville : le parvis, les banques d'accueil, les guichets individuels, la signalétique, les ascenseurs, les tripodes-PMR permettent au public handicapé d'accéder aux différents services répartis dans les étages. Par ailleurs, plusieurs salles de réunion dont celle du Conseil Municipal sont équipées de boucles magnétiques pour permettre aux personnes malentendantes de suivre les échanges.
La Ville a le projet de développer un nouveau service pour les personnes sourdes à partir de l'écran situé derrière la banque d'accueil. Un personnage numérisé (avatar spécifique à la Ville) donnerait en Langage des Signes les horaires d'ouverture de la mairie, des mairies de proximité, des campagnes d'inscription scolaire, des démarches pour obtenir la Carte Nationale d'Identité, s'inscrire sur une liste électorale...
- Mise en accessibilité des 130 bureaux de vote de la Ville : ils sont accessibles pour les personnes en fauteuil roulant et les PMR grâce à la réalisation de plans inclinés. Des isolements pour les personnes handicapées sont également installés dans les bureaux de vote ;
- Formation des auxiliaires de puériculture dans les crèches à l'accueil du jeune enfant handicapé (9 mois – 3 ans) ;
- Formation des ATSEM à la prise en charge des enfants handicapés (3-6 ans) dans les écoles maternelles de la Ville. Depuis 2 ans, sur les 398 ATSEM de la Ville, 239 sont déjà parties en formation (plan de formation sur 3 ans) ;
- Mise à disposition de 15 ATSEM dans les CLIS (Classes d'Inclusion Sociale) qui permet d'accueillir 180 enfants en situation de handicap ;
- Sensibilisation des animateurs dans le cadre de leur formation (BAFA, BAFD, BPJEPS) à l'accueil des enfants handicapés sur les temps périscolaires et extrascolaires ;
- Pour favoriser l'accueil en classe des enfants souffrant d'un handicap ou d'une maladie, mise en place de Projets d'Accueil Individualisé médical. Le PAI a pour objectif de définir la prise en charge dans le cadre scolaire de l'élève au regard de ses spécificités et d'assurer la communication avec la communauté éducative de l'établissement ;
- Soutien financier et logistique accordé à l'association Les enfants d'Hélène (quartier du Petit-Bard) : centre de loisirs qui accueille des enfants valides et handicapés les mercredis et lors des vacances scolaires ;
- Aide au fonctionnement de la crèche collective « La Coccinelle » (quartier des Cévennes) portée par l'Association Languedocienne pour la Jeunesse (ALJ) pour un montant de 153 000 euros. La spécificité de cette crèche est d'accueillir

des enfants malentendants. Le personnel est formé à la langue des signes et des encadrants malentendants ont été recrutés pour mieux les accueillir.

- **Développement d'actions visant à faciliter l'emploi des personnes handicapées :**
 - Respect de l'obligation d'emploi de personnes handicapées : 7% des agents municipaux sont reconnus travailleurs handicapés ;
 - Aménagement du temps de travail pour les personnels handicapés qui préparent un concours ;
 - Achat par la collectivité pour les personnels sourds d'ordinateurs et de tablettes informatiques adaptés ainsi qu'un visiophone OPLINK (marque WEBSourd) qui permet à un interprète en langue des signes française de traduire en direct les informations ou les conversations souhaitées ;
 - Partenariat avec le SAMETH (Service d'Appui pour le Maintien dans l'Emploi des Travailleurs Handicapés) de Montpellier qui agit pour le maintien en emploi des personnes reconnues travailleurs handicapés ;
 - Recours à l'article 15 du Code des Marchés Publics pour réserver des lots à des entreprises employant des personnes handicapées. Par exemple, sur la Ville de Montpellier, un lot est réservé à une entreprise employant des personnes handicapées dans le cadre du recyclage des cartouches d'encre, imprimantes, télécopieurs, photocopieurs ainsi que du recyclage et remplacement des outillages électroportatif. D'autres petits lots concernent des Ateliers Protégés pour l'achat de petites fournitures de bureau. 43 000 euros ont été engagés dans ce cadre ;
 - Pour la première année, en 2012, soutien au forum « Handi-Job » organisé par Cap-Emploi, l'AFPA et Manpower qui s'est tenu le 13 novembre, au stade Yves du Manoir. Ce forum, qui existe depuis 2010, a pour objectif de promouvoir l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap.
- **Développement d'actions facilitant l'accès aux services et offres de la vie quotidienne et sociale :**
 - Soutien financier et matériel aux associations intervenant auprès de personnes handicapées : en 2012, 78 570 euros ont été octroyés sur la délégation de Magalie Couvert ;
 - Organisation depuis 2009 d'une manifestation, « HANDI'COM », dédiée au handicap (budget de 30 000 €) en partenariat avec les associations. Le but est de « changer les regards, pour changer les comportements » par le biais de stands d'information, d'animations, de mises en situation. Les trois premières années, cet événement s'est tenu sur la place de la Comédie. A partir de 2012, il a été décidé de mettre en place un nouveau format de la manifestation en organisant un événement semestriel sur différents quartiers de la ville. La première édition s'est tenue le 3 octobre, sur la Place Tastavin ;
 - Octroi à 16 associations de créneaux dédiés à la pratique sportive des personnes handicapées dans les infrastructures de la Ville (1 464 heures pour un montant de 79 543 euros), mise à disposition d'animateurs diplômés pour l'accueil du public handicapé sur certains événements ou manifestations, octroi de financements pour les associations sportives (34 000 euros) ;
 - Convention de partenariat avec l'association « El Hand'Art » qui organise depuis neuf ans au Corum, un salon d'artistes plasticiens, peintres et sculpteurs. Cet événement réservé au départ et en priorité aux artistes handicapés pour

favoriser leur intégration dans tous les domaines de la vie sociale a évolué au fil des ans en direction d'une mixité permettant des confrontations et des échanges entre artistes d'univers différents. L'édition 2012 du « *Salon d'art contemporain Elan d'Art* » s'est déroulée les 16, 17, 18, 19 novembre au Corum et a reçu 90 artistes peintres et sculpteurs de toute la France dont 15 artistes montpelliérains. La manifestation a accueilli 5 000 visiteurs.

- Développement d'un partenariat entre le Cinéma Nestor BURMA (Celleneuve) et les associations Parents et amis de la Villa Saint Georges et Halte-Pouce dans le cadre de l'opération « *Ciné-ma différence* ». Le but est de proposer des séances de cinéma ouvertes à tous, accessibles à des personnes en situation de handicap (autisme, polyhandicap...) qui d'habitude les exclues - elles et leurs familles - des loisirs culturels. Ces séances bénéficient d'aménagements spécifiques : lumière s'éteignant doucement, son abaissé pour ne pas agresser des personnes pouvant souffrir d'hyperacousie. La première séance a eu lieu le dimanche 18 mars 2012. Depuis, quatre autres séances ont réuni au total un peu plus de 350 spectateurs ;
- Accessibilité du site Web de la Ville : le site actuel est accessible. Un nouveau site sera opérationnel au début 2013. Il sera conforme au RGAA (Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations) et reprend les attentes de personnes handicapées et déficientes visuelles recensées via une enquête lancée par un bureau d'expertise sur un échantillon représentatif issu du monde associatif lié au handicap ;
- Organisation de cartoparties (collecte de données par les citoyens), en partenariat avec différentes associations, qui permettent de recenser quartier par quartier tous les lieux accessibles de la ville (commerces, espaces publics, administrations...) aux personnes atteintes d'un handicap moteur. Ces informations sont ensuite consultables via une application pour téléphones mobiles. Les quartiers suivants ont déjà été cartographiés : Beaux-Arts, Port-Marianne, Antigone, Boulevard de Strasbourg, Les Arceaux, Croix d'Argent. Le prochain repérage portera sur la Mosson, en janvier 2013 ;
- Labellisation « Tourisme et Handicap » de l'Office de Tourisme de Montpellier pour l'accueil des 4 types de handicap (auditif, visuel, cognitif, moteur). Proposition de visites guidées adaptées pour les personnes en fauteuil roulant et aux personnes mal ou non voyantes.

CONCLUSION

Comme il était mentionné en introduction, ce rapport constitue un premier état des lieux de l'accessibilité sur le territoire communal. Il demande à être complété et amendé chaque année pour mesurer les progrès réalisés en termes de mise en accessibilité de l'ensemble de la chaîne de déplacement.

Si des avancées sont notables dans la plupart des domaines, la question de l'accès au logement des personnes handicapées est celle qui reste la moins traitée. Or, elle correspond à une des problématiques majeures exprimées par les personnes concernées. Ainsi, un des principaux chantiers de l'année 2013 devra être la mise en place, en lien avec la Communauté d'Agglomération de Montpellier dont c'est la compétence, d'un système de recensement de l'offre de logements accessibles.

SOURCES

1. CCAS : Analyse des Besoins Sociaux des années 2008, 2009, 2010, 2011
2. CAM : Annexe « accessibilité » du rapport de la Communauté d'Agglomération du 19/07/12
3. CAM : Plan Local de l'Habitat 2017-2012 et 2013-2018
4. Ville de Montpellier, Direction Aménagement Programmation, Service Déplacements et Observatoire

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Emplois d'avenir

Serge FLEURENCE rapporte :

Le gouvernement a affirmé comme objectif national la réduction du chômage, en particulier celui des jeunes qui sont plus frappés encore par la crise économique et les évolutions du travail que les autres catégories de la population.

Le territoire de la Ville de Montpellier reflète la réalité de ce constat.

Au regard de celui-ci et malgré un contexte budgétaire particulièrement contraint, la Ville souhaite manifester sa volonté de participer activement à la lutte contre le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes, en particulier issus des zones urbaines sensibles, la priorité devant dans ce cadre être donnée aux jeunes qui ne disposent pas de qualification, en leur permettant d'accéder à un premier emploi et d'acquérir des compétences.

Les emplois d'avenir, dans le cadre de la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, offrent les outils adaptés et nécessaires à la réalisation de cet objectif visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'approuver le recrutement de 15 jeunes peu ou pas qualifiés afin de leur offrir un premier accès à l'emploi et de leur permettre d'acquérir des compétences.

Ces emplois seront proposés dans des domaines d'activités présentant un caractère d'utilité sociale ou ayant un fort potentiel de création d'emploi au sein des écoles de la Ville.

Les jeunes recrutés dans le cadre de ces emplois d'avenir bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement renforcés au sein des services de la collectivité afin d'assurer leur bonne intégration et l'acquisition des compétences visées.

Une attention particulière sera donnée à la définition, pour chaque emploi, du dispositif de formation destiné à participer à l'acquisition de ces compétences, dispositif dans lequel l'intervention du CNFPT sera prioritaire.

Enfin, afin de suivre et d'évaluer la réalisation du dispositif, la Ville propose l'instauration d'un comité de pilotage associant les différents acteurs de celui-ci.

Le projet de convention ci-joint entre la Ville et l'Etat précise l'ensemble de ces dispositions.

Il est en conséquence proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le recrutement de 15 jeunes peu ou pas qualifiés dans le cadre des emplois d'avenir ;
- D'autoriser Madame le Maire à signer la convention avec l'Etat précisant l'ensemble des dispositions relatives au recrutement de ces emplois d'avenir ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget 2013 de la Ville, chapitre 922.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Convention d'engagements entre l'Etat et la Ville de Montpellier

Convention d'engagements sur la mise en œuvre des emplois d'avenir conclue entre :

L'Etat, représenté par,

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Madame le Maire, Hélène MANDROUX,

Considérant l'objectif national de réduction du chômage, en particulier celui des jeunes qui sont plus frappés encore par la crise économique et les évolutions du travail que les autres catégories de la population ;

Considérant la réalité de ce constat sur le territoire de la Ville de Montpellier ;

Considérant la volonté de la Ville de participer activement à la lutte contre le chômage et de favoriser l'emploi des jeunes, en particulier issus des zones urbaines sensibles ;

Considérant que la priorité doit dans ce cadre être donnée aux jeunes qui ne disposent pas de qualification, en leur permettant d'accéder à un premier emploi et d'acquérir des compétences ;

Considérant que les emplois d'avenir, créés par la loi n° 2012-1189 du 26 octobre 2012, offrent les outils adaptés et nécessaires à ces objectifs visant à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes peu ou pas qualifiés ;

Il est convenu ce qui suit :

1) Les engagements de la Ville de Montpellier :

La Ville de Montpellier s'engage dans le cadre du dispositif des emplois d'avenir à proposer le recrutement de 15 jeunes peu ou pas qualifiés afin de leur offrir un premier accès à l'emploi et de leur permettre d'acquérir des compétences.

Ces emplois seront proposés dans des domaines d'activités présentant un caractère d'utilité sociale ou ayant un fort potentiel de création d'emploi au sein des écoles de la Ville.

Pourront ainsi être proposés des emplois de:

- agent d'entretien et de restauration scolaire : ces emplois pourront être proposés à des jeunes sans qualification ou détenant un CAP dans le domaine de l'entretien et/ou de l'hygiène.

Les jeunes recrutés sur ces emplois pourront bénéficier d'une formation complémentaire dans leur domaine d'activité (entretien et hygiène des locaux, gestes et postures, utilisation des produits d'entretien...) ainsi que d'une préparation au concours d'adjoint technique territorial de 1^{ère} classe (sous réserve de l'organisation de celle-ci par le centre national de la fonction publique territoriale au cours de la période d'emploi).

- agent spécialisé des écoles maternelles : ces emplois pourront être proposés à des jeunes détenteurs d'un CAP petite enfance.

Ces jeunes pourront bénéficier d'une formation complémentaire dans leur domaine d'activité ainsi que d'une préparation au concours d'ATSEM de 1^{ère} classe (sous réserve de l'organisation de celle-ci par le centre national de la fonction publique territoriale au cours de la période d'emploi).

- animateur péri et extra scolaire: ces emplois pourront être proposés à des jeunes sans qualification, et/ou à des jeunes détenteurs du BAFA.

La Ville permettra aux jeunes non détenteurs du BAFA qui seraient recrutés sur ces postes de passer celui-ci, et à ceux qui seraient déjà détenteurs du BAFA d'acquérir une formation complémentaire dans leur domaine d'activité. Ils pourront également bénéficier d'une préparation au concours d'adjoint d'animation territorial de 1^{ère} classe (sous réserve de l'organisation de celle-ci par le centre national de la fonction publique territoriale au cours de la période d'emploi).

Il est à noter qu'au regard des besoins liés à ces postes, le taux d'emploi de ceux-ci s'élève à 85,3 % et non à 100 %.

Les jeunes recrutés dans le cadre de ces emplois d'avenir bénéficieront d'un encadrement et d'un accompagnement renforcés au sein des services de la Ville de Montpellier afin d'assurer leur bonne intégration et l'acquisition des compétences visées.

La Ville de Montpellier s'engage en parallèle à mettre en œuvre pendant le déroulement des contrats les modalités nécessaires à l'accompagnement externe renforcé des jeunes. Elle délivrera en outre aux jeunes, à l'échéance de l'aide à l'insertion professionnelle relative à l'emploi d'avenir, une attestation de formation ou d'expérience professionnelle permettant de reconnaître les compétences acquises pendant l'emploi d'avenir.

Enfin, afin de suivre et d'évaluer la réalisation du dispositif, la Ville propose l'instauration d'un comité de pilotage associant les différents acteurs de celui-ci.

2) Les engagements de l'Etat :

L'Etat apporte une contribution financière au recrutement des jeunes en emploi d'avenir à hauteur de 75 % du SMIC horaire brut. La prise en charge financière peut s'effectuer, selon les caractéristiques des contrats de travail conclus avec les jeunes, sur une durée hebdomadaire de 35 h et une durée totale de l'aide de trois ans.

Pour L'Etat,

Pour la Ville de Montpellier,

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics

Ville de Montpellier - Fédération du Bâtiment de l'Hérault

Max LEVITA rapporte :

Avec un peu plus de 1 500 000 actifs et 129 milliards de travaux annuels, le secteur du bâtiment représente à peu près la moitié de l'industrie française. Il s'agit donc d'une composante essentielle du tissu économique.

Les collectivités locales, quant à elles, au premier rang desquelles les communes, sont le premier investisseur public (plus de 70 % de l'investissement public).

Montpellier tient sa place dans ce contexte. Huitième ville de France, capitale régionale du Languedoc Roussillon, elle est l'un des principaux donneurs d'ordre locaux dans le domaine du bâtiment et des travaux publics tant de manière directe qu'au travers des opérations d'aménagement urbain qu'elle a mis en place depuis plus de 30 ans et pour lesquelles elle est aujourd'hui unanimement reconnue.

La crise économique affecte durement le bâtiment et les travaux publics qui donnent des signes de ralentissement d'activité assez significatifs. La commune de Montpellier est parfaitement consciente du rôle majeur que jouent les entreprises de bâtiment dans le tissu économique et de la nécessité d'utiliser la commande publique dans l'intérêt du maintien de celui-ci. C'est dans cet esprit qu'elle maintient, année après année, un haut niveau d'investissement comme son dernier budget vient encore de le démontrer.

Dans ce contexte, il apparaît donc absolument nécessaire de permettre un accès le plus facilité possible des entreprises à la commande publique.

Pour ce faire, la Fédération Française du Bâtiment, représentée par son antenne départementale, et les services de la Ville ont travaillé de concert à l'élaboration d'un projet de convention de bonnes pratiques pour l'application du code des marchés publics.

Il s'agit de définir des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de marché mises en œuvre par la commune.

Ce projet de convention, annexé à la présente délibération, traite de nombreux points allant de la définition des besoins, à la procédure de passation et jusqu'aux modalités d'exécution des marchés de travaux. Ainsi, dans le cadre général défini par le code des marchés publics et les grands principes de liberté d'accès, de transparence et d'égalité de traitement :

- Il prévoit un effort de recours aux « petits lots » permettant un accès plus facile des petites entreprises aux marchés,
- Il prévoit également un cadre plus souple sur les modalités de reconduction des marchés permettant aux entreprises de pouvoir s'adapter plus facilement au contexte économique,
- Il précise en outre un certain nombre de points relatifs à la simplification et à l'accès aux procédures.

Toutes les dispositions de la convention ont vocation à s'appliquer aux procédures formalisées mais aussi aux procédures adaptées lancées par la Ville en matière de travaux. Elle intégrera donc le corpus de règles appliqué quotidiennement par les services de la Ville en matière de marchés publics.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver la convention annexée à la présente,
- D'autoriser madame le Maire ou son adjoint délégué à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire ;

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |



CONVENTION DE BONNES PRATIQUES POUR L'APPLICATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Entre :

La Commune de Montpellier représentée par son Maire Madame Hélène Mandroux
en application de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013.

et la Fédération départementale du bâtiment de l'Hérault représentée par son président Monsieur Patrick Ceccotti.

La commune de Montpellier, 8^{ème} ville de France, capitale régionale du Languedoc Roussillon, est l'un des principaux donneurs d'ordre locaux dans le domaine du bâtiment et des travaux publics tant de manière directe qu'au travers des opérations d'aménagement urbain qu'elle a mis en place depuis plus de 30 ans.

La Fédération du Bâtiment de l'Hérault est une organisation qui représente les artisans et les entrepreneurs du Bâtiment et des Travaux Publics

A ce titre, elle souhaite faciliter l'accès de ces derniers aux marchés publics de travaux en définissant de concert avec les collectivités locales et leurs groupements des règles de bonnes pratiques tendant à simplifier, harmoniser et clarifier les procédures de mise en concurrence telles que définies dans le Code des marchés publics en vigueur.

La commune de Montpellier, consciente du rôle majeur que jouent les entreprises de bâtiment dans le tissu économique local et de la nécessité d'utiliser la commande publique dans l'intérêt du maintien de celui-ci, s'engage à tout mettre en œuvre pour appliquer les dispositions suivantes dans le respect des principes généraux de liberté d'accès, d'égalité de traitement et de transparence des procédures tels que définis par le Code des Marchés Publics.

Toutes les dispositions de la présente convention ont vocation à s'appliquer aux procédures formalisées mais aussi aux procédures adaptées.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES ET CHOIX DES MATERIAUX **(article 6 du CMP)**

Les spécifications techniques d'un marché ne mentionnent pas un mode ou procédé de fabrication particulier ou une provenance ou une origine déterminée, elles ne font pas non plus référence à une marque ou à un brevet, dès lors qu'une telle mention aurait pour effet de favoriser ou d'éliminer certaines entreprises ou certains produits et matériaux.

Toutefois une telle mention ou référence est possible si elle est justifiée par l'objet du marché ou, à titre exceptionnel, dans le cas où une description suffisamment précise et intelligible de l'objet du marché n'est pas possible sans elle et à la condition qu'elle soit accompagnée des termes « ou équivalent »

PROCEDER EFFICACEMENT AU CHOIX DU MODE DE DEVOLUTION DU MARCHÉ **(article 10 du CMP)**

Dans le respect des principes énoncés par l'article 10, le maître de l'ouvrage passe le marché en lots séparés. Il peut toutefois passer un marché global s'il considère que celui-ci entre dans le champ d'application défini par ledit article.

PREVOIR LA POSSIBILITE POUR LE TITULAIRE DE REFUSER LA RECONDUCTION **(article 16 du CMP)**

Un marché peut prévoir une ou plusieurs reconductions à condition que ses caractéristiques restent inchangées et que la mise en concurrence ait été réalisée en prenant en compte la durée totale du marché, périodes de reconduction comprises.

Dans ce cas, le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) précise que le titulaire peut toujours refuser la reconduction en organisant des modalités de fin du marché (préavis...) laissant au maître de l'ouvrage le temps de lancer et attribuer un nouveau marché lui permettant de répondre à ses besoins et d'assurer la continuité du service public.

CALCULER LE DELAI D'ACTUALISATION AU REGARD DE LA DATE DE L'INTERVENTION EFFECTIVE **(article 18 du CMP)**

Le prix est actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations qui est fixée par le calendrier contractuel d'exécution ou le premier mois d'intervention de l'entreprise sur le chantier ou par notification de l'ordre de service de démarrage du lot.

Pour ce faire, le marché prévoit les modalités de cette actualisation.

PREVOIR UNE FORMULE DE REVISION DE PRIX **(article 18 du CMP)**

Les marchés de travaux d'une durée d'exécution supérieure à six mois et comprenant pour leur réalisation une part importante de fournitures à prix fluctuants, comportent une clause de révision de prix.

FAVORISER LES « PETITS LOTS » **(article 27 du CMP)**

Le maître de l'ouvrage public s'efforcera de recourir à une procédure adaptée dans les conditions définies à l'article 27 du Code des Marchés Publics.

A ce titre, il met en œuvre les procédures de publicité suivantes pour les marchés de travaux :

- De 1 à 15 000 € HT demande de trois devis.
- De 15 000 à 90 000 € HT publication d'un avis de publicité sur le site internet de la Commune de Montpellier.
- De 90 000 à 5 000 000 € HT publication d'un avis de publicité sur le site internet de la Commune de Montpellier, sur la plate forme de dématérialisation des marchés de la Commune, au BOAMP et, autant que de besoin, dans un journal spécialisé .

Ces différents seuils sont issus d'une réglementation interne à la Ville de Montpellier susceptible d'évolution

PROCEDURE ADAPTEE **(articles 28 et 80 du CMP)**

Le maître de l'ouvrage ne peut exiger des candidats plus de renseignements ou de documents que ceux prévus pour les procédures formalisées par les articles 45, 46 et 48 du code des marchés publics.

Le maître de l'ouvrage peut décider de passer un marché sans publicité et mise en concurrence si les circonstances le justifient ou lorsque le montant estimé du marché est inférieur à 15 000 € HT.

CONFIDENTIALITE **(article 32 du CMP)**

Les transmissions, les échanges et le stockage d'informations sont effectués de manière à assurer l'intégrité des données et la confidentialité des candidatures et des offres et à garantir que le maître d'ouvrage ne prend connaissance du contenu des candidatures et des offres qu'à l'expiration du délai prévu pour la présentation de celles-ci.

REMETTRE LES DOSSIERS DE CONSULTATION SANS FRAIS DE REPROGRAPHIE **(article 41 du CMP)**

Les pièces nécessaires à la consultation des candidats à un marché leur sont remises gratuitement.

PRENDRE EN COMPTE LA QUALIFICATION DES ENTREPRISES **(article 45 II du CMP)**

Le maître d'ouvrage précise dans le règlement de la consultation que la preuve de la qualification de l'entreprise doit être apportée par la production d'un certificat de qualification délivré par Qualibat ou Qualifelec ou tout autre certificat équivalent délivré par des organismes indépendants ou par des références équivalentes.

En tout état de cause, le niveau de la qualification exigée est adapté à celui des travaux à réaliser, le maître d'ouvrage n'exigera des candidats que des niveaux minimaux de capacités liés et proportionnés à l'objet du marché.

Dans le cadre d'une démarche privilégiant le développement durable, la Commune de Montpellier pourra le cas échéant, exiger la production de certificats délivrés par des organismes ou autorités indépendantes reconnues en matière de performance énergétique ou de respect de l'environnement.

NE PAS INTERDIRE LES VARIANTES **(article 50 du CMP)**

Les documents de la consultation autorisent, dès que cela est possible, la présentation, par les candidats, d'une offre comportant des variantes.

Les variantes seront étudiées dans le respect du principe de secret des offres applicable à la commande publique.

Les variantes proposées devront respecter les éléments définis comme intangibles dans le règlement de consultation.

Pour les marchés passés selon une procédure adaptée, lorsque le maître de l'ouvrage se fonde sur plusieurs critères pour attribuer le marché, les candidats peuvent proposer des variantes sauf

si le pouvoir adjudicateur a mentionné dans les documents de la consultation qu'il s'oppose à l'exercice de cette faculté.

MODIFICATION DU GROUPEMENT MOMENTANE D'ENTREPRISES

(article 51 du CMP)

La composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au maître d'ouvrage l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants.

DEMANDER AUX CANDIDATS LA PRODUCTION DES PIECES ABSENTES DU DOSSIER DE CANDIDATURE

(article 52 du CMP)

Chaque fois qu'un dossier de candidature est incomplet, un courrier est adressé à tous les candidats concernés.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat et ne dispense pas le maître de l'ouvrage d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.

CHOISIR LE MIEUX DISANT ET PONDERER LES CRITERES

(article 53 du CMP)

L'attribution du marché est faite « à l'offre économiquement la plus avantageuse ». Les critères sont pondérés dans l'avis d'appel public à la concurrence ou dans le règlement de la consultation.

ENCHERES ELECTRONIQUES

(article 54 du CMP)

Conformément au Code des marchés publics, aucune enchère électronique ne sera mise en œuvre concernant les marchés de travaux.

ELIMINER LES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

(article 55 du CMP)

La Ville portera une attention particulière à la détection des offres anormalement basses. Les offres dont le montant semble substantiellement faible pourront faire l'objet de demandes de justifications et précisions auprès des candidats pour un examen attentif et approfondi par la commission d'appel d'offres.

PROCEDER SUR DEMANDE A UN ENVOI POSTAL EN CAS DE DEMATERIALISATION

(article 56 du CMP)

A compter du 1^{er} janvier 2010, pour les marchés de travaux supérieurs à 90 000 € HT, les documents de la consultation seront publiés sur un profil d'acheteur.

Néanmoins, au cas où les entreprises en font la demande, les documents leur sont transmis par voie postale.

Les documents écrits mentionnés par le code peuvent être remplacés par un échange électronique ou par la production d'un support physique électronique. &.

DELAIS DE PUBLICATION DES OFFRES ET DELAI DE REPONSE DES CANDIDATS **(articles 28, et 57 à 67 du CMP)**

Pour les procédures formalisées, le maître d'ouvrage s'efforcera de fixer des délais de réponse supérieurs aux minimaux prévus par le code des marchés publics. De même, pour les procédures adaptées les plus complexes, le maître de l'ouvrage s'efforcera de fixer des délais raisonnables afin qu'un plus grand nombre d'entreprises puissent répondre.

EN DIALOGUE COMPETITIF NE PAS DIVULGUER DES ELEMENTS PROPOSES PAR LES CANDIDATS **(article 67 du CMP)**

Dans la procédure de dialogue compétitif, le pouvoir adjudicateur ne peut donner à certains candidats des informations susceptibles de les avantager par rapport à d'autres. Il ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la discussion,

MARCHES A BONS DE COMMANDES **(article 77 du CMP)**

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) prévoit le plus souvent possible un minimum et un maximum en valeur ou en quantité.

RESPECTER LE DELAI D'AU MOINS 16 OU 11 JOURS AVANT LA SIGNATURE DU MARCHE **(article 80 du CMP)**

Le pouvoir adjudicateur, dès qu'il a fait son choix pour une candidature ou une offre, notifie à tous les autres candidats le rejet de leur candidature ou de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

Cette notification précise le nom de l'attributaire et les motifs qui ont conduit au choix de son offre aux candidats ayant soumis une offre et à ceux n'ayant pas encore eu communication du rejet de leur candidature.

Un délai d'au moins seize jours est respecté entre la date d'envoi de la notification prévue aux alinéas précédents et la date de conclusion du marché. Ce délai est réduit à au moins onze jours en cas de transmission électronique de la notification à l'ensemble des candidats intéressés.

INFORMER DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE **(article 83 du CMP)**

Le pouvoir adjudicataire communique à tout candidat écarté qui n'a pas été destinataire de la notification susvisée à l'article 80, les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre dans les quinze jours de la réception d'une demande écrite à cette fin.

Si le candidat a vu son offre écartée alors qu'elle n'était aux termes de l'article 35 ni inappropriée, ni irrégulière, ni inacceptable, le pouvoir adjudicateur lui communique en outre les caractéristiques et les avantages relatifs de l'offre retenue ainsi que le nom du ou des attributaires du marché.

PRODUIRE DANS UN DELAI RAISONNABLE LES PIECES ADMINISTRATIVES **(article 46 du CMP)**

La Fédération du bâtiment de l'Hérault sensibilisera ses adhérents à la nécessité, dès lors que leur offre est retenue, de fournir à la Ville les certificats et attestations prévus par l'article 46 du code des marchés publics dans un délai de 10 jours et ce, afin de permettre une notification rapide du marché.

LES AVANCES **(articles 87 et 89 du CMP)**

Une avance de 5% minimum est accordée au titulaire d'un marché à partir de 50 000€HT.
Le titulaire, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

VERSER DES ACOMPTES MENSUELS **(article 91 du CMP)**

Les pièces contractuelles des marchés, y compris ceux, le cas échéant, passés selon la procédure adaptée, prévoient un règlement par acomptes mensuels des travaux exécutés.

FIXER UN DELAI DE PAIEMENT **(article 98 du CMP)**

Les pièces contractuelles des marchés comportent un délai de paiement des acomptes mensuels et du solde des marchés de travaux fixé à 30 jours.

PAYER LES INTERETS MORATOIRES **(article 98 du CMP et article 5 III du décret n° 2002-232 du 21 février 2002)**

Chaque fois que le délai de paiement prévu dans les pièces contractuelles du marché est dépassé, les intérêts moratoires sont réglés dans un délai de 30 jours à compter du jour suivant la date de mise en paiement du principal.

La Commune de Montpellier s'efforcera d'indiquer le délai de visa des demandes d'acomptes dans les cahiers de charges de maîtrise d'œuvre et de veiller au respect des délais de visa maximum imposés.

PROTEGER LES SOUS-TRAITANTS **(articles 114 et 116 du CMP et 3.6 et 13.5.1 du CCAG-Travaux)**

Les entreprises sont tenues de déclarer leurs sous-traitants en respectant les formalités du code des marchés publics et du CCAG-Travaux. Le maître d'ouvrage veille à la mise en place des garanties de paiement au profit des sous-traitants acceptés.

Pour le sous-traitant direct, dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient

Chaque sous-traitant bénéficiant d'un droit à paiement direct se voit communiquer par le maître d'ouvrage l'identité du service désigné au marché pour recevoir les demandes de paiement des entreprises.

PASSER UN AVENANT EN CAS DE TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES
(articles 20 et 118 du CMP)

Les travaux supplémentaires font systématiquement l'objet d'un ordre de service dans le cadre du CCAG- Travaux puis d'un avenant ou d'une décision de poursuivre.

PAYER LES ENTREPRISES DES L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX
(article 13.1.1 du CCAG-Travaux)

Les situations sont payées avant réception des travaux soit à 100 % si une garantie à première demande a été présentée par l'entreprise, soit à 95 % si une retenue de garantie a été pratiquée.

ETABLIR LE DECOMPTE GENERAL RAPIDEMENT
(article 13.4.2 du CCAG-Travaux)

Le maître d'ouvrage s'engage à établir rapidement le décompte général dans le délai de 40 jours après la date de remise au maître d'œuvre du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Pour la commune de Montpellier,
Madame le Maire, Hélène MANDROUX

Pour la fédération française du bâtiment de l'Hérault
Monsieur Patrick CECCOTTI

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Bourse Initiatives Jeunes 2013 Participation de la Ville

Michel PASSET rapporte :

La Ville de Montpellier, avec la mise en place de la Bourse Initiatives Jeunes par son Service Jeunesse, témoigne de l'intérêt qu'elle porte à sa jeunesse.

La Bourse Initiatives Jeunes est une aide financière qui vise à soutenir toutes les actions et les initiatives permettant l'intégration et l'implication de la jeunesse. Elle est destinée aux jeunes de 16 à 29 ans résidant à Montpellier.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et le vivre ensemble à Montpellier. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels ou associatifs.

Le dossier doit comporter une présentation du projet et son budget. Outre l'intérêt du projet pour qu'une action soit éligible, le candidat doit faire appel à d'autres financeurs.

Les attributions sont établies conformément au règlement interne joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de **mars**, il vous est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme de **8 550 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Simon Bleuzé, étudiant en I3 cinéma

Production culturelle

Entre les clous

Réaliser un court métrage comique avec sur le thème des passages piétons afin de remettre en cause l'information télévisuelle telle qu'elle est conçue.

Expositions de photos à l'Espace Montpellier Jeunesse et à la maison pour tous Albertine SARRAZIN.

Montant accordé : 800 €

Emilie Marhuenda, étudiante en biologie

Production culturelle

Clip vidéo EUTHERIA

Réaliser deux clips vidéo autour de l'album du groupe de musique montpelliérain «GRAVITY».

Diffusion et concert à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 500 €

Sarah Cazanova, étudiante en arts du spectacle

Production culturelle

Ac-corps perdus

Mettre en scène un spectacle d'inspiration japonaise et française alliant drame et drôlerie autour du thème de l'amour, de ses désillusions et incompréhensions.

Mise en scène en mai au Trioletto, Montpellier.

Montant accordé: 250 €

Timothé Renard, étudiant en musique

Production culturelle

Ouâka

Enregistrer un album musical autour d'un spectacle fédérant plusieurs genres musicaux.

Concerts acoustiques à l'Espace Montpellier Jeunesse en juin 2013 puis dans les maisons pour tous Léo Lagrange et Rosa Lee Parks.

Montant accordé: 1 500 €

Julien Prevost, étudiant en cinéma

Production culturelle

American fast food

Réaliser un court métrage utilisant les codes cinématographiques de films de gangsters américains afin d'obtenir une comédie.

Diffusion à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 800 €

Gontran Kinguele, animateur

Production culturelle

Ceci n'est pas une web série !

Réaliser une série de huit épisodes mettant en scène la vie de 7 jeunes montpelliérains filmés au cours de leurs tribulations dans la ville de Montpellier.

Diffusion sur le web.

Montant accordé: 800 €

Safâa Najim, lycéenne

Vivre ensemble à Montpellier

Les milles et unes nuits

Réunir les habitants autour d'un moment festif et les investir dans la vie du quartier des Hauts de Massane en organisant un défilé de robes orientales de sa création.

Soirée à la maison pour tous Georges Brassens.

Montant accordé: 500 €

Johanna Verheyen, étudiante en L3 histoire

Production culturelle

Le Vietnam: entre tradition et transition

Se rendre au Vietnam afin de réaliser un reportage photo et audiovisuel sur les modifications des traditions engendrées par la modernisation dans un pays où les traditions sont fortes.

Exposition à l'Espace Montpellier Jeunesse.

Montant accordé: 600 €

Laurent Quentier, étudiant en théâtre

Production culturelle

Chicago

Réaliser une pièce de théâtre à partir de la comédie musicale et du film.

Mise en scène au théâtre La Vignette en mai 2013.

Montant accordé:800 €

Léo Pacquelet, étudiant aux beaux-arts

Production culturelle

Récréation

Réaliser un court métrage sur l'amitié à travers l'histoire d'un demandeur d'emploi confronté à un choix qui met en péril une amitié de longue date.

Diffusion aux Rencontres du court en septembre à Montpellier.

Montant accordé:800 €

Clémence Bigaud, étudiante au conservatoire

Production culturelle

Le langue-à-langue des chiens de roche

Mettre en scène une pièce de théâtre qui traite des identités, de liberté et de culture.

Mise en scène au théâtre La Vignette en mai 2013.

Montant accordé:800 €

Audrey Hoyuelos, étudiante en master théâtre

Production culturelle

Soirée théâtrale à l'université Paul Valéry

Le petit prince et Les bâtisseurs d'Empire

Création d'un festival universitaire de théâtre sur le thème de la problématique de la place des jeunes dans notre société.

Représentation gratuite à la salle Jean Moulin.

Montant accordé:400 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **8 550 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les subventions correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2013,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Bourse Animation Jeunes Attributions de subventions 2013

Michel PASSET rapporte :

Dans le cadre du développement des actions de citoyenneté, de proximité et de solidarité, la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de son Service Jeunesse, et en partenariat avec le tissu associatif, met en place des actions de sensibilisation pour permettre aux jeunes d'être acteurs de leur Ville.

La **Bourse Animation Jeunes** constitue une aide financière dont l'objectif est de soutenir les projets associatifs en direction des jeunes montpelliérains.

Ces projets d'actions en faveur des 12/29 ans peuvent être proposés par les opérateurs tout au long de l'année.

Les projets doivent valoriser la place des jeunes dans la cité et dans la vie sociale.

Les actions menées doivent répondre à une exigence éducative.

Comme les années précédentes, les porteurs de projets associatifs ont élaboré des programmes correspondant à ces objectifs afin d'obtenir une aide financière de la Ville de Montpellier.

Pour assurer le suivi de chaque projet, un bilan est demandé à chaque association à l'issue de leur réalisation.

Différentes associations montpelliéraines ont présenté des projets, dont le dossier est établi dans le respect des articles du règlement d'attribution joint à la délibération du Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets des associations retenues, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2013 du Service Jeunesse la somme **11 700 euros** et de la répartir de la manière suivante:

Association France Palestine Solidarité 34

Association montpelliéraine créée en 1991.

Titre du projet: Echanges sportifs, participation au tournoi international Saint-Martin- Gazelec

Quartiers: Saint Martin

Objectif:

L'association développe la solidarité avec le peuple palestinien. Elle souhaite proposer aux jeunes footballeurs de Bil'in en Cisjordanie de participer à ce tournoi et d'échanger avec les Montpelliérains.

Montant accordé: 1 500 €

Association Montpellier Petit Bard Futsal

Association créée en juin 2007.

Titre du projet: Tournoi Futsal Mixte 2013

Quartier: Petit Bard

Afin de promouvoir le futsal, l'association projette d'organiser un tournoi mixte en avril au gymnase Marcel Cerdan.

Montant accordé: 1 000 €

Association INTER AGROS MONTPELLIER 2013

Association montpelliéraine créée en octobre 2011.

Titre du projet: Les Inter Agros 2013

Quartiers: Hôpitaux-Facultés

Objectif :

Pour leur édition 2013, l'Inter Agro prévoit à Montpellier une rencontre nationale, sous forme d'évènement sportif et festif, qui réunira tous les ingénieurs agronomes.

Montant accordé: 1 000 €

Association CBS2

Association créée septembre 2001.

Titre du projet: 22^{ème} colloque des thésards du CRBM (Centre de Recherche de Biochimie Macromoléculaire)

Quartier: Hôpitaux-Facultés

L'association de l'Ecole Doctorale Sciences Chimiques et Biologiques pour la Santé a pour objet de fédérer les étudiants de cette discipline au sein d'une plate forme d'échanges scientifiques. Cette année, à Montpellier, elle organise le 22^{ème} colloque des thésards en biochimie sur les campus universitaires UM1 et UM2.

Montant accordé: 800 €

Association ENV AGROTECH

Association créée 2007.

Titre du projet: Les innovations scientifiques

Quartier: Hôpitaux-Facultés

L'association promeut les sciences et les procédés agroalimentaires. En 2013, Env Agrotech envisage une sensibilisation grand public sur les innovations scientifiques en matière de santé et agroalimentaire.

Montant accordé: 800 €

Association ESSOR « Savoirs et partage »

Association créée septembre 1995.

Titre du projet: Initiation musique

Quartier: Petit Bard-Pergola

Dans le cadre de l'accompagnement éducatif des enfants, adolescents et de leurs familles dans les quartiers ZUS du Petit Bard-Pergola, toute l'année, l'association proposera des stages d'initiation musicale afin de permettre aux jeunes d'exprimer leur singularité mais également de découvrir et reconnaître celle des autres.

Montant accordé: 1 000 €

Association CAPTA'CREATION

Association créée en juillet 2010.

Titre du projet: Capta'Création

Quartier: Gély-Figuerolles

Objectif :

Spécialisée dans la création de spectacles dramatiques, chorégraphiques et musicaux participatifs pour les jeunes et avec les jeunes, l'association souhaite mettre en scène un spectacle vivant autour de la question des Droits de l'Homme.

Montant accordé: 1 500 €

Association MONTPELLIER CONTRE LA VIOLENCE

Association créée 1999.

Titre du projet: Génération votante

Quartier: Tous

L'association crée du lien social et lutte contre les discriminations. Elle organise une campagne de sensibilisation afin d'amener les jeunes des quartiers à voter.

Montant accordé: 1 500 €

Association MIXTURE

Association créée en septembre 2010.

Titre du projet: Stages d'initiation DJ

Quartier: Pompignane

Objectif :

Chargée de l'encadrement d'activités pédagogiques autour de l'initiation au mixe et au scratch, l'association Mixture organise des ateliers pendant les vacances de Printemps pour les 12-18 ans à la Maison pour tous Albert Dubout.

Montant accordé: 600 €

Association ALTAZALO

Association créée en septembre 2012.

Titre du projet: Altazalo prend la route

Quartier: Tous

Objectif :

Dans le cadre de ses actions de sensibilisation à l'environnement auprès des 12-16 ans, l'association va proposer des ateliers itinérants dans la ville de Montpellier et le département.

Montant accordé: 1 000 €

Association STREET WAY

Association montpelliéraine créée en novembre 2009

Titre du projet: Festival Battle Street Way

Quartier: Hopitaux Facultés

Objectif :

L'association Street Way, qui promeut le Hip Hop sous toutes ses formes artistiques, organise deux battles le premier en individuel en mai et le second en collectif courant octobre, à la Maison pour tous Rosa Lee Parks.

Montant accordé: 1 000 €

Code	Associations	FM	Montant
680	Association France Palestine Solidarité 34	M	1 500 €
1225	Montpellier Petit Bard Futsal	M	1 000 €
	INTER AGROS MONTPELLIER 2013	M	1 000 €
	Association CBS2	M	800 €
5370	ENV'AGROTECH	M	800 €
3675	ESSOR « Savoirs et partage »	M	1 000 €
5356	CAPTA'CREATION	M	1 500 €
4488	Association Montpellier contre la violence	M	1 500 €
2252	Association MIXTURE	M	600 €
	Association ALTAZALO	M	1 000 €
5585	Association Street Way	M	1 000 €
<u>TOTAL GENERAL :</u>			<u>11 700 €</u>

LES CREDITS SERONT A PRELEVER SUR LA LIGNE 1937 NATURE 6574, CHAPITRE 924

« En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de **11 700 euros**;
- D'approuver la lettre d'engagement type annexée à la présente délibération;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. »

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances et du Contrôle de Gestion
Service Contrôle de Gestion
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure , m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Convention de partenariat Ville de Montpellier - Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale de Montpellier Autorisation de signature

Marc DUFOUR rapporte :

La Ville de Montpellier conduit depuis longtemps une politique active en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

Le territoire montpellierain se caractérise à la fois par une situation économique et sociale plus difficile que la moyenne nationale et par un très grand dynamisme : jeunesse, matière grise, attractivité, croissance démographique, nombre élevé de création d'entreprises.

Capitale régionale, Montpellier est le premier pôle d'activités économiques et le cœur culturel, universitaire et touristique du territoire. Elle concentre sur son territoire près des 2/3 des emplois de l'agglomération.

En 2012, la Ville de Montpellier accueillait 12 152 établissements inscrits au registre de la CCITM avec une grande majorité de TPE.

Dans le cadre de ses compétences générales, la Ville de Montpellier crée les conditions favorables pour l'implantation et le développement des activités économiques sur son territoire. Elle intervient au quotidien dans la vie des entreprises et de leurs salariés pour garantir un environnement de qualité (plan local de déplacement, travaux d'amélioration de la voirie, aménagement et propreté de l'espace public, gestion des parcs de stationnement en centre ville, création de nouveaux quartiers alliant logements pour tous et commerces de proximité, rénovation urbaine des quartiers plus anciens, construction de crèches et de nouvelles écoles dans tous les quartiers afin de limiter les déplacements et faciliter la vie quotidienne des habitants...).

La Ville de Montpellier a souhaité, dans le cadre de ses compétences, coordonner ces différentes politiques publiques qui ont un impact direct ou indirect sur les acteurs économiques. Entre proximité et prospective, la Ville dispose de plusieurs leviers d'actions qui forment ensemble un cohérent et stratégique afin de soutenir l'activité économique : animation et promotion commerciale, organisation et gestion du commerce non sédentaire, partenariat avec les associations et chambres syndicales, soutien aux clubs d'entreprises, réflexion et mise en œuvre de stratégies d'aménagement au travers d'un urbanisme commercial maîtrisé...

Au travers du projet de la Cité des métiers, la Ville de Montpellier s'est également engagée de manière volontariste en faveur de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

La Ville de Montpellier et la CCITM partagent l'objectif de tirer le meilleur parti de ces atouts afin de favoriser le développement économique et commercial du territoire ainsi que la création d'emplois. Conscientes de l'intérêt de mettre en synergie leurs actions respectives au service de cette stratégie commune, elles ont décidé de systématiser et d'approfondir le partenariat qui les lie de longue date.

Partenaire des collectivités locales, la CCITM a pour mission essentielle la création des conditions favorables à l'implantation et à l'essor d'activités économiques créatrices d'emplois et facteurs d'attractivité du territoire. Relais entre les entreprises et les collectivités locales, la CCITM joue aussi un rôle primordial de soutien, d'assistance technique et d'information auprès des dirigeants d'entreprises ou des porteurs de projets dans leur parcours de création.

La Ville de Montpellier et la CCITM souhaitent établir un partenariat durable et encore renforcé afin de favoriser notamment :

- la connaissance du tissu économique local par le biais d'études, d'observatoires, d'échanges de données...
- la réflexion sur l'aménagement, le développement du territoire et de son équipement
- la mise en place d'actions communes de dynamisation commerciale (animations, manifestations, promotions...)

Il est proposé de formaliser au travers d'une convention, d'une durée d'un an renouvelable par reconduction expresse, le cadre du partenariat liant les parties signataires en précisant les différents axes d'actions et les moyens mis en œuvre pour les accomplir.

Pour l'année 2013, l'engagement financier de la Ville de Montpellier spécifiquement lié aux actions de la convention proposée s'élève à :

- participation à hauteur de 10% du montant de l'étude sur les comportements d'achats et les perspectives d'équipements commercial à l'échelle du territoire de la CCITM, avec un plafond fixé à 25 000€.
- participation à hauteur de 20 000€ à l'organisation des Assises du Territoire.

Les autres montants décrits dans la convention relèvent d'actions ou politiques de la Ville déjà engagées par ailleurs : versement de 20 000€ à la CCITM au titre du protocole Odysseum, Chèques parkings au titre de la convention spécifique à cette opération, organisation des manifestations commerciales et des Illuminations.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

-d'autoriser Mme le Maire, ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué, à signer la convention de partenariat liant la Ville de Montpellier et la CCITM .

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE

La VILLE DE MONTPELLIER, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité et autorisée à signer la présente convention en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mars 2013, désignée par les termes «*La Ville*»,

D'une part

Et

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE TERRITORIALE DE MONTPELLIER, dont le siège est situé Bâtiment CCI Entreprises – Zone aéroportuaire Montpellier Méditerranée – CS 90066 – 34137 MAUGUIO CEDEX, représentée par son Président, Monsieur André DELJARRY, ci-après désignée par les termes «*CCITM* »

D'autre part.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Le territoire montpelliérain se caractérise à la fois par une situation économique et sociale plus difficile que la moyenne nationale et par un très grand dynamisme : jeunesse, matière grise, attractivité, croissance démographique, nombre élevé de création d'entreprises.

La Ville de Montpellier et la CCITM partagent l'objectif de tirer le meilleur parti de ces atouts afin de favoriser le développement économique et commercial du territoire ainsi que la création d'emplois. Conscientes de l'intérêt de mettre en synergie leurs actions respectives au service de cette stratégie commune, elles ont décidé de systématiser et d'approfondir le partenariat qui les lie de longue date.

A ce titre, elles affirment partager les objectifs suivants :

- le maintien et le renforcement de la diversité commerciale et économique, en donnant la priorité à la centralité métropolitaine et en limitant les phénomènes d'évasion commerciale vers la périphérie et les autres pôles urbains
- La modernisation du commerce de centre-ville, qui doit s'adapter aux évolutions des technologies, des comportements d'achat et des attentes des citoyens

- Une valorisation du cadre, de « l'écrin » du commerce, notamment en centre-ville, qui est l'affaire de l'ensemble des acteurs et suppose leur responsabilisation individuelle et collective
- L'élargissement de la centralité commerciale historique, qui est aujourd'hui insuffisante au regard du développement de la métropole, en valorisant le potentiel de développement commercial des faubourgs et en s'appuyant sur les nouveaux quartiers en développement (Nouveau St Roch, Port-Marianne)
- Une nouvelle accessibilité adaptée et durable grâce à un fonctionnement urbain cohérent et lisible, qui permet à tous d'accéder aux commerces dans les conditions les plus attractives tout en préservant le cadre de vie de ceux qui pratiquent la ville au quotidien ; ceci suppose de donner la priorité aux modes les moins polluants (transports collectifs, marche, vélo) tout en préservant un accès en automobile pratique et lisible vers le centre-ville en libérant celui-ci du trafic de transit
- Le développement du commerce de proximité, sédentaire et non sédentaire, dans tous les quartiers, afin de contribuer à leur animation et à la qualité de vie de leurs habitants, de limiter les déplacements inutiles et de créer des emplois de proximité
- La promotion du territoire, notamment auprès des investisseurs
- Le développement de l'accès à l'emploi, particulièrement pour les publics qui en sont éloignés

La Ville de Montpellier conduit depuis longtemps une politique active en matière de commerces, d'activités économiques dites de proximité et d'emploi.

En 2012, la Ville de Montpellier accueillait 12 152 établissements inscrits au registre de la CCITM dont près de la moitié relèvent de la catégorie Services (5 675), plus de 35% de la catégorie Commerce (4 368), et moins de 15% de la catégorie Industrie (1 706).

La grande majorité des entreprises montpelliéraines sont des TPE (95% des établissements de Montpellier emploient moins de 10 salariés) :

- 3632 entreprises du commerce, 1479 de l'industrie et 5076 des services emploient de 0 à 4 salariés
- 444 entreprises du commerce, 99 de l'industrie et 497 des services emploient de 5 à 9 salariés
- 292 entreprises du commerce, 128 de l'industrie et 102 des services emploient 10 salariés et plus.

Capitale régionale, Montpellier est le premier pôle d'activités économiques et le cœur culturel, universitaire et touristique du territoire. Elle concentre sur son territoire près des 2/3 des emplois de l'agglomération.

Dans le cadre de ses compétences générales, la Ville de Montpellier crée les conditions favorables pour l'implantation et le développement des activités économiques sur son territoire. Elle intervient au quotidien dans la vie des entreprises et de leurs salariés pour garantir un environnement de qualité : plan local de déplacement, travaux d'amélioration de la voirie, aménagement et propreté de l'espace public, gestion des parcs de stationnement en centre ville, création de nouveaux quartiers alliant logements pour tous et commerces de proximité, rénovation urbaine des quartiers plus anciens en centre ville ou en périphérie, construction de crèches afin de donner un vrai choix de

garde aux familles et favoriser le retour à l'emploi des femmes, construction de nouvelles écoles dans tous les quartiers afin de limiter les déplacements et faciliter la vie quotidienne des habitants...

La Ville de Montpellier a souhaité, dans le cadre de ses compétences, coordonner ces différentes politiques publiques qui ont un impact direct ou indirect sur les acteurs économiques. Entre proximité et prospective, la Ville dispose de plusieurs leviers d'actions qui forment ensemble un cohérent et stratégique afin de soutenir l'activité économique : animation et promotion commerciale, organisation et gestion du commerce non sédentaire, partenariat avec les associations et chambres syndicales, soutien aux clubs d'entreprises, réflexion et mise en œuvre de stratégies d'aménagement au travers d'un urbanisme commercial maîtrisé...

Au travers du projet de la Cité des métiers, la Ville de Montpellier s'est également engagée de manière volontariste en faveur de l'emploi qui constitue un des piliers du projet global de Cohésion sociale et du « Vivre Ensemble ».

La Cité des Métiers est un lieu multi partenarial, ouvert à tous les publics (Jeunes, scolaires, étudiants, salariés, demandeurs d'emploi, seniors, etc.) en recherche d'information pour la construction de leur avenir professionnel, respectant des principes de libre accès, d'anonymat et de gratuité.

Elle a vocation à associer l'ensemble des acteurs locaux institutionnels, économiques, de l'emploi et de l'insertion et apporte une valeur ajoutée sur un territoire et ne substitue pas aux actions déjà menées par les acteurs locaux.

La CCIT de Montpellier s'étend sur un vaste territoire comptant 626 868 habitants et 30 000 entreprises.

La CCITM est un acteur essentiel du développement du territoire dont la ville de Montpellier constitue la capitale.

Partenaire des collectivités locales, la CCITM a pour mission essentielle la création des conditions favorables à l'implantation et à l'essor d'activités économiques créatrices d'emplois et facteurs d'attractivité du territoire.

Relais entre les entreprises et les collectivités locales, la CCITM joue aussi un rôle primordial de soutien, d'assistance technique et d'information auprès des dirigeants d'entreprises ou des porteurs de projets dans leur parcours de création.

La Ville de Montpellier et la CCITM souhaitent établir un partenariat durable et encore renforcé afin de favoriser notamment :

- la connaissance du tissu économique local par le biais d'études, d'observatoires, d'échanges de données...
- la réflexion sur l'aménagement, le développement du territoire et de son équipement
- la mise en place d'actions communes de dynamisation commerciale (animations, manifestations, promotions...)

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir le cadre du partenariat liant les parties signataires en précisant les différents axes d'actions et les moyens mis en œuvre pour les accomplir.

Elle actualise et complète les engagements mutuels précédemment conclus entre la Ville et la CCITM dans le cadre du Protocole transactionnel Odysseum dont la grande majorité des actions a déjà été menée à bien.

ARTICLE 2 – RENFORCER LE PARTENARIAT GENERAL ET LES ACTIONS COMMUNES

PILOTAGE DE L'ACTION ECONOMIQUE ET COMMERCIALE CONJOINTE

Afin de systématiser la partage des informations, il est créé un comité de pilotage réunissant, sur une base trimestrielle, le Maire et le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie ou, par délégation, l'Adjoint au Maire délégué aux affaires économiques et la Vice-présidente de la CCITM chargé du commerce.

Ce comité examine, sur proposition du groupe technique défini ci-dessous, tous les points d'information d'intérêt commun et les actions menées conjointement.

L'ordre du jour est fixé d'un commun accord.

2.1 ECHANGES DE DONNEES ET D'ETUDES DE PORTEE GENERALE

Les échanges d'informations sont une réalité entre la Ville de Montpellier et la CCITM. Cette pratique est à renforcer, notamment dans le cadre des différentes actions communes décrites dans la présente convention.

La tenue mensuelle d'un groupe technique de suivi du commerce, notamment sur le centre ville, est une garantie de bonne entente et d'un partenariat constructif entre différentes directions de la Ville et la CCITM. Le secrétariat de ce groupe technique est assuré alternativement par la Ville (Direction de l'espace public – service Affaires économiques) et la CCITM. Ce groupe technique rapporte au comité de pilotage défini ci-dessus.

La Ville et la CCITM s'engagent à communiquer les études réalisées et toute information utile ayant trait au commerce et à l'activité économique locale.

Des indicateurs seront élaborés et partagés sur l'activité commerciale notamment du cœur marchand, mais également dans les secteurs à enjeux commerciaux forts qui seront à définir par les partenaires, à partir des données disponibles de l'année n-1 :

Indicateurs alimentés par la Ville :

- Nombre de DIA sur les fonds de commerce, baux commerciaux ou artisanaux et préemptions correspondantes (Cœur marchand)
- Nombre d'autorisations d'occupation du domaine public à vocation commerciale : terrasses, commerce non sédentaire, concessions, manifestations ponctuelles.
- Taux d'occupation et nombre d'entrées de véhicules dans les parkings publics
- Nombre de montées voyageurs aux stations de tramway du cœur marchand et stations situées dans secteurs à fort enjeu commercial (volume annuel pour chaque station)

Indicateurs alimentés par la CCI :

- Comptages des flux piétons pour les principales rues du cœur marchand
- Portrait du cœur marchand et des secteurs commerciaux à enjeux : nombre d'établissements inscrits au registre du commerce de la CCI de Montpellier, en distinguant les catégories (Services, Commerce ou Industrie), leur nombre de salariés (0 à 4, 5 à 9 , 10 et plus) et leur activité (Équipement de la personne ; Équipement de la maison ; Cafés, hôtels, restaurants ; Services ; Commerces alimentaires ; Secteur automobile)
- Flux d'établissements : nombre de création et de fermeture d'entreprises inscrites au registre du commerce de la CCI de Montpellier, en différenciant les catégories, leur nombre de salariés et leur activité

Cette liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée à la demande des l'un ou l'autre des partenaires.

Ces échanges nourrissent les études et projets de la collectivité.

2.2 CONCERTATION SUR LES ETUDES ET PROJETS PARTICULIERS

Au-delà des échanges mensuels et généraux sur le commerce à Montpellier, la Ville s'engage à associer la CCI aux études et projets de la Ville ayant pour objet le développement commercial ou ayant un impact économique direct.

La Ville informe la CCITM du lancement d'études à vocation économique et la consulte lors de l'élaboration des projets au travers de transmission de documents ou d'organisation de comités de suivi spécifiques.

On peut notamment citer les projets en cours tels que le bd du Jeu de Paume, le projet de nouvelles Halles Laissac, la ZAC du Nouveau Saint-Roch...

La CCITM s'engage à faire réaliser régulièrement des études à portée économique et notamment de flux piétons en centre ville. Elle informera la Ville en amont du lancement d'études portant sur son territoire et l'associera aux comités techniques et de pilotage.

ARTICLE 3 - AMELIORER LA CONNAISSANCE DU TISSU COMMERCIAL DU TERRITOIRE ET PREPARER SON DEVENIR

Depuis la loi LME, renforcée par les objectifs de Grenelle II, les documents d'urbanisme doivent intégrer l'approche commerciale (L.121-1, 2° : obligation pour l'ensemble des documents d'urbanisme de tenir compte de la diversité commerciale et de la préservation des commerces de détail et de proximité).

Dans le cadre de l'élaboration de son Projet urbain Montpellier 2040 ainsi que de sa compétence en matière de document d'urbanisme, la Ville de Montpellier conduit une large réflexion sur l'attractivité et la diversité commerciale de son territoire en rapport avec son environnement.

La Ville souhaite donc participer à la démarche initiée par la CCITM pour approfondir la connaissance de la structure commerciale du territoire

La CCITM a initié, avec le soutien de la ville et d'autres collectivités territoriales et EPCI, une étude prospective d'équipement commercial comportant une enquête de comportements d'achats et des préconisations en matière de développement de l'équipement commercial du territoire de la CCITM.

La Ville de Montpellier sera associée au comité technique et au comité de pilotage de cette étude en tant que partenaire financeur.

Le comité technique se réunira au minimum de façon mensuelle et un comité de pilotage sera organisé à un rythme trimestriel. La CCITM s'engage à envoyer les documents supports des réunions une semaine avant leur tenue.

La CCITM s'engage à réunir un comité technique ou de pilotage exceptionnel sur demande d'un des partenaires financeurs et à prendre en compte les demandes de recadrage ou de compléments validés en comité de pilotage.

La participation financière de la Ville de Montpellier à cette étude est fixée à 10% du montant de l'étude avec un maximum de 25 000€.

ARTICLE 4 – PROMOUVOIR LE TERRITOIRE AUPRES DES ENSEIGNES ET INVESTISSEURS

La CCITM sollicite la Ville de Montpellier, ainsi que d'autres acteurs locaux, pour l'organisation d'un évènement de marketing territorial en mars 2013, dénommé « Les Assises du territoire ».

Cette journée permettra aux collectivités de présenter aux représentants des enseignes nationales leurs projets urbains et commerciaux afin d'inciter ces investisseurs à venir s'implanter sur le territoire local.

La Ville portera devant les participants ses projets à vocation économique et commercial dans le cadre général de son projet urbain et l'extension du cœur marchand. Les thèmes retenus par la Ville sont le bd du Jeu de Paume avec en continuité l'axe Observatoire-Laissac, le Nouveau Saint-Roch et l'avenue Raymond Dugrand.

Le projet du boulevard du Jeu de Paume est issu des conclusions de l'étude commerciale centre ville que la Ville et la CCITM ont conduite conjointement en 2006 (BE Bérénice). La stratégie partagée consiste, à travers une action ciblée et appuyée sur cet axe (action foncière, plan de merchandising, aménagement de l'espace public), à dynamiser l'ensemble du cœur marchand, en confortant les commerces de qualité existant, en donnant une nouvelle dimension au cœur marchand, en déplaçant son « centre de gravité » vers l'ouest et en faisant un lieu de destination commerciale.

La Ville de Montpellier est associée à l'organisation de cette manifestation au travers des comités techniques, y présentera les projets commerciaux de son territoire et participera financièrement à hauteur de 20 000 €.

ARTICLE 5 – OPERATIONS DE SOUTIEN AU COMMERCE LOCAL (FISAC)

La CCITM est maître d'œuvre du programme FISAC 'Cœur de ville'.

A ce titre, la CCITM assure l'animation et le suivi des actions des actions programmées dans le cadre du dispositif :

- Relais auprès des maîtres d'ouvrages bénéficiaires du FISAC : information, suivi de l'avancement des actions, montage des dossiers de demande de paiement au FISAC ou à un autre partenaire du programme.
- Suivi de l'ensemble du programme de chaque tranche à destination de la Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi - DIRECCTE, service de l'Etat qui gère le FISAC: production de tableaux de bords de suivi de l'ensemble du programme, de bilans financiers et opérationnels, montage de la tranche suivante.
- Suivi et évaluation de la mise en œuvre du FISAC et de ses retombées économiques.

Concernant l'action spécifique de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activité initiée par la Ville dans le cadre du programme FISAC 'Cœur de ville', la CCITM assure l'animation et le suivi du dispositif auprès des entreprises éligibles :

- Renseignement des entreprises éligibles (accueil et information, estimation des subventions, relais vers la mission Grand Cœur sur le volet réglementaire)

- Aide au montage du dossier de demande de subvention à la Ville et au FISAC (collecte des pièces utiles à chaque étape, relance éventuelle)
- Suivi administratif et financier (préparation de la notification à adresser à l'entreprise éligible, établissement de l'état récapitulatif des factures éligibles, préparation de l'état des sommes à mandater pour les paiements par la Ville de la part FISAC et de la Ville à l'entreprise)
- Établissement de bilans semestriels de la campagne d'aide aux entreprises et propositions d'adaptation ou d'extension du périmètre pour les tranches successives du dispositif.
- Suivi et évaluation du dispositif

ARTICLE 6 - MISE EN PLACE D'ANIMATIONS, DE MANIFESTATIONS ET D'OUTILS DE DYNAMISATION COMMERCIALES

6.1 – OUTILS DE FIDELISATION DE LA CLIENTELE : EXEMPLE DU CHEQUE PARKING

L'opération chèque parking destiné aux clients des commerces du centre ville mis en place par la Ville et la CCITM depuis 2009 sera reconduite pour l'année 2013 afin de soutenir le développement économique du centre ville.

Le chèque parking vise à favoriser la fréquentation commerciale du centre ville, en facilitant l'usage des parkings publics par les clients qui sont amenés à utiliser leur véhicule individuel pour faire leurs achats et qui trouvent, en périphérie, une offre concurrente proposant un stationnement gratuit.

Plus de 500 commerçants et artisans du centre ville participent régulièrement à l'opération chèque parking afin de fidéliser leur clientèle. La Ville de Montpellier souhaite étendre l'opération aux commerçants non sédentaires (halles et marchés de plein air).

La CCITM assure la régie de l'opération chèque parking comme le prévoit la convention approuvée par la DCM du 14 décembre 2009.

Le financement de l'opération est assuré à hauteur de 30% par la Ville, 30% par la CCITM, 30% par les commerçants participant et 10% par les concessionnaires de parkings.

Pour l'année 2013, la Ville et la CCITM prévoient une participation de 20 000€ chacune.

Une nouvelle campagne de communication sera lancée auprès du grand public.

Soucieuses d'équilibre entre les modes de déplacements et de cohérence dans les politiques de déplacements, la Ville de Montpellier et la CCITM ont également proposé à l'Agglomération de Montpellier d'élargir cette initiative au travers d'une opération « chèque déplacements » qui à terme combinerait la mise en place de chèque parking et de chèques tram/bus. Elle fera l'objet, le cas échéant, d'une convention complémentaire.

La Ville de Montpellier souhaite que soit étudiée en partenariat avec la CCITM et les associations de commerçants, la mise en place d'une carte de fidélité « centre ville » ou toute autre opération de ce type (chèques cadeaux, plateforme internet...).

6.2 ORGANISATION DE MANIFESTATIONS COMMERCIALES

6.2.1 Le Grand Bazar

Cette manifestation se déroule deux fois par an (printemps et automne) dans le centre ville de Montpellier. Il s'agit d'une braderie, les commerçants étant invités à sortir des stands devant leurs boutiques afin de proposer des produits en promotion à la clientèle.

La braderie est complétée notamment par des vide-greniers organisés par les associations de quartier, un marché de bouquinistes, un marché de brocanteurs et autres. Des animations musicales sont également proposées.

Cette manifestation connaît un succès grandissant depuis sa création en 2009 et environ 300 commerçants du centre ville y participent de façon régulière.

La CCITM et la Ville de Montpellier organisent conjointement cette manifestation selon la répartition suivante :

- la CCITM prend en charge l'organisation logistique de la manifestation : inscription des commerçants, relations avec les associations participantes, mise en place d'animations. La CCITM prend en charge la communication sur la manifestation en dehors du territoire communal à partir des affiches réalisées par la Ville.
- la Ville de Montpellier prend en charge les actions de communication sur cet événement sur son territoire : affichage, presse, radios, édition de programmes... Elle gère, dans le cadre de ses compétences, l'ensemble des autorisations d'occupation du domaine public nécessaires à la manifestation.

La Ville de Montpellier établira une demande d'arrêté général d'occupation du domaine public pour le Grand bazar. Toutefois, la CCITM informera chaque association organisatrice de vide-greniers qu'elle devra établir une demande individuelle auprès du service Occupation du domaine public.

En outre la Ville de Montpellier apporte un soutien humain lors du déroulement de la manifestation avec la présence d'agents du service Affaires économiques – Direction de l'espace public pour superviser l'installation des exposants et le bon déroulement de la manifestation.

Un bilan de la manifestation sera réalisé par la CCITM auprès des commerçants participants et de leur clientèle. Une évaluation en sera faite afin de rechercher avec la Ville une optimisation de son organisation.

6.2.2 Sélection des exposants aux Estivales et Hivernales

La CCITM s'engage à participer aux commissions organisées par la Ville afin de sélectionner les candidats à ces deux manifestations majeures.

La CCITM relaiera auprès de ses adhérents les dates des manifestations et les modalités de candidatures mises en place par la Ville.

6.3 ILLUMINATIONS DE NOËL

La Ville de Montpellier consacre chaque année un budget d'environ 550 000€ pour les Illuminations de Noël sur les axes commerçants principaux. Avec les Hivernales, c'est plus d'un million d'euros mis en œuvre par la Ville pour animer les fêtes de fin d'années notamment en centre ville.

La CCITM prend en charge l'illumination des rues et espaces non équipés par la Ville en lien avec les associations de commerçants et/ou de quartier.

Aucun décor ne pourra être installé sans l'accord préalable de la Ville seule habilitée à faire procéder aux vérifications techniques et de sécurité spécifiques à ce type d'installations.

6.4 DIVERS

Participation de la Ville au titre du protocole Centre Ville - Odysseum : le protocole d'accords prévoyait un versement de 20 000€ par an de la Ville à la CCITM pour le financement d'actions d'animation du commerce en centre ville.

Le dernier versement est prévu pour 2013. Il est conditionné par la présentation préalable par la CCITM d'un projet d'animation(s) validé et partagé par la Ville.

ARTICLE 7 – SENSIBILISATION ET ACTIONS AUPRES DES COMMERÇANTS SUR LA GESTION QUOTIDIENNE DE LA VILLE

La CCITM s'engage aux côtés de la Ville pour mettre en œuvre des actions de sensibilisation et de responsabilisation relatives aux bonnes pratiques des commerçants notamment en centre ville.

Ces actions d'information et de sensibilisation pourront notamment porter sur :

- la propreté et la collecte des déchets, cartons et encombrants
- les devantures, enseignes et pré enseignes

- les devantures et accessibilité PMR
- le règlement des terrasses
- le respect des règles de la zone piétonne
- les livraisons : réflexion sur la mise en place de points relais, de consignes, communication sur les règles de fonctionnement des livraisons en zone piétonne...
- respect des règles relatives à la limitation des nuisances sonores

Ce rôle de lien entre la collectivité et les commerçants s'appuiera notamment sur l'animateur de territoire mis en place par la CCITM.

Un suivi précis sera effectué et évaluation de ces actions sera établie thème par thème afin d'en mesurer l'impact auprès de leur public.

ARTICLE 8 – Participations financières des deux parties

ACTION	VILLE 2013	CCI 2013	COMMENTAIRE
Etude Equipement Commercial	10% du coût total – Plafond 25 000 €	77 000 €	Etude réalisée en 2013 (Janvier- Octobre), découpée en 2 lots. Autres financeurs : EPCI du territoire CCITM, CG 34
Assises du Territoire	20 000 €	25 000 €	Journée prévue en mars 2013 Autres financeurs : CG34 20 000 € CAM 20 000 €
Chèques parkings	20 000 € maximum	20 000 € maximum	Renouvellement opération – paiement sur justificatifs présentés par CCITM du nombre de tickets utilisés dans les parkings

Versement protocole	20 000 €	Sans objet	Dernier versement en 2013 – conditionné par présentation d'un projet d'animation par la CCITM.
Grand Bazar Marché artisanal	Communication (conception et diffusion plan de communication Montpellier), animations, édition programmes et sacs... environ 25 000 €	Animations de rue et communication hors Montpellier : 5 000 €	Non pris en compte : coût RH des agents Ville sur le terrain, affichage réseau mobilier urbain Ville...
Illuminations	Budget annuel de 550 000	10 000 €	Ville : marché public

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La Ville de Montpellier et la CCITM s'engagent mutuellement à ce que mention soit faite de leur participation aux actions engagées dans le cadre de la présente convention sur tout support de toute nature ainsi que dans le cadre de communication dans les médias.

La CCITM prendra en charge la communication et la promotion du commerce en dehors du territoire montpelliérain lors de campagnes d'ampleur comparable à celle mise en œuvre par la Ville sur son territoire.

Toute action de communication devra être préparée et validée en amont dans le cadre d'une concertation Ville de Montpellier – CCITM.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour un an à compter de sa signature. Elle pourra être renouvelée dans le cadre d'un accord express des deux parties.

ARTICLE 11 – AVENANT

Toute modification des actions définies dans la présente convention ou de leurs conditions de réalisation, ou tout ajout à la demande de l'une des parties fera l'objet d'un avenant signé dans les mêmes formes que la convention originale.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier et la CCITM se réservent le droit de mettre fin à tout moment à la présente convention sous réserve d'un préavis d'un mois en cas de non-respect de l'une des clauses définies dans ce cadre ou dans un de ses avenants.

La participation financière de la Ville de Montpellier serait dès lors interrompue. La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander la restitution des sommes versées dans le cas où les missions pour lesquelles elles ont été versées n'auraient pas été accomplies par la CCITM.

ARTICLES 13 – LITIGES

Les litiges éventuels relatifs à la présente convention ou à l'un de ses avenants seront soumis au tribunal administratif de Montpellier après que les deux parties aient mis en œuvre toutes les actions possibles pour régler leurs différends à l'amiable.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Madame Hélène MANDROUX, Maire

Pour la CCIT de Montpellier

Monsieur André DELJARRY, Président

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subvention

Marc DUFOUR rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités mise en place dans le centre historique, des subventions peuvent être attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur vitrines et enseignes, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurée par la délibération du 29 mai 2012 n°2012/284, cette campagne est conduite en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

La subvention de la Ville et du FISAC s'élève à 35% du montant hors taxe (HT) des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre, dont 15 % sont apportés par le FISAC et 20% par la Ville de Montpellier (avec un plafond maximal subventionnable de 14 000 € HT).

Après validation du programme de travaux réalisée par l'équipe chargée du dispositif au sein de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerces et d'industrie de Montpellier, associée à l'animation de cette campagne, la subvention suivante est engageable :

Mme Fabre Jalila, 'Jaly couture', 4, rue Cabanel	1137.50 €
<i>Dont Part Ville :</i>	650 €
<i>Part Etat (FISAC)</i>	487.50€

Conformément au règlement attributif des subventions municipales dans le cadre de cette campagne d'aide à la requalification des devantures, le versement de la subvention engagée ne sera effectué que sous la condition d'une visite de contrôle des travaux réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

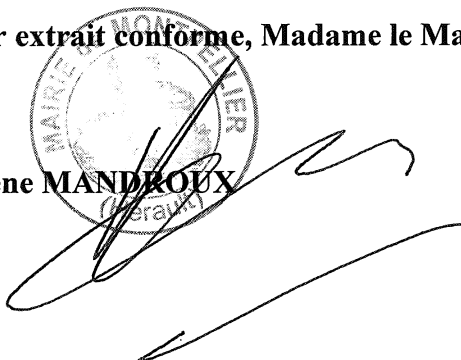
- d'autoriser le paiement d'une subvention d'un montant total de 1137.50 € correspondant à la requalification du local commercial listé ci-dessus,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908 – Nature 20421), d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

A circular official stamp is partially visible, containing the text "MAIRIE DE NOYER" and "Noyer". Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink, which appears to be "Hélène Mandroux".

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Concession kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet - Désignation de l'exploitant - Décision - Autorisation

Marc DUFOUR rapporte :

[Un avis d'appel à candidatures pour la concession du kiosque alimentaire n°3 allée Paul Boulet à usage de restauration et vente à emporter a été lancé en janvier 2013 pour en désigner le futur exploitant. A la cloture de l'appel d'offre le 14 février 2013, trois dossiers de candidature ont été déposés : M Joël Gallon, M Ludovic Chopineaux, M Pierre Mignon Ourtaud, actuel concessionnaire de la Ville.

Les trois projets ont été analysés au regard des cinq critères suivants indiqués dans l'appel d'offres :

- Dossier personnel :
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
 - Motivation du candidat.
- Dossier commercial :
 - Ouverture du kiosque,
 - Gamme de produits et tarifs,
 - Cohérence du projet par rapport au lieu.
- Dossier financier :
 - Viabilité économique du projet
 - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que la proposition de M. Chopineaux est la plus intéressante au vu des critères ci-dessus. M. Chopineaux a une forte expérience professionnelle dans le domaine de la restauration, étant gérant d'établissements similaires. Le dossier commercial proposé est très intéressant (gamme de produits adaptés, propositions de plats du jour régionaux, prix abordables). Le réaménagement complet du lieu lié à un investissement important du candidat donne une plus-value au kiosque situé à un emplacement emblématique de la Ville. Le dossier financier présenté est solide.

La concession porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixée à 3 100 € mensuel avec intéressement de la Ville au chiffre d'affaires (1,5 % du chiffre d'affaires si celui-ci dépasse 600 000 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider l'attribution de la concession du kiosque alimentaire n°3 à M Ludovic Chopineaux,
- D'approuver le projet de convention joint,
- D'autoriser madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document utile cet affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION
DE L'ESPACE PUBLIC**

AFFAIRES ECONOMIQUES

**KIOSQUE ALIMENTAIRE N°3
ALLEE PAUL BOULET**

**CONVENTION D'OCCUPATION DU
DOMAINE PUBLIC**

ENTRE, d'une part :

- La Ville de Montpellier, domiciliée en Mairie de Montpellier, 1 place George Frêche - 34267 MONTPELLIER CEDEX représentée par Madame Hélène MANDROUX, son Maire, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008 désignée par les termes «*La Ville*» ou «*l'Administration municipale*»,

ET, d'autre part :

- M Ludovic Chopineaux

désigné par les termes «*l'exploitant*» .

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet, l'exploitation :

- Du kiosque n°3 situé 57 allée Paul Boulet, à usage de restauration, vente à emporter, propriété de la Ville de Montpellier, faisant partie du domaine public communal ;
- D'une terrasse de plein air d'une superficie de quarante mètres carrés attenante au kiosque ;
- D'une licence de 3^{ème} catégorie, propriété de la Ville, conformément aux articles : L 3332-1-1 (permis d'exploitation), L3336-1, L3336-2 et L3336-3 (non condamnation du déclarant) du Code de la Santé Publique.

L'exploitant se déclarant le bien connaître.

ARTICLE 2 – Régime juridique

Le régime étant celui de l'occupation du domaine public, l'exploitant ne pourra en aucune façon se prévaloir de la législation commerciale.

L'exploitant ne peut, sans autorisation préalable spéciale et écrite de la Ville, interrompre son exploitation même partiellement, ni céder ou sous-traiter tant à titre gratuit qu'onéreux tout ou partie de ses droits à l'exploitation de son établissement.

L'exploitation est acquise à titre personnel, non cessible et révocable. L'exploitant dispose d'un délai de six mois à compter de la signature de la convention pour transmettre à la Ville les statuts de l'établissement gérant le kiosque. La Ville sera informée dans les plus brèfs délais de tout changement intervenant sur les statuts de l'établissement.

ARTICLE 3 - Durée

La présente convention est conclue pour une durée de 6 ans à compter de la signature entre les deux parties.

ARTICLE 4 - Remise des lieux - Aménagement - Etat des lieux

L'exploitant prendra le local qui lui sera remis dans l'état où il se trouve sans pouvoir exercer aucun recours contre la Ville, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Il sera fait un état des lieux contradictoire avant l'entrée dans les lieux. Au terme de la convention, l'inventaire initial sera amendé.

L'exploitant ne pourra faire aucune construction, démolition ou modification de ceux-ci sans le consentement express écrit de la Ville.

Il devra, en outre, souffrir, et sans indemnité, qu'elle qu'en soit la durée, les réparations qui seraient rendues nécessaires, étant entendu que la Ville s'efforcera de limiter, dans la mesure du possible, la gêne qu'elle pourrait causer.

L'exploitant effectuera les aménagements, les acquisitions et l'installation du matériel nécessaire à son exploitation à ses frais.

De même, ces travaux devront recevoir avant leur réception, l'accord de la Ville. L'état des lieux initial sera alors amendé.

L'exécution de ces travaux et aménagements, n'engagera que la seule responsabilité de l'exploitant, la responsabilité de la Ville ne pouvant être engagée à l'occasion du contrôle exercé par elle sur les projets d'aménagement et sur l'exécution des travaux effectués par l'exploitant.

La Ville se réserve le droit de faire remettre le local en l'état primitif aux frais et risques de l'exploitant, lorsque les travaux n'auront pas été approuvés par elle ou lorsqu'à la réception, ils ne correspondront pas au projet initial autorisé.

L'exploitant devra, ainsi que ses entrepreneurs, respecter les consignes qui leur seront données par les services compétents de la Ville pour le fonctionnement des chantiers.

La Ville prendra à sa charge toutes les réparations touchant au gros oeuvre qui seront rendues nécessaires consécutivement à une utilisation normale des lieux.

L'exploitant est tenu d'assurer toutes réparations dites locatives nécessaires pour maintenir les lieux concédés ainsi que les installations en bon état d'entretien.

Il répond des dégradations provenant sûrement par suite d'abus de jouissance et du fait de la clientèle. La Ville se réserve le droit de faire visiter les lieux à tout moment par toute personne de son choix et de prescrire à l'exploitant les travaux à effectuer pour le bon entretien de ces locaux et de leurs installations.

L'exploitation de la terrasse sera conforme à l'arrêté municipal du 26 avril 2012, n°180/2012 portant « Règlement d'occupation de l'Espace Public par les terrasses et étalages », et plus particulièrement ses article 7 et 10.

Le choix de nouveau mobilier de terrasse devra être soumis à autorisation préalable de la Ville.

ARTICLE 5 - Charges du concessionnaire

L'exploitant aura à sa charge les consommations d'eau, d'électricité, de gaz et de téléphone. Il se chargera aussi des divers abonnements et contrats à souscrire auprès des concessionnaires et distributeurs habilités, de telle manière que la Ville ne puisse en aucun cas être recherchée ni contrainte de se substituer à lui.

Il acquittera sans aucun recours possible contre la Ville, les contributions personnelles mobilières, tous impôts et taxes de toute nature afférents à l'exploitation de son kiosque.

ARTICLE 6 - Assurances

L'exploitant devra assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des bâtiments objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers (perte d'exploitation, perte de jouissance, etc...).

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'exploitant et leurs assureurs.

Dans le cas où l'activité exercée par l'exploitant dans les bâtiments objet de la présente convention entraîne, pour la collectivité propriétaire et/ou les autres occupants des bâtiments concernés, des surprimes au titre de leur contrat incendie, explosion, celles-ci seraient, après justification, à la charge de l'exploitant.

L'exploitant devra produire chaque année à la Ville, une attestation de son assureur sanctionnant ces dispositions.

L'exploitant devra produire chaque année à la Ville une attestation de vérification des installations électrique par un bureau de contrôle agréé.

ARTICLE 7- Conditions financières

7-1 - Redevance et paiement

L'exploitant versera à la Ville une redevance dont le montant est fixé à 3 100 €uros par mois à compter de la signature de la présente convention. Si le chiffre d'affaires dépasse 600 000 € HT, l'exploitant versera à la Ville une redevance complémentaire correspondant à 1,5 % du chiffre d'affaires HT.

La redevance fixe de 3 100 € est exigible mensuellement avant le 5 de chaque mois.

Le montant de la redevance sera majoré annuellement de 3 % au 1er janvier de chaque année.

Chaque année, avant le 31 mars de l'année (n+1), l'exploitant transmet à la Ville le bilan et compte de résultat de l'année n certifié par un commissaire aux comptes et verse la cas échéant le supplément de redevance lié au chiffre d'affaires.

7-2 Dépôt de garantie

L'exploitant devra, à la signature de la convention et préalablement à son installation, justifier d'un cautionnement d'un montant de 3 100 €, par l'intermédiaire d'un établissement spécialisé (banque, établissement de crédit...).

Ce cautionnement garantira :

1°) la réparation des éventuels dommages considérés comme supérieurs à l'utilisation normale du kiosque ou de dégradations, la Ville faisant alors effectuer les travaux nécessaires à la remise en état ;

2°) le paiement de la redevance en cas de non paiement et de résiliation de la convention pour non respect de celle-ci ;

ARTICLE 8 - Conditions générales d'exploitation

L'exploitant exercera son activité dans le respect des lois et règlements, notamment en matière d'hygiène, de salubrité, de sécurité et du droit du travail.

L'exploitant sera tenu d'ouvrir le kiosque **a minima** 5 jours par semaine de 10h à 19h.

Il est autorisé une fermeture cumulée pour congés de 5 semaines par an.

L'exploitant sera tenu de se conformer aux lois et décrets relatifs à l'affichage de prix et à l'étiquetage des denrées et marchandises. Les tarifs seront à la disposition de la clientèle.

ARTICLE 9 - Fin de la Convention

9.1 - Obligation de l'exploitant à la fin de la convention

Au terme normal de la convention, l'exploitant devra avoir évacué les lieux et les laisser en bon état.

La Ville aura la faculté au cas par cas, d'opter soit pour le maintien dans les lieux des matériels et mobiliers mis en place par l'exploitant, soit pour leur suppression.

Si la Ville opte pour le maintien en place des matériels et mobiliers, elle remboursera à l'exploitant, ou obligera le ou les nouveaux exploitants, à lui rembourser, les dépenses exposées pour l'achat et la mise en place de ces matériels et mobiliers, « valeur à dire d'expert » ou rachat à l'amiable sur justificatifs fournis par l'exploitant.

Si la Ville opte pour la suppression des matériels et mobiliers, et à défaut pour l'exploitant d'en assurer l'enlèvement, il y sera procédé aux frais, risques et périls dudit exploitant.

9.2 - Résiliation de la convention

a) du fait de l'exploitant

La résiliation ne pourra être prononcée que si elle est justifiée par des circonstances graves ou exceptionnelles de nature à bouleverser les conditions matérielles ou économiques des activités autorisées. Dans tous les cas la demande devra être présentée, au moins 6 mois à l'avance, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à la Ville, assortie de toutes justifications utiles. Les conditions de rachat éventuel du matériel et du mobilier seront celles fixées à l'article 9.1.

b) du fait de la Ville

1 - Résiliation dans l'intérêt du service

La Ville pourra résilier à tout moment avant terme la convention dans l'intérêt du service moyennant un préavis de 3 mois pleins à dater de la notification donnée par lettre recommandée avec accusé de réception.

L'exploitant pourra alors obtenir une indemnité compensatrice sur la base des dépenses justifiées qu'il aura supportées pour l'aménagement des lieux mis à sa disposition. Un coefficient de vétusté de 15 % par an sera appliqué.

L'exploitant ne bénéficiant pas de la propriété commerciale, aucun dédommagement ne sera dû pour une quelconque perte de clientèle.

2 - Résiliation pour inobservation de la convention

En cas d'inobservation caractérisée de la présente convention et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, non suivie d'effets dans le délai d'un mois à dater de la réception de celle-ci, en cas de non paiement ou paiement partiel de la redevance pendant six mois consécutifs minimum ou en cas de gestion défectueuse ou de mauvaise tenue générale de l'établissement, ce dont la Ville sera seul juge, celle-ci peut résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant le respect d'un préavis de un mois.

En cas de résiliation prononcée en application du présent paragraphe, aucune indemnisation ne sera versée au concessionnaire.

La Ville se réserve en outre le droit de demander au tribunal compétent réparation du préjudice subi.

ARTICLE 10 - Domiciliation - Compétence juridictionnelle

Toutes les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention sont du ressort du Tribunal Administratif de Montpellier.

Pour l'exécution de toutes les clauses des présentes, l'exploitant fait élection de domicile dans les locaux visés par les présentes.

Montpellier, le

L'exploitant,

Pour la Ville,
Madame Le Maire

Hélène MANDROUX

APPEL A CANDIDATURE KIOSQUE ALIMENTAIRE N°3 ALLEE PAUL BOULET

Exploitant actuel :

SARL EJP Mignon

Gérant initial : Pierre Ourtaud-Mignon (signataire de la convention avec la Ville)

Nom des gérants actuels de la société : Mr Jean Cren et Mme Emilie Ourtaud

Durée de la convention : 1er avril 2007 au 31 mars 2013.

Montant mensuel redevance 2013 : 2 985 €

A noter : problème chronique de retards et d'impayés de loyers, un trimestre de retard

Appel d'offre :

Objet : kiosque alimentaire à usage de restauration rapide, vente à emporter

Principaux éléments de la convention :

- Objet : kiosque de 35 m² + terrasse de 40 m² + mise à disposition licence 3 le temps de la convention,
- Durée : 6 ans,
- Montant redevance : 3 100 €uros par mois minimum (revalorisation annuelle : 3 %) avec supplément à proposer par les candidats

Publication dans le Midi Libre des 24 et 26 janvier 2013, la Gazette du 24 janvier 2013, et sur le site Internet de la Ville du 22 janvier au 14 février 2013.

Pièces du dossier de consultation :

- Projet de convention,
- Règlement de la consultation,
- Plan du kiosque

Critères de sélection :

- 1) Dossier personnel (/20)
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration,
 - Motivation du candidat.
- 2) Dossier commercial (/40)
 - Ouverture du kiosque,
 - Gamme de produits et tarifs,

- Cohérence du projet par rapport au lieu
- 3) Dossier financier (/40)
 - Viabilité économique du projet
 - Montant des investissements prévus et durée d'amortissement,

Réception des offres :

3 offres reçues au 14 février 2013, avant 17h00 :

- Offre n° 1 : Monsieur Joël GALLON
- Offre n° 2 : Monsieur Ludovic CHOPINEAUX
- Offre n° 3 : Monsieur Pierre Mignon OURTAUD

DOSSIER PERSONNEL		
OFFRE N° 1 Monsieur Joël GALLON	OFFRE N°2 Monsieur Ludovic CHOPINEAUX	OFFRE N°3 Monsieur Pierre Mignon OURTAUD
<u>Expérience professionnelle :</u> Formation aux métiers de bouche en 2011. Depuis 2012 : gérant d'un salon de thé rue de la Croix d'Or (bleu thé). Note : 7/10 Motivation : proposer une offre différente des autres kiosques, développer une restauration plus évoluée et abordable. Néanmoins, cet argument ne se retrouve pas dans le dossier d'offre Note : 7/10	<u>Expérience professionnelle :</u> Ecole hôtelière (1982) Cuisinier salarié de 1982 à 1996. Gérant de la brasserie « le Petit Lorrain », centre commercial du Polygone depuis 1996. Note : 10/10 Motivation : cette activité en extérieur serait complémentaire (saison et environnement) avec l'établissement du Polygone très proche. Note : 8/10	<u>Expérience professionnelle :</u> Expérience dans la restauration depuis 1976 ; gérant de la SARL Les Agapes, rue de la Loge à Montpellier depuis 1998. Participation aux Hivernales et Estivales depuis leur création. Note : 10/10 Motivation : en qualité d'ancien exploitant, connaît la potentialité du kiosque. Souhaite une exploitation 7j/7 afin de dynamiser la place les dimanches et jours fériés. Note : 8 /10
+ Les candidats des offres n°2 et n°3 sont gérants de longue date d'établissements Montpelliérains. - Le candidat de l'offre n°1 a très peu d'expérience dans le domaine de la restauration.		
Note globale dossier personnel : 14/20	Note globale dossier personnel : 18/20	Note globale dossier personnel : 18/20

DOSSIER COMMERCIAL		
OFFRE N° 1 <u>Monsieur Joël GALLON</u>	OFFRE N°2 <u>Monsieur Ludovic CHOPINEAUX</u>	OFFRE N°3 <u>Monsieur Pierre Mignon OURTAUD</u>
<u>Ouverture du kiosque :</u> de 9h à 19h (été), de 10h à 19h (hiver). 6j/7 (fermeture le lundi) Fermeture 1 semaine les mois de : octobre, novembre, janvier et mars. Note 6/ 10	<u>Ouverture du kiosque :</u> De 7h45 à 20h00 du lundi au samedi (fermeture le dimanche). Fermeture plus tardive en été. Note 8/ 10	<u>Ouverture du kiosque :</u> 7 jours / 7 de 8h à 20h (hiver), ouverture plus tardive (au plus tard minuit) l'été et les soirs d'évènements sur l'Esplanade et la Comédie. Note 10/ 10
+Seule l'offre n°3 envisage d'ouvrir tous les jours de la semaine et souhaite adapter ses horaires aux animations de la place. - L'offre n°1 présente l'amplitude horaire la plus restreinte et envisage 4 semaines de fermeture par an.		
<u>Gamme de produits et tarifs :</u> Plat du jour : non A emporter : Salades, soupes, paninis de 3,5 à 5,5€. Crêpes sucrées de 2,5 à 5,50 €. Boissons : de 2 à 3 €. Sur place : Salades et grillades de 11 à 13 € Brunch Boissons de 3 à 5,5 € Note 14/ 20	<u>Gamme de produits et tarifs :</u> Plat du jour : oui (9,90€), développement de plats de la région (rouille, gardianne ...), formules liés aux évènements commerciaux (soldes, St Valentin, ...). A emporter : Sandwichs, paninis, de 3,20€ à 4,80€. Crêpes sucrées de 2,40€ à 3,50 € Sur place : Menus et formules de 10,90 € à 15,90€ (crêpes, salades, burgers, ..) ; menu enfant à 8€. boissons de 1,80 € à 3,80€. Café : 1,50€ et 1€ le matin. Note 18/ 20	<u>Gamme de produits et tarifs :</u> Plat du jour : non A emporter : Burgers, croques, frites, de 1,80€ à 4€. Crêpes sucrées de 2,50 € à 4€. Glaces. Sur place : Salades, crêpes salées, pizzas, pâtes, burgers, grillades de : 4,50€ à 13€90. Boissons de 1,50€ (café) à 3€. Note 16/ 20

<p>+ Les 3 offres présentent une gamme de produits quasi similaires, adaptées à l'activité de restauration rapide et à emporter, seule l'offre n° 2 propose des plats du jour (variété de l'offre quotidienne).</p> <p>- L'offre n°1 a des tarifs un peu plus élevés que les 2 autres.</p>		
<p>Cohérence du projet par rapport au lieu : projet global présenté par le candidat avec fourniture d'un visuel du kiosque (enseigne proposée : « Côté soleil »), nouvel aménagement terrasse qualitatif, gamme de produits adaptée à l'activité restauration rapide et à emporter, dossier en phase avec le lieu.</p> <p>Note 8/ 10</p>	<p>Cohérence du projet par rapport au lieu : projet global présenté par le candidat avec fourniture de visuels de l'intérieur (nouvel agencement autour d'une vitrine réfrigérée centrale) et de l'extérieur, produits adaptés à l'activité, concept de plat du jour « régional » intéressant, dossier en phase avec le lieu.</p> <p>Note 10/ 10</p>	<p>Cohérence du projet par rapport au lieu : Produits adaptés à l'activité restauration rapide et à emporter, maintien du kiosque en l'état actuel.</p> <p>Note 7 / 10</p>
<p>+ Les offres n°1 et n°2 présentent des projets ambitieux de réagencement et aménagement (équipement intérieur et extérieur) du kiosque participant à son embellissement et s'intégrant parfaitement au lieu.</p>		
<p>Note globale dossier commercial : 28/40</p>	<p>Note globale dossier commercial : 36/40</p>	<p>Note globale dossier commercial : 33/40</p>

DOSSIER FINANCIER		
OFFRE N° 1 Monsieur Joël GALLON	OFFRE N°2 Monsieur Ludovic CHOPINEAUX	OFFRE N°3 Monsieur Pierre Mignon OURTAUD
<p>Viabilité financière du projet : CA de 275 K€ la 1^{ère} année avec hausse de 9 % la 1^{ère} année, montant de l'estimation de la masse salariale trop faible (taux de charge de 21 % au lieu de 40 %) soit 15 K€/an non budgété, résultat estimé bénéficiaire de 26 K€/an à minorer au moins de 15 K€/an Incertitudes sur le prévisionnel financier</p> <p>Emplois créés : 3 salariés à temps complet, 3 salariés à temps partiel ; prévision d'embauche d'un 4^{ème} salarié à temps complet la 2^{ème} année</p> <p>Note : 13/ 20</p>	<p>Viabilité économique du projet : CA de 374 K€ la 1^{ère} année avec hausse de 4 % par an, prévisionnel financier réaliste, résultat bénéficiaire de 34 K€ la 1^{ère} année et de 44 K€ la 3^{ème} année</p> <p>Emplois créés : 1 cuisinier, 1 commis de cuisine, 1 serveur à temps complet, 1 serveur à temps partiel, 1 gérant</p> <p>Note : 18 / 20</p>	<p>Viabilité économique du projet : CA de 280 K€ sur 7 mois la 1^{ère} année soit 480 K€ annuel, estimé à 400 K€ la 2^{ème} année et 450 K€ la 3^{ème} année soit une baisse de CA (non expliquée), montant masse salariale faible (apparemment pas de rémunération du dirigeant prévue), résultat bénéficiaire annuel de 49 K€ la 1^{ère} année en baisse les autres années Incertitudes sur le prévisionnel financier</p> <p>Emplois créés : pas de détail (mais masse salariale inférieure aux deux autres candidats)</p> <p>Note : 10/ 20</p>
<p>Montant de redevance proposé par le candidat : 3 600 € /mois (+ 3% de revalorisation annuelle)</p> <p>Note : 8 / 10</p>	<p>Montant de redevance proposé par le candidat : 3 100 €/mois (+ 3% de revalorisation annuelle) 1,5 % du CA à partir de 600 K€ de CA</p> <p>Note : 6 /10</p>	<p>Montant de redevance proposé par le candidat : 3 500 € /mois (+ 6% de revalorisation annuelle) Néanmoins, problèmes récurrents de paiement de loyers</p> <p>Note : 8/10</p>
<p>Montant des investissements prévus et durée d'amortissement : Investissement de 36 K€ en matériel amorti sur 5 ans et de 27 K€ en mobilier amortissable sur 8 ans soit 63 K€ d'investissement total</p> <p>Impayé terrasse 2012 au 25/02/2012</p>	<p>Montant des investissements prévus et durée d'amortissement : 93 K€ d'investissement (bar vitrine et meubles, terrasse) amortis sur des durées entre 8 et 10 ans</p>	<p>Montant des investissements prévus et durée d'amortissement : rachat du matériel existant à hauteur de 30 K€ amorti sur 3 ans ; aucun renouvellement de matériel.</p> <p>A préciser : proposition de reprise du passif de la société actuelle et notamment des loyers impayés des</p>

Note : 8 /10	Note : 10 /10	actuels gérants. (argument non recevable pour la Ville) Note : 5/10
+ Seule l'offre n°2 présente un prévisionnel financier réaliste + les offres 1 et 2 proposent des investissements en matériels et mobiliers conséquents		
Note globale dossier financier : 29 /40	Note globale dossier financier: 34/40	Note globale dossier financier: 23/40

Synthèse

	<u>OFFRE N° 1</u> Monsieur Joël GALLON	<u>OFFRE N°2</u> Monsieur Ludovic CHOPINEAUX	<u>OFFRE N°3</u> Monsieur Pierre Mignon OURTAUD
Dossier personnel (note /20)	14	18	18
Dossier commercial (note /40)	28	36	33
Dossier financier (note /40)	29	34	23
TOTAL/100	71	88	74

Direction des Relations aux
Publics
Service Communal Hygiène
et Santé

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2013 / 67

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Convention d'étude entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon, portant sur la qualité de l'air intérieur dans les bâtiments accueillant des enfants.

Jacques TOUCHON rapporte :

Le 2^{ème} Plan National Santé Environnement 2009-2013 a prévu, pour son action n°19, la réduction des expositions aux substances préoccupantes dans les bâtiments accueillant les enfants, ce qui implique l'identification des établissements recevant des populations dites sensibles implantés sur des sites potentiellement pollués du fait d'anciennes activités industrielles. Les établissements concernés sont les crèches, les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et lycées, les établissements hébergeant des enfants handicapés, ainsi que les établissements de formation professionnelle des jeunes du secteur public ou privé. Les aires de jeux et espaces verts attenants sont également concernés.

Cette démarche est transcrite dans l'article 43 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, publiée au journal officiel du 5 août 2009. Elle est pilotée par le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDDM).

Une circulaire du 4 mai 2010 a défini une démarche de diagnostic des sols des établissements accueillant des populations sensibles construits sur d'anciens sites industriels. Il s'agit d'une démarche d'anticipation environnementale et non de prévention d'un risque avéré.

Pour la région Languedoc-Roussillon, 60 établissements ou groupes scolaires sont concernés par cette action dont 19 pour le département de l'Hérault. Le groupe scolaire situé boulevard des Arceaux à Montpellier fait partie des établissements visés par cette action. Il comprend les écoles maternelle Chaptal et élémentaire Jeanne d'Arc. Il regroupe environ 114 enfants de 3 à 6 ans et 125 enfants de 6 à 11 ans.

Le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer a transmis les résultats du diagnostic de sol du groupe scolaire.

Les analyses confirment l'absence de risque pour les enfants, néanmoins, en application du principe de précaution, le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer préconise :

- la réalisation d'une autre campagne d'analyse en période hivernale (salles de classe moins aérées, chauffage pouvant favoriser la remontée du perchloroéthylène plus lourd que l'air).

- la vérification de la qualité de l'air dans les locaux / habitations situés entre un ancien pressing (actuellement un salon de coiffure situé au 17 Boulevard des Arceaux) et le groupe scolaire des Arceaux.

S'agissant des écoles, le rectorat a informé le 15 octobre 2012 les directeurs des deux écoles des résultats du diagnostic et de la nécessité de faire une nouvelle campagne d'analyses en période hivernale.

A cet effet, une convention d'étude de la surveillance de la qualité de l'air intérieur doit être passée entre la Ville de Montpellier et Air Languedoc-Roussillon.

Les objectifs seront de :

- Réaliser des mesures temporaires de Composés Organiques Volatils – COV- (dont le perchloroéthylène et le benzène) et de renouvellement d'air à l'intérieur du groupe scolaire des Arceaux et dans son environnement proche (bâtiments proches, air ambiant extérieur).
- Comparer les résultats obtenus avec :
 - ceux issus d'une campagne de mesure précédente,
 - les valeurs réglementaires en vigueur (benzène),
 - les teneurs habituellement rencontrées.

Le montant de la prestation s'élève à 4 700 € TTC.

Les modalités techniques et pratiques d'organisation des prélèvements seront réalisées en lien avec la Direction Travaux et Maintenance de l'Action Solidaire

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'adopter la convention d'étude de la surveillance de la qualité de l'air entre la ville de Montpellier et Air Languedoc Roussillon
- de retenir les modalités financières afférentes à cette convention.
- de prélever les crédits sur la ligne 1409, nature 6226, chapitre 9212.1.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |

**Convention d'étude
SURVEILLANCE DE LA QUALITE DE L'AIR

ETUDE DE LA QUALITE DE L'AIR INTERIEUR - MONTPELLIER**

Convention d'étude entre :

La Ville de Montpellier (adhérente à AIR LR via Montpellier Agglomération), représentée par Madame le Maire.

Et

AIR Languedoc-Roussillon, ci-après désigné AIR LR ayant son siège social 3 place Paul Bec, Les Echelles de la Ville, Antigone, à Montpellier, représentée par son Président, M. Yves PIETRASANTA.

- - - - -

Dans le cadre du Programme Régional de Surveillance de Qualité d'Air (**PSQA**) portant sur les années 2010 à 2015, AIR LR cherche à répondre notamment aux **enjeux suivants** :

"ECRP 1": "accompagner les actions des partenaires d'AIR LR dans la gestion des plaintes et problématiques imprévues de pollution à l'intérieur de locaux publics, notamment dans le cadre de l'action 4 du Plan Régional Santé Environnement (PRSE)"

"ECRP 2": "mieux connaître la qualité de l'air intérieur des locaux publics"

- - - - -

ARTICLE 1 : OBJECTIFS

- Réaliser des mesures temporaires de COV (dont le perchloroéthylène et le benzène) et de renouvellement d'air à l'intérieur du groupe scolaire des Arceaux, et dans son environnement proche (bâtiments proches, air ambiant extérieur)
- Comparer les résultats obtenus avec :
 - ceux issus d'une campagne de mesure précédente,
 - les valeurs réglementaires en vigueur (benzène),
 - les teneurs habituellement rencontrées,

ARTICLE 2 : DESCRIPTION DU DISPOSITIF MIS EN PLACE

2.1/ Echantillonnage passif

- Méthode : échantillonneurs passifs exposés 7 jours (*cf. annexe 1*)
- Polluants surveillés : 5 Composés Organiques Volatils (dont benzène, perchloroéthylène et trichloroéthylène)
- Sites de mesure : 8 sites :
 - Ecole des Arceaux : 3 salles de classe (au rez-de-chaussée et éventuellement à l'étage)
 - Habitations voisines : 2
 - Ancien pressing : 1
 - Habitation au-dessus : 1
 - Air ambiant extérieur : 1
- Calendrier : 2 semaines consécutives de mesure, en hiver 2012-2013
- Comparaison aux valeurs de référence :
 - Benzène : valeurs-guide (décret du 2 décembre 2011)
 - Trichloroéthylène : valeurs du Haut Conseil de la Santé Publique (juillet 2012) avis de l'AFSSET (septembre 2009)
 - Perchloroéthylène : valeurs du Haut Conseil de la Santé Publique (juin 2010) avis de l'AFSSET (juin 2010)

2.2/ Echantillonnage actif

- Méthode : canisters prélevant l'air pendant 3 heures (*cf. annexe 2*)
- Polluants surveillés : 41 Composés Organiques Volatils (dont benzène, perchloroéthylène et trichloroéthylène) : voir liste en annexe 2
- Sites de mesure : 2 sites pour 3 prélèvements
 - Ecole des Arceaux : 1 salle de classe au rez-de-chaussée
 - Ancien pressing : 1 prélèvement en période de travail
1 prélèvement en dehors des périodes de travail

Remarque : pas de témoin "extérieur", car AIR LR dispose de résultats de référence en milieu urbain à Montpellier depuis plusieurs années

- Calendrier : hiver 2012-2013 (pendant les mesures par échantillonneurs passifs)

2.3/ Mesures complémentaires

- Méthode : capteur spécifique conforme au décret du 5 janvier 2012, et qui enregistre simultanément température et humidité ; permet de calculer le confinement de la pièce
- Sites de mesure : 2 sites
 - Ecole des Arceaux : 1 salle de classe au rez-de-chaussée
 - Ancien pressing
- Calendrier : 7 jours sur chaque site
- En fonction des possibilités techniques : mise en place de sondes de température et d'humidité sur les 7 sites "intérieur" de l'article 2.1 (afin de faciliter l'interprétation des données)

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS D'AIR LR

Les engagements ci-après sont mis en œuvre par AIR LR dans le respect des procédures qualité ISO 9001 en vigueur au sein de l'association.

3.1/ Concertation : les partenaires suivants seront tenus informés des conditions de déroulement de l'étude :

- Etat : DREAL, ARS ;
- Collectivités : Ville de Montpellier (Services Education, Service Communal d'Hygiène et Santé, Travaux et Maintenance de l'action solidaire) ; Montpellier Agglo ;
- Ecoles maternelles et primaires des Arceaux
- Utilisateurs des locaux concernés...

3.2/ Surveillance : AIR LR s'engage à réaliser les opérations de surveillance décrites à l'article 2.

3.3/ Information :

Toutes les données produites par AIR LR sont publiques.

- Résultats intégrés aux Bases Régionale et Nationale de Données Qualité de l'Air.
- Remise aux partenaires d'un rapport et d'un résumé (document papier et support numérique)
- Résultats interprétés ensuite disponibles sur <http://www.air-lr.org>
- Diffusion des conclusions par tous les moyens habituels (Internet, résumé...).

AIR LR pourra participer à des réunions d'information avant, pendant et après la réalisation des campagnes de mesure.

AIR LR dispose, par nature, d'une totale autonomie dans la publication des résultats des mesures et des analyses. L'association n'est, en aucune façon, responsable des interprétations et travaux intellectuels résultant de ses travaux et pour lesquels elle n'aurait pas donné d'accord formel préalable.

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier s'engage à transmettre toutes informations utiles dont elle aura connaissance (notamment protocoles et résultats de précédentes campagnes de mesure...), et à faciliter la concertation initiale (école, utilisateurs des locaux...).

ARTICLE 5 : CALENDRIER

Fin 2012	Concertation Signature de la convention
Hiver 2012-2013	Réalisation des mesures
1 ^{er} trimestre 2013	Remise d'un rapport et d'une synthèse
2 nd trimestre 2013	Mise en ligne de la synthèse sur www.air-lr.org Information du comité local de concertation

ARTICLE 6 : ASPECTS FINANCIERS

6.1/ Contribution financière

Le montant de la contribution forfaitaire demandée au partenaire signataire résulte du principe de mutualisation par AIR LR du coût de la surveillance régionale et englobe l'ensemble des aspects de concertation, de surveillance et de transmission de l'information relatifs à l'étude.

Cette contribution inclut tous les aspects de l'étude déjà évoqués autour des différents moyens techniques et humains mis en œuvre. Toute modification pourra donner lieu à un avenant.

Les prix sont fermes et sont placés en dehors du champ d'application de la TVA.

Dans le cadre du dispositif décrit à l'article 2, cette contribution est fixée à 4 700 € dont 1 450 € d'analyses.

6.2/ Echéancier des paiements :

- 20 % à la signature de la convention ;
- le solde à la remise du rapport final.

La Ville de Montpellier se libérera des sommes dues, par chèque ou mandat administratif au profit de :

AIR LR - Banque Populaire du Sud - Polygone
Code Banque 16607 - Guichet 00252
Compte n°09273464017, clé 20.

ARTICLE 7 : LITIGES

En cas de contestation, litige, ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les deux parties s'efforceront de parvenir à un règlement à l'amiable par voie de conciliation. Le cas échéant, elles pourront recourir à l'arbitrage d'un expert choisi d'un commun accord.

Si – néanmoins – le désaccord persiste, le litige relèvera alors de la juridiction compétente : le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait en 2 exemplaires à Montpellier, le

Le Président
d'AIR Languedoc-Roussillon

Le

Annexes :

- 1- *Echantillonneurs passifs*
- 2- *Canisters*

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Cotisations à des organismes nationaux pour l'année 2013- Prévention, environnement, santé, biodiversité, culture scientifique et technique, relations avec les universités.

Jacques TOUCHON rapporte :

Depuis de nombreuses années, la ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations. Pour l'exercice 2013, il est proposé de confirmer notre adhésion aux organismes suivants :

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
928	6281	AEECL – Association Européenne pour l'Etude et la Conservation des Lémuriens	1 925 €
928	6281	AFVPZ – Association Francophone des Vétérinaires de Parcs Zoologiques	23 €
928	6281	ANPZ – Association Nationale des Parcs Zoologiques	627 €
928	6281	CEPA – Conservatoire des Espèces et des Populations Animales	1 375 €
928	6281	EAZA – European Association of Zoos and Aquarias	2 027 €
928	6281	ISIS – International Species Informations Systems	1 817 €

928	6281	Ordre des vétérinaires	953 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

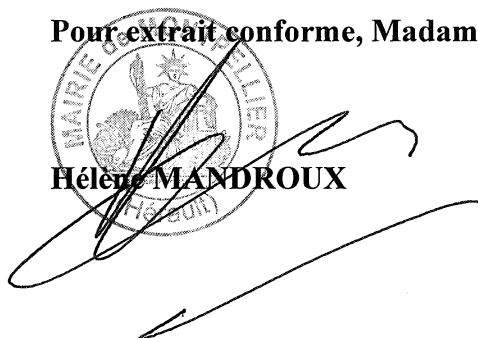
- D'accepter le versement de cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 8 747 € sur les crédits inscrits au budget 2013 de la Ville au chapitre 928;
- D'autoriser Madame le Maire ou, à défaut l'Adjoint délégué , à signer tout document relative à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Dénominations de voies et d'espaces publics

Philippe THINES rapporte :

Dans le cadre du programme de dénomination des voies de la commune de Montpellier, il vous est proposé les dénominations suivantes :

QUARTIER MONTPELLIER CENTRE

- ANTIGONE

Un passage relie l'allée Henri II de MONTMORENCY au boulevard d'ANTIGONE au droit du Collège JOFFRE. Cette allée a été aménagée pour sécuriser notamment le passage des collégiens vers le centre-ville, les halles Jacques COEUR et la station de tramway Léon BLUM. **Nous proposons de la dénommer :**

**Allée Thomas SANKARA
(1949-1987)
Homme politique africain**

Thomas SANKARA est un homme politique anti-impérialiste, panafricaniste et tiers-mondiste burkinabé. Il est né le 21 décembre 1949 à Yako en Haute-Volta et mort assassiné le 15 octobre 1987 à Ouagadougou au Burkina Faso.

Il incarne et dirigea la révolution burkinabé du 4 août 1983 jusqu'à son assassinat. Il a notamment fait changer le nom de la Haute-Volta, issu de la colonisation, en un nom issu de la tradition africaine le Burkina Faso qui signifie « le pays des hommes intègres ». Son gouvernement entreprit des réformes majeures pour combattre la corruption et améliorer l'éducation, l'agriculture et le statut des femmes.

~

Le parvis de la Maison de la Poésie n'est pas dénommé. **Nous proposons de le dénommer :**

**Parvis Pierre TORREILLES
1921-2005**

Poète et libraire

Pierre TORREILLES, né le 21 mai 1921 à Aimargues, et décédé le 22 février 2005 à Montpellier, est un écrivain et poète français.

Il est le fondateur de la librairie Sauramps à Montpellier.

Après des études de lettres et de théologie, Pierre Torreilles participe, durant la Seconde Guerre mondiale, à la Résistance dans les maquis du Vercors et de la Haute-Loire. Il se lia d'amitié avec Guy Lévis Mano qui devint son éditeur.

En 1959, il était devenu libraire dans l'entreprise de son beau-père, M. Sauramps et en 1960 il ouvre, sous ce nom de Sauramps, une vaste librairie qui est devenue une des plus renommées de France.

Il publie de nombreux ouvrages, souvent des livres d'artistes avec ses amis peintres, Yves PICQUET ou Jacques CLAUZEL.

Pierre TORREILLES, internationalement connu pour son amour et sa défense du livre, a de toujours doublé sa vie publique d'une recherche poétique passionnée et exigeante.

De 1953, date de son premier recueil, "Solve et coagula" paru aux éditions G.L.M, à "Ressac", son dernier recueil publié aux éditions "Fata Morgana" avec le concours du peintre ENAN en février 2006, ses œuvres se sont succédées sans discontinuer, couronnées de nombreux prix (Prix de l'Académie Française ; Prix international de Nice ; Prix Max-Jacob).

QUARTIER PORT MARIANNE

- PORT MARIANNE - RICHTER

Afin de poursuivre cette tradition des Folies et de l'architecture innovante, la Ville de Montpellier a décidé d'impulser la conception et la réalisation de 12 nouvelles « Folies » du XXI^e siècle, témoins de la vitalité architecturale de Montpellier, accueillant des logements, des bureaux, des commerces. Une de ces folies sera construite entre le Lez et le Rond Point Christophe Colomb. **Nous proposons de dénommer le futur parvis :**

Parvis Oscar NIEMEYER
(1907-2012)
architecte et designer brésilien

Oscar RIBEIRO DE ALMEIDA DE NIEMEYER SOARES, né le 15 décembre 1907 à Rio de Janeiro, où il est mort le 5 décembre 2012, est un architecte et un designer brésilien.

Il est un des plus célèbres architectes brésiliens. Son œuvre, qui s'inscrit étroitement dans le mouvement du style international, tient une place majeure dans l'histoire de l'architecture moderne. Il est surtout connu pour la construction de Brasilia au Brésil avec l'urbaniste Lucio Costa, inaugurée en 1960. Exilé en Europe au milieu des années 1960, il a notamment construit le siège du Parti communiste français, l'ancien siège du journal L'Humanité et la Maison de la culture du Havre.

Il a reçu le prix Pritzker en 1988 et a été fait commandeur de la légion d'honneur en 2010.

~

- PORT MARIANNE – PARC MARIANNE

A port Marianne, sur l'axe Hôtel de Ville / bassin Jacques Cœur / Cité du Corps Humain et en bordure de l'avenue Raymond Dugrand, un miroir d'eau se développe sur un parvis monumental entre le show-room RBC dessiné par Jean Nouvel, prix Pritzker 2008, et le futur immeuble « Nuage » du designer Philippe Starck.

Conçu par le fontainier Jean-Max Llorca comme une lame d'eau de faible épaisseur où se reflètera le ciel et l'environnement immédiat, le miroir d'eau sera animé de jets d'eau et créera un événement ornemental à l'orée du parc Georges Charpak. Il assurera la transition avec l'espace public de l'avenue et sa rambla et sera complété par l'œuvre d'art de Guy Ferrer, dénommée TOLERANCE, constituée de 9 lettres-sculptures posées sur des socles individuels au sein du parc public. **Nous proposons de dénommer le parvis :**

Parvis Stéphane HESSEL
(1917-2013)

Résistant, diplomate et écrivain français

Stéphane HESSEL est né allemand et il arrive en France à l'âge de 8 ans. Naturalisé français en 1937, normalien, il rejoint les Forces françaises libres en 1941 à Londres. Résistant, il est arrêté et déporté.

À la Libération, il rejoint le secrétariat général de l'ONU, participe en tant que secrétaire à la rédaction de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et devient diplomate. Elevé à la dignité d'ambassadeur de France par François Mitterrand en 1981, il milite pour les sans-papiers et pour les Palestiniens.

Toute sa vie a été consacrée à l'intérêt général et aux intérêts de la République française, notamment en qualité de diplomate aux Nations Unies. Une vie au service des autres jusqu'à lancer son appel universel, le manifeste

Indignez-vous.

« Quand quelque chose vous indigne comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé ».

Héritier des valeurs du Conseil National de la Résistance, Stéphane Hessel nous laisse un véritable enseignement : « il nous appartient de veiller tous ensemble à ce que notre société reste une société dont nous soyons fiers ».

QUARTIER MOSSON

- MOSSON

La ZAC Pierres Vives est en cours de construction, Art & Build est l'architecte en chef de cet éco-quartier qui comprendra 750 logements, des bureaux et des commerces.

Au cœur de ce quartier a été construit le bâtiment éponyme créé par l'architecte Zaha HADID, il abrite les Archives Départementales de l'Hérault, la Médiathèque Départementale et Hérault Sport. Deux rues restent à dénommer, nous proposons de suivre la thématique de Pierres Vives : l'univers rabelaisien.

Entre la rue Marius PETIPA et l'avenue du Professeur BLAYAC, une rue reste à dénommer, **nous proposons :**

Rue GARGANTUA

Entre l'avenue de l'Europe et la rue Marius PETIPA, une rue reste à dénommer, **nous proposons**

Rue GRANDGOUSIER

QUARTIER CROIX D'ARGENT

- CROIX D'ARGENT

Une piste cyclable a été créée entre la rue Ferdinand BARRE et l'avenue du Colonel PAVELET, elle relie le PAE Clos de l'Hirondelle et la ZAC des Grisettes. **Nous proposons de la dénommer :**

Allée Samuel ADAMS

(1722-1803)

Homme politique américain

Samuel ADAMS, né le 27 septembre 1722 à Boston, où il est décédé le 2 octobre 1803, était un homme politique, écrivain et philosophe américain. Considéré comme patriote, c'est l'un des Pères fondateurs des États-Unis et il mena la fronde anti-britannique avant et pendant la Révolution américaine. Ses talents d'orateur et d'écrivain lui permirent de s'imposer dans les assemblées et les réunions. Il rédigea des pétitions et des résolutions qui firent avancer le processus révolutionnaire et l'organisation politique du pays. Il signa la Déclaration d'Indépendance américaine et collabora à la rédaction de la constitution du Massachusetts et des Articles de la Confédération.

Samuel Adams est considéré comme l'un des principaux architectes du républicanisme et fut l'une des grandes figures politiques du Massachusetts et des États-Unis au XVIII^{ème} siècle.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

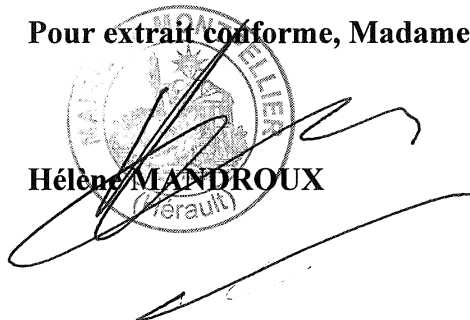
- d'adopter ces propositions de dénomination de voies et espaces publics,
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

The image shows a circular official stamp of the Municipality of Vireault, with the text 'MUNICIPALITE DE VIREAULT' and 'Québec' visible. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac et réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci Reprise du réseau d'eau potable Appel d'Offres Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Dans sa séance du 23 juillet 2012, le Conseil Municipal a approuvé le projet de convention constitutive de groupements de commande avec le Département de l'Hérault et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les travaux de mise à 2x2 voies de la rue du Professeur Blayac, de réaménagement du parvis du lycée Léonard de Vinci mitoyen à la rue du Professeur Blayac et de la reprise du réseau d'eau potable.

Dans le cadre de la convention de groupement de commande, la Ville est désignée comme coordonnateur du groupement. A ce titre, elle a la charge de conduire la procédure d'appel à la concurrence, signer et exécuter les marchés.

Afin de réaliser ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un appel d'offres soumis aux articles 33 3 al. et 57 à 59 du Code des marchés publics a été lancée selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - garanties techniques et financières ;
 - références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
 - prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu le groupement d'entreprises EUROVIA/RAZEL-BEC/SOGEA/CITEOS/BRL pour un montant de travaux de 3 605 813,29 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2315, fonction 908-221, programme 10253.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

ZAC DES GRISETTES

Aménagement de la rue du Mas Nouguier et du chemin de Poutingon

Marché à procédure Adaptée

Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Le groupe scolaire Beethoven qui doit être livré en septembre 2013 est situé au carrefour entre le chemin de Poutingon et la rue du Mas Nouguier.

La Ville a décidé d'engager des travaux d'accompagnement sur les voies bordant le groupe scolaire.

Le projet comprend :

Sur la rue du Mas Nouguier :

- la création d'une voie à sens unique de part et d'autre du talus existant conservé ;
- la création d'un dépose minute qui permet l'arrêt et la dépose des élèves ;
- la création d'un trottoir partagé piéton/cycle d'une largeur d'environ 4.00 m côté école et le long du lotissement (côté mur de clôture, uniquement un chasse-roue car il n'y a aucun cheminement piéton) ;
- la création de places de stationnements longitudinales entre les arbres d'alignements dont une place GIG/GIC située à proximité de l'entrée du groupe scolaire ;
- de nouvelles plantations ;
- la reprise de l'éclairage public.

Sur le Chemin de Poutingon :

- l'élargissement des cheminements piétons afin d'assurer l'accessibilité PMR.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :

- garanties techniques et financières ;
- références professionnelles.

- Critères intervenant pour le jugement des offres :

- valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise ;
- prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie - tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise COLAS pour un montant de travaux de 438 722,56 € HT.
- Lot 2 Eclairage Public - tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise CITEOS TRAVESSET pour un montant de travaux de 146 285,50 € HT.
- Lot 3 Espaces verts- tranche ferme + tranche conditionnelle : l'entreprise LES JARDINS DE PROVENCE pour un montant de 33 000,00 € HT

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2313, fonction 908-241, programme 2010AP33.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Aménagement d'une place Allée des Hauts de Montpellier Marché à procédure adaptée Autorisation de signer les marchés

Philippe THINES rapporte :

Suite à la démolition des tours du centre des Tritons réalisée dans le cadre du Plan de renouvellement Urbain de la MOSSON, la Ville s'est engagée à requalifier les espaces publics autour des nouveaux habitats construits par ACM en répondant aux objectifs suivants :

- créer un espace public de qualité pour marquer l'émergence d'une nouvelle centralité autour des fonctions d'habitat, de commerces et d'équipements scolaires ;
- sécuriser les piétons et cycles ;
- réduire la vitesse automobile ;
- clarifier les domanialités publiques et privées en vue d'une meilleure gestion des espaces ;
- maintenir ou restituer des espaces plantés.

Afin de répondre à ces objectifs, l'aménagement d'une place sur l'allée des Hauts de Montpellier se décompose comme suit :

- mise en place d'un sens unique autour de la place pour une circulation automobile apaisée grâce à une voie de 4 mètres avec stationnement longitudinal en encoche ;
- raccordement de part et d'autre de la place sur l'allée des Hauts de Montpellier qui sera recalibrée à terme à 5,80 mètres ;
- création d'un parvis au droit de la résidence les Chênes Verts pour susciter l'implantation de commerces de proximité ;
- création d'un mail central pour un espace détente ;
- adaptation de l'éclairage public aux nouveaux espaces piétons et véhicules ;

- continuité paysagère avec le parc Georges Brassens situé à proximité par des plantations d'arbres entre les places de stationnement.

Pour réaliser l'ensemble de ces travaux, une consultation d'entreprises dans le cadre d'un marché à procédure adaptée conformément à l'article 28 du code des marchés publics a été lancée avec 3 lots (lot 1 voirie réseau pluvial, lot 2 éclairage public, lot 3 espaces verts) selon les critères suivants :

- Critères relatifs à la candidature :
 - Garanties techniques et financières
 - Références professionnelles.
- Critères intervenant pour le jugement des offres :
 - Valeur technique de l'offre appréciée à l'appui d'un cadre de mémoire technique, à compléter par l'entreprise
 - Prix des prestations.

La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 5 mars 2013, a retenu les entreprises suivantes :

- Lot 1 Voirie : l'entreprise EUROVIA pour un montant de travaux de 239 965 ,00 € HT
- Lot 2 Eclairage Public : l'entreprise A.B.E. pour un montant de travaux de 85 002,00 € HT
- Lot 3 Espaces Verts : l'entreprise UPEE 7 pour un montant de travaux 15 120,00 € HT.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Ville, nature 2313, fonction 908-241, programme 2010AP31.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver cette opération,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer les marchés avec les entreprises retenues par la Commission d'appel d'offres et plus généralement tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX
(Maire)

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

DEMANDE DE SUBVENTIONS Programme Urbain Intégré FEDER

Axe stratégique n°1 :

**Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers,
notamment par valorisation des modes de déplacements alternatifs**

Mesure 2

Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite

Projet 1.5

Accessibilité des personnes à mobilité réduite

Philippe THINES rapporte :

Dans le programme opérationnel du FEDER « Compétitivité Régionale et emploi 2007-2013 », l'un des objectifs de l'axe stratégique n°1 prévoit de favoriser le renforcement des continuités urbaines et les échanges entre les quartiers.

La mise en accessibilité aux personnes à mobilité réduite des cheminements piétons depuis les stations de la ligne 3 du tramway jusqu'à des pôles générateurs de déplacement concourt à cet objectif. C'est pourquoi, il est proposé de présenter au titre du FEDER (Mesure 2 – Projet 1.5) les travaux de mise en accessibilité PMR issus de la **démarche opérationnelle globale suivante** :

1. Identification des **stations de la ligne 3 du tramway** situées en limite proche ou à l'intérieur des **quartiers CUCS de Montpellier** (Petit Bard, Cévennes, Gambetta/Figuerolles, Tournezy/Saint Martin) et aux abords desquelles le diagnostic réalisé en 2010 dans le cadre du Plan de mise en Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics la Ville (PAVE) avait mis en exergue des cheminements piétons ne répondant pas aux normes d'accessibilité des personnes à mobilité réduite ;
2. Sur un périmètre de 300 à 500 m à partir de ces stations, identification des **pôles générateurs** de déplacement dont l'intérêt public dépasse les limites du quartier et nécessite l'utilisation du tramway pour s'y rendre tels que les équipements publics d'Etat (lycée, université, hôpital, CAF, sécurité social, pôle emploi, ...), les équipements publics départementaux (équipements sportifs, collège, siège social,

- ...), les équipements publics communaux (parc, MPT, marché forains, église...), ou les équipements parapublics (clinique, école et collège privé, cinémas, centre commercial, locaux associatifs de PMR...);
3. Identification **des itinéraires piétons préférentiels** au regard de l'usage actuel, de la lisibilité et du jalonnement existant pour accéder aux pôles générateurs de déplacement ;
 4. Vérification de **l'accessibilité** de ces itinéraires piétons au regard des normes d'accessibilité PMR issus de la loi du 11 février 2005 et du décret d'application 2006-1658 du 21 décembre 2006.

Sur chaque itinéraire identifié, un projet spécifique de mise en accessibilité PMR avec un chiffrage des travaux sera effectué et une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux au titre de :

Axe stratégique n°1:

Renforcer les continuités urbaines et les échanges entre les quartiers

Mesure 2

Améliorer les conditions de déplacements des personnes à mobilité réduite

Projet 1.5

Accessibilité des personnes à mobilité réduite.

Le montant des travaux du programme global est estimé à 2 M € HT.

Dans ce programme global, la première tranche de travaux permettant d'assurer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite à partir des stations « Celleneuve » et « Pilory », limitrophes des quartiers CUCS de la Mosson et des Cévennes et desservant les quartiers Celleneuve et Petit Bard, qui a bénéficié d'une participation au titre du Feder, est en cours de travaux.

En concertation avec les représentants d'association des PMR, les autres tranches de travaux, qui composent ce programme global ont été arrêtées comme suit :

- Station Astruc : A partir de cette station, limitrophe entre les quartiers des Cévennes et Gambetta, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés :
 - o Au sud par la **rue du professeur Forgues** vers:
 - le collège Font Carrade ;
 - la résidence pour personnes âgées des Violettes ;
 - La Chapelle associative de la cité Gély.
 - o Au Nord par **les voies de la cité Astruc** vers :
 - la clinique Clémentville ;
 - la crèche associative La Babinerie ;
 - la maison de quartier Prévert ;
 - la Banque de France ;
 - le groupe scolaire de la cité Astruc.
- Station Restanque : A partir de cette station, située dans le quartier CUCS Tournezy/Saint Martin, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés par **la rue de l'Industrie et la rue du Lantissargues** vers :
 - un bâtiment de logements sociaux ;
 - le local APF (Association des Paralysés de France).
- Station Jules Guesde : A partir de cette station, limitrophe du quartier des Cévennes, les pôles principaux générateurs de déplacement dans le périmètre des 500 m ont été identifiés par **la rue de la Taillade** vers :
 - le lycée Jules Guesde ;
 - la clinique Beausoleil ;
 - la Banque de France ;
 - la Gendarmerie Nationale.

Sur ces itinéraires piétons principaux, il a été constaté que les continuités piétonnes accessibles aux PMR ne sont pas assurées :

- largeur de trottoirs insuffisante ;
- pentes en travers des trottoirs trop importantes ;
- traversées piétonnes non conformes aux normes d'accessibilité ;
- places de stationnement PMR insuffisantes.

Les estimations de travaux de mise en accessibilité PMR pour ces trois tranches de travaux complémentaires pour laquelle une subvention du FEDER sera sollicitée à hauteur de 30 % du montant HT des travaux, s'élève à :

Tranche Station Astruc	Montant des travaux	Taux
Rue du professeur Forgues	336 000 € HT	70% Ville 30% Feder
Voies cité Astruc	560 000 € HT	70% Ville 30% Feder
Financement tranche station Astruc	896 000 € HT	100 %
Ville de Montpellier	627 200 € HT	70 %
FEDER	268 800 € HT	30 %

Tranche Station Restanque	Montant des travaux	Taux
Cheminement piéton Industrie / Lantissargues	135 000 € HT	70% Ville 30% Feder
Financement tranche Station Restanque	135 000 € HT	100 %
Ville de Montpellier	94 500 € HT	70 %
FEDER	40 500 € HT	30 %

Tranche Station Jules Guesde	Montant des travaux	Taux
Rue de La Taillade	404 000 € HT	70% Ville 30% Feder
Financement tranche Station Jules Guesde	404 000 € HT	100 %
Ville de Montpellier	282 800 € HT	70 %
FEDER	121 200 € HT	30 %

Ces travaux inscrits au Programme Pluriannuel d'Investissement de la Ville sont envisagés de 2013 à 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la démarche opérationnelle globale des travaux de mise en accessibilité PMR des cheminements piétons principaux aux abords des stations de la ligne 3 du tramway, « Astruc », « Restanque » et « Jules Guesde » à présenter au titre du FEDER ;
- d'approuver les tranches de travaux aux abords des stations « Astruc », « Restanque » et « Jules Guesde » pour un montant total de **1 435 000 € HT** ;

- de solliciter une demande de subvention auprès du FEDER pour ces tranches de travaux à hauteur de 30 % du montant total HT des travaux ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques - appel d'offres ouvert - autorisation de signer le marché

Philippe THINES rapporte :

Le présent marché a pour objet les travaux de maintenance, de mise en conformité et de modification des carrefours à feux tricolores et des fermetures automatiques.

Il s'agit d'un marché à bons de commande passé selon une procédure adaptée ouverte, en application des articles 28-1 et 77 du Code des marchés publics.

Il se décompose en deux lots géographiques :

- lot n° 1 : quartiers Aiguelongue, Port Marianne, Prés d'Arènes, Montpellier Centre ;
- lot n° 2 : quartiers Mosson, Cevennes, Croix d'Argent, Hôpitaux-Facultés.

Le marché est conclu pour une période initiale de un an à compter de sa notification, reconductible trois fois par périodes successives de un an.

Pour le lot n° 1, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 400 000 € HT au maximum ;

Pour le lot n° 2, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de 450 000 € HT au maximum.

Le jugement des offres se fonde sur les critères suivants :

* au niveau des candidatures :

- garanties techniques et financières
- références professionnelles : qualifications et références de l'entreprise

* au niveau des offres :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
- prix des prestations (40%)

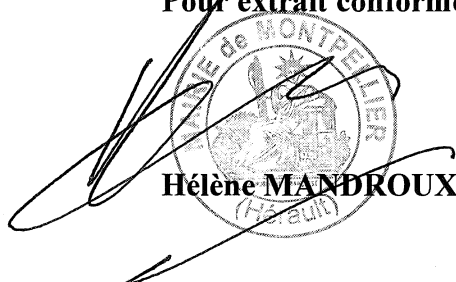
La Commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 05 mars 2013 a retenu l'offre économiquement avantageuse de l'entreprise SOTEM pour les lots n° 1 et n° 2.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution du marché n° 3D0002 2500 à l'entreprise SOTEM pour les lots n° 1 et n° 2 ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2013 de la Ville, chapitre 928.
- d'autoriser Madame le Maire, ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Réfection des revêtements de la Place de la Comédie Avenant de transfert au marché n°12M017 Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

Le marché n°12M017 a pour objet la réfection des revêtements de la Place de la Comédie.

La Commission d'Appel d'Offres du 6 Mars 2012 a attribué ce marché au groupement d'entreprises Crégut/Gascon pour un montant de 385.745,00 € H.T..

Le marché n°12M017 a été approuvé en conseil municipal le 26 Mars 2012 et a pris effet le 21 Mai 2012.

Comme suite à la fusion de l'entreprise Crégut avec l'entreprise Colas le 1^{er} Janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du groupement Colas/Gascon. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché; les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur.
- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34067 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Le groupement d'entreprises GREGUT ETS DE SACER SUD EST/ GASCON R.
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
REFECTION DES REVETEMENTS DE LA PLACE DE LA COMEDIE

N° du marché :
2M172301

Notifié le :
23 avril 2012

Montant initial du marché :
Montant HT : 385 745,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de CREGUT ETS DE SACER SUD EST à COLAS MEDITERRANEE pour les motifs suivants : transfert d'activités.

ARTICLE 2

A compter du 01/01/2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A Montpellier le,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Philippe THINES

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 26 mars 2012

Convoqué le mardi 20 mars 2012, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le 26 lundi mars 2012 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Anne LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Alain ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Magalie COUVERT, Arnaud JULIEN, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Françoise PRUNIER, Régine SOUCHE.

Absents :

Stéphane MELLA, Martine PETITOUT.

Réfection des revêtements de la place de la Comédie Marché n°2M17230 Attribution et autorisation de signer

Monsieur Philippe THINES rapporte:

La place de la Comédie est l'espace public emblématique de la Ville et accueille à ce titre de nombreuses manifestations.

Le revêtement du sol est ainsi fortement sollicité.

Le présent marché a pour objet la réfection partielle du revêtement modulaire pierre de la place et de son jointoiement mortier en matériaux identiques à l'existant.

Une consultation a été lancée selon une procédure adaptée, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Les critères de jugement des offres s'établissent comme suit :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60% ;
- prix des prestations : 40% ;

Le délai d'exécution est fixé à 26 semaines à compter de la date établie par ordre de service prescrivant de commencer la période de préparation.

La Commission d'Appel d'Offres, au cours de sa séance du 6 mars 2012, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse proposée par le groupement CREGUT/GASCON R pour un montant de 385.745,00 € H.T. pour réaliser les travaux de la tranche ferme.

La somme des crédits de paiement disponible au budget 2012 est égale à 474.000 €.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de dire que les dépenses seront prélevées sur le budget 2012 de la Ville sur la ligne de crédit 14882, fonction 908 221, nature 2315 ;
- d'approuver l'attribution du marché 2M172301 au groupement CREGUT/GASCON R pour un montant de 385.745,00 € H.T.;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint Délégué, à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

The image shows the official circular stamp of the Mayor of Montpellier. The stamp contains the text "MAIRIE DE MONTPELLIER" and "HERAULT". Overlaid on the stamp is a handwritten signature in black ink.

Hélène MANDROUX

Publiée le : 27 03 2012

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Aménagement des rues Draparnaud et Marioge Avenant de transfert au marché n°12M485A relatif au lot n°1 - Voirie Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

Le marché 12M485 a pour objet l'aménagement des rues Draparnaud et Marioge.

Il est divisé en deux lots définis comme suit :

- Lot 1 - voirie ;
- Lot 2 – éclairage public.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 29 Mai 2012 a attribué le lot n°1 à l'entreprise Crégut.

Le marché correspondant n°12485A a été approuvé en conseil municipal le 25 Juin 2012 et a pris effet le 30 Juillet 2012.

Comme suite à la fusion de l'entreprise Crégut avec l'entreprise Colas le 1^{er} Janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du lot n°1. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché ; Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acqureur.

- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX



Publiée le : 26 mars 2013

MAIRIE DE MONTPELLIER

D.A.J.C.P

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Francis Ponge
34064 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

CREGUT ETABLISSEMENT de SACER SUD EST
Représenté par

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
AMENAGEMENT URBAIN DES RUES DRAPARNAUD ET MARIOGE
Voirie

N° du marché :
2M48523A

Notifié le :
18 juillet 2012

Montant initial du marché :
Montant HT : 364 018,00 Euros

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de CREGUT ETABLISSEMENT DE SACER SUD EST à COLAS MIDI MEDITERRANEE nouveau titulaire, pour les motifs suivants : transfert d'activités.

ARTICLE 2

A compter du 01/01/2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A MONTPELLIER,

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Philippe THINES

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des ayants droit de l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera (ront) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Marché maintenance et travaux de voirie Avenant de transfert au marché F98D Autorisation de signer

Philippe THINES rapporte :

Le marché maintenance et travaux de voirie a pour objet les fournitures et travaux nécessaires à l'aménagement, la réfection et l'entretien de la voirie communale sur les sept secteurs de la ville.

Il est divisé en quatre lots géographiques.

La Commission d'Appel d'Offres en date du 10 Mars 2009 a attribué le lot n°4 au groupement d'entreprises Crégut/ Screg.

Ce lot F98D a été approuvé en conseil municipal le 30 Mars 2009 et a pris effet le 18 Mai 2009. Il est, ainsi que la totalité du marché, d'une validité d'un an reconductible trois fois : soit une durée maximale de quatre ans. Chacun de ces lots comprend un montant annuel de travaux compris entre 500 000 € H.T. et un maximum de 1 500 000 € H.T.

Comme suite à la fusion des entreprises Crégut et Screg avec l'entreprise Colas le 1^{er} janvier 2013, l'entreprise Colas devient de ce fait le nouveau mandataire du lot n°4 du marché initial. Ainsi l'entreprise Colas répond des droits et obligations du marché ; Les clauses et conditions du contrat initial restent inchangées.

En conséquence nous demandons au Conseil Municipal de :

- prendre acte du changement du contractant du marché susvisé suite au transfert de fond de commerce ;
- autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à céder le marché à la société acquéreur.

- Autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34067 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Le groupement d'entreprises groupement solidaire CREGUT ETS DE SACER SUD EST/SCREG
Représenté par
Monsieur le Directeur,

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
MAINTENANCE ET TRAVAUX DE VOIRIE
Croix d'argent-Prés d'Arènes- Port Marianne

N° du marché :
8F98230D

Notifié le : 19/05/2013

Montant initial lot 4 :
500 000,00 € HT mini
1 500 000,00 € HT maxi
Montant initial du marché :
Montant HT Mini : 2 000 000,00 €
Montant HT Maxi : 6 000 000,00 €

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la cession du contrat de CREGUT ETS DE SACER SUD EST/SCREG à COLAS MIDI MEDITERRANEE nouveau titulaire, pour les motifs suivants : transfert d'activités.

ARTICLE 2

A compter du 1er janvier 2013, le nouveau titulaire du contrat s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangé

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A MONTPELLIER,

L'entrepreneur,

Monsieur
le Directeur
Monsieur le Directeur ¹
(signature)

Pour Madame Le Maire
l'Adjoint Délégué

Philippe THINES

¹ Dans le cas des avenants de transfert uniquement

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance Désignations des Représentants de la Ville

Régine SOUCHE rapporte :

Avec la création du Conseil Local de sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD) le 25 octobre 2006, la Ville de Montpellier a montré sa détermination à appréhender les phénomènes de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble des territoires de la commune.

En effet, le CLSPD a pour vocation de favoriser l'échange d'informations entre les responsables des institutions et organismes publics et privés concernés, et peut définir des objectifs communs pour la préservation de la sécurité et de la tranquillité publiques.

Présidé par le maire, le CLSPD est composé de membre de droit (le Préfet, le Procureur de la République et depuis la parution du décret du 23 juillet 2007 du Président du Conseil Général).

Le CLSPD est structuré de la manière suivante :

- En assemblée plénière
- En comité restreint
- En comité technique de suivi
- En groupe territorial

L'assemblée plénière se réunit au minimum une fois par an. C'est une instance élargie de concertation, présidée par Madame le Maire, au sein de laquelle sont impulsées les orientations générales des politiques publiques de sécurité et de prévention de la délinquance.

Le comité restreint se réunit trimestriellement assure la mise en œuvre des orientations fixée par l'assemblée plénière et veille à la coordination des actions tout en s'assurant de leur cohérence. En lien avec les cinq groupes territoriaux, il est informé des travaux et des difficultés rencontrés dans ces instances.

Le groupe technique de suivi est un groupe de travail se réunissant mensuellement ayant pour objectif la résolution des problèmes de proximité identifiés sur l'ensemble des territoires et d'y trouver une solution collégiale et d'en assurer le suivi avec la mobilisation des différents partenaires.

Les groupe territoriaux sont des instances de proximité (5 GT), en formation plénières avec les partenaires locaux. Ils favorisent la prise en compte des difficultés rencontrées par la population, le tissu associatif, les institutions et opérateurs de terrain par les échanges d'informations.

Un coordonnateur, désigné par le maire est chargé d'assurer les échanges d'informations entre l'ensemble des partenaires et d'impulser une dynamique de concertation. A cet effet, la Ville lui a rattaché un Observatoire Local de La Tranquillité Publique (OLTP), outil d'analyse et de diagnostic partagé à disposition des partenaires recensant les phénomènes de délinquance sur le territoire.

A la suite de la modification des délégations consenties par Madame le Maire à ses Adjoints et à l'élection d'une nouvelle Adjointe au Maire, et conformément à l'article L 2211-2 et L 2121-33 du CGCT, il convient de procéder à la désignation de nouveaux représentants.

En conséquence, il est donc proposé au Conseil Municipal :

- De désigner les nouveaux représentants dans cette instance :

Ont été élus :

- Mme Régine SOUCHE
- M. Michel PASSET
- M. Jacques TOUCHON
- M. Christian BOUILLE
- Mme Marlène CASTRE
- Mme Annie BENEZECH
- Mme Hélène QVISTGAARD
- Mme Eva BECCARIA
- Mme Audrey DE LA GRANGE
- Mme Magalie COUVERT
- M. Frédéric TSITSONIS

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013 |

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHAR-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSÉ, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Marché d'Interventions de Sécurité - Gardiennage Ouverture et Fermeture de Locaux Autorisation à signer l'Avenant n° 1

Régine SOUCHE rapporte :

Par délibération n° 2010/176 en date du 3 mai 2010, le Conseil Municipal a confié à la société Générale Industrielle de Protection – L.R sise ZAC Font de la Banquière – 34970 Lattes le marché à bons de commande concernant les interventions de sécurité, le gardiennage et l'ouverture – fermeture de locaux.

Ce marché référencé 0G431140 a été conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification datant du 21 mai 2010 avec possibilité de reconduction par période successives d'un an pour une durée maximale de trois ans.

Les prestations font l'objet de bons de commandes pour un montant annuel compris entre un montant minimum de 30 000,00 Euros H.T. et un montant maximum de 350 000,00 Euros H.T.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, une gestion accrue de bâtiments acquis par la Ville en 2012 (bâtiments militaires du périmètre de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie) nécessite un gardiennage supplémentaire afin de renforcer la sécurité avant affectation et réaménagement du patrimoine immobilier.

De ce fait, il est demandé d'augmenter les prestations du marché existant n° 0G431140 attribué à la société G.I.P – L.R entre le 01 avril 2013 et le 20 mai 2013.

Il est donc proposé de passer un avenant n° 1 avec la société Générale Industrielle de Protection – L.R, titulaire du marché d'interventions de sécurité, de gardiennage et d'ouverture – fermeture de locaux qui a pour objet d'augmenter le seuil maximum de l'exercice en cours à 402 500,00 Euros H.T.

La plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à 15 % du marché annuel.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser l'avenant n° 1 au marché 0G431140 relatif aux d'interventions de sécurité, de gardiennage et d'ouverture – fermeture de locaux conformément à l'avis favorable de la commission d'appel d'offres en date du 05 mars 2013.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2013 de la Ville, chapitre 920. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Maître d'ouvrage : Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique

Service : Ressources Communes

RAPPORT D'AVENANT n° 1

MARCHE D'INTERVENTIONS DE SECURITE – GARDIENNAGE OUVERTURE ET FERMETURE DE LOCAUX

OBJET DU MARCHE : Interventions de sécurité, Gardiennage, Ouverture et Fermeture de Locaux.

Marché référencé n° OG43 1140 conclu par délibération n° 2010/176 en date du 03 mai 2010 pour une durée d'un an à compter de sa notification et reconductible par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans.

Collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2
Tél : 04 67 34 70 00

Représenté par
Madame Le Maire

Titulaire du marché :

Générale Industrielle de Protection - Languedoc Roussillon / ZAC Font de la Banquière / 34871 Lattes Cedex

1 - Renseignements concernant le Marché

N° du marché : OG 43 1140

Notifié le: 21/05/2010

Montants du marché :

Marché annuel à Bons de commande :

Seuil Minimum : 30 000,00 Euros H.T.

Seuil Maximum : 350 000,00 Euros H.T.

Montants identiques pour les trois périodes de reconduction.

2 - Objet de l'Avenant n° 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le seuil maximum du marché pour le motif suivant :

Une gestion accrue de bâtiments acquis par la Ville en 2012 et début 2013 (bâtiments militaires du périmètre de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie) nécessite un gardiennage supplémentaire afin de renforcer la sécurité avant affectation et réaménagement du patrimoine immobilier.

De ce fait il est demandé d'augmenter les prestations du marché existant n° OG 43 1140 attribué à la société G.I.P entre le 01 avril et le 20 mai 2013.

Le montant estimé total de l'avenant en plus value au marché est fixé à **52 500,00 Euros H.T.**
soit en toutes lettres : **Cinquante deux mille cinq cent Euros H.T.**

Le seuil maximum du marché pour la période du 21 mai 2012 au 20 mai 2013 est donc porté à **402 500,00 Euros H.T.**

La plus-value de cet avenant n° 1 s'élève à **15 % du marché annuel.**

Il est demandé à la Commission d'Appel d'Offres d'émettre un avis favorable à la passation de cet avenant.

Le Maître d'Ouvrage :

Le Directeur de Réglementation et de la Tranquillité Publique

Jean-Pierre VIALAY



Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des projets et structures Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite encourager, à travers le versement de subventions, des projets culturels ou des structures culturelles portant divers projets sur le territoire de la ville. Les projets ou structures retenus participent de la vitalité artistique de notre ville et valorisent des pans entiers de la culture cinématographique et audiovisuelle, patrimoniale, théâtrale, musicale, du livre et des arts plastiques en mettant en place des formes originales de rencontres avec le public.

Offres culturelles (cours, clubs, ateliers ...) ou temps forts (expositions, festivals ...), ces projets participent pleinement à la diversité culturelle de notre cité tout en confortant une dimension économique, sociale et territoriale. La Ville, qui souhaite encourager des projets innovants et créatifs, s'est appuyée pour l'analyse des dossiers sur les points suivants : projet ou structure s'inscrivant dans une dynamique urbaine, mise en œuvre d'une action en direction de tous les publics ou d'un public jeune, originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), adéquation budget/objectifs, participation des autres collectivités aux financements.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 241 800 € au titre de l'exercice 2013.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
4923	280 communications	F	1 000
5643	A bailar Tango -	P	1 000

4185	Acte Chanson	F	3 000
4185	Acte Chanson	P	3 000
3618	Amis de la Librairie les Cinq Continents	F	1 000
5563	AMTRH-KENNEDY	P	5 000
2057	Ars Musica Montpellier	F	2 500
3745	Association Chrétiens et Cultures	P	17 000
4752	Association Continuum	P	3 000
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	F	500
1966	Association des Producteurs Editeur de Musique en Languedoc Rouss	F	4 000
3993	Association Divers Cites	F	1 000
1902	Association du Nouveau Sainte-Anne	p	7 000
382	Association Jules Sonic Prods	F	1 500
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	F	1 000
4755	Association Lola	P	3 000
1832	Association Mareschal	F	500
5156	Association Tout à Fond	F	4 000
3746	Association Uni'sons	F	15 000
1733	Atout Clowns	F	1 000
5044	Café des Amis du Journal l'Humanité	F	1 000
565	Carré Menthe	F	1 000
3845	Centre des arts du cirque Balthazar	F	20 000
771	Champ Libre	P	10 000
1161	CIA - Cie Internationale Alligator	P	2 000
1113	Claquettes en Vogue	F	1 500
161	Club Lyrique de Montpellier	F	3 000

1745	Collectif Artus	F	1 000
1461	Collectif Koa	p	6 000
1946	Crescendoc	F	4 000
3786	Danser Bonheur	F	1 500
5263	De Bouche à Oreille	F	2 000
5386	GRAPHIE	F	1 000
1968	Idéokilogramme	F	1 000
3564	Jazz Club Montpellier	F	1 500
1281	Kaïna	F	7 500
5132	Kino Montpellier	P	1 000
5319	KLUB KLAMAUK	F	1 000
1201	La boutique d'écriture	F	20 000
1201	La boutique d'écriture-	P	1 000
4994	La Compagnie du Capitaine	P	2 000
5040	La Compagnie du P'tit Atelier 3	F	1 000
4953	L'Arc en Ciel des Faubourgs	P	14 000
4010	L'Autre Théâtre	P	2 000
5106	Le Café du Comptoir	F	2 000
992	Le Camescope Apprivoisé - Vidéastes Amateurs Montpelliérains	F	900
1595	Le Cri devout	F	1 000
5095	Les Chiens Andalous	F	5 000
5095	Les Chiens Andalous	P	1 000
3022	Les Ecrivains Méditerranéens	F	500
2683	Les Gens du Quai	F	7 000
2558	Les Murs d'Aurelle	F	5 000

1788	Les Nuits Du Chat	F	2 500
1748	Les Rencontres du Court	P	3 000
3051	Lez' Arts M3	P	500
1193	Libellule	F	1 000
2242	L'oiseau Lyre	P	500
2242	L'oiseau Lyre	F	500
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	P	1 000
5398	MELTING POT MUSIC	P	3 500
5537	MOM ART FACTORY	F	1 000
5351	Montpellier Temps Chante	P	3 000
5049	N.U. (Nos Urgences) Collectif d'Artistes	F	1 000
200	Objectif Image Montpellier-Photo	F	2 000
212	Patrimôme	F	200
212	Patrimôme	P	100
212	Patrimôme	P	100
1867	Pic et Colegram	F	1 500
4979	Polyfolies	F	500
5239	Rhizome	F	3 500
3005	Sonorités	F	5 000
5266	Squeeze	P	2 000
1949	Théâvida	P	4 000
1149	Vent du Sud	F	2 000
TOTAL			241 800 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 241 800 €.
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom et code de la structure : XXXX Montant attribué : XXXXX € Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n°6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel**

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des compagnies de théâtre, de danse et à des groupes de musique Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Reconnaissant l'importance qu'ont les compagnies de danse, de théâtre ainsi que les groupes de musique dans le domaine du spectacle vivant tant au niveau des enjeux artistiques, sociaux, économiques que territoriaux, la Ville de Montpellier conforte son aide financière pour 2013 à travers le versement de subventions.

L'engagement de ces compagnies et groupes musicaux est essentiel à la richesse et à la vitalité artistique de notre cité. Leurs activités dans le domaine du spectacle vivant participent du rayonnement de la Ville de Montpellier et de sa richesse artistique. Ces associations œuvrent également à la diversité des esthétiques de création ainsi qu'à la transmission ou au renouvellement des répertoires.

Les attributions ont été conditionnées par les critères suivants :

- qualité et contenu artistique - niveau de professionnalisation des équipes artistiques,
- capacité à travailler en réseau et à inscrire son travail dans un projet de territoire - originalité des projets - appartenance à une structure de mutualisation - territoires de diffusion - montant des aides apportées par les autres collectivités - rayonnement de la structure.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 63 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 246 500 € au titre de l'exercice 2013.

CODE ASSO	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
3140	A Contre Poil du Sens	F	3 500
1207	Action d'Espace	F	2 500

4941	Amadée	F	1 000
4723	Appel du Geste Actuel	F	1 500
3455	Artefactdanse	F	2 000
3252	Association Achles	F	5 000
4951	Association Bruit qui Court	F	6 000
5034	Association Chicanes	F	7 000
1250	Association Corée'graphie	F	3 000
418	Association Rama	F	9 500
5020	Association Stella-Murray Brosch Productions	F	4 500
532	Athome	F	2 000
3991	Bagages d'Acteurs Théâtre Poésie Littérature	F	1 000
3314	Blabla Production	F	2 000
3270	Cause Toujours	F	1 000
1774	Cie Pepi Morena (ex-Temps Danse)	F	3 000
5122	Compagnie Alegria Kryptonite	F	2 500
2003	Compagnie Auguste Singe	F	2 000
3961	Compagnie Aurelia	F	7 500
5052	Compagnie Autre Mi Na	F	5 000
3668	Compagnie Comme Ca	F	7 000
5109	Compagnie de l'Astrolabe	F	7 000
3471	Compagnie des Nuits Partagées	F	3 000
4932	Compagnie Doré	F	1 000
5513	COMPAGNIE LA VASTE ENTREPRISE	F	2 000
1143	Compagnie les Grisettes	F	3 000
5016	Compagnie Les Perles de Verre	F	5 000
3283	Compagnie Les Têtes de Bois	F	9 000
5205	Compagnie Moebius	F	5 000
3617	Compagnie Point du Jour	F	4 000
4937	Compagnie tire pas la Nappe	F	10 000
5110	Compagnie Vertigo	F	6 000
3311	Compania Inesperada	F	5 000
1523	Dansomania Cie Anne Marie Porras	F	5 000

286	Ensemble Instrumental Contrepoint	F	500
3104	Etre en Scène	F	7 500
4364	Exit Compagnie	F	8 000
4962	Grognon Frères	F	4 000
4991	Groupe Noces Danse Images	F	2 000
597	Hors Commerce	F	9 500
412	Intensités	F	5 000
4936	Interstices	F	2 000
5388	INTIME CAMARADE	F	2 500
5361	l oreille electrique	F	2 000
3185	La Compagnie du Pas'sage - Rencontres Scène Jeunesse	F	2 000
5045	La Compagnie Maritime La Pilotine	F	2 000
1176	La Compagnie Provisoire	F	2 000
3426	La Mentira	F	2 000
4819	L'Atalante	F	5 000
473	Le Bao	F	2 000
3073	Les Fourmis Rousses	F	2 000
5039	Machine Théâtre	F	10 000
5254	Marie Louise Bouillonne	F	2 000
5474	NEDA, IRAN EN CHOEUR	F	500
3156	Primesautier Théâtre	F	2 500
4377	Pulx	F	2 500
1240	Satellite	F	2 000
2857	Singulier Pluriel	F	2 500
1315	Théâtre de la Remise	F	4 000
231	Théâtre en Flammes - Créatef	F	2 000
4214	U Structure Nouvelle	F	9 000
4928	Vilcanota Bruno Pradet et Cie	F	3 000
4967	Zigzags Arbatz et Compagnie	F	3 000
TOTAL			246 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 246 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n° 6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des associations gérant des lieux artistiques et d'accompagnement. Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

Depuis de nombreuses années, la Ville de Montpellier aide en fonctionnement des associations qui gèrent des lieux de diffusion et de créations artistiques. Des lieux qui déclinent plusieurs fonctions et qui sont des éléments essentiels dans le maillage artistique et culturel de notre territoire.

Avec des jauges variables, ces lieux programment tout au long de l'année des spectacles de théâtre, de danse ou de musique. Leur liberté de programmation est indéniablement un facteur essentiel pour la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville. Devenus au fil du temps des endroits dans lesquels la rencontre entre public et artistes peut s'effectuer dans une grande proximité, ces lieux participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels ils sont implantés. Ils peuvent être en outre des lieux « tremplins » pour les artistes locaux qui par la suite rayonneront en France et à l'étranger.

Outre leur fonction de diffusion, certains de ces lieux peuvent être aussi des lieux de résidence et de répétitions, une étape essentielle dans le processus de création. Si certains ont choisi un axe de travail unique (théâtre, danse contemporaine, spectacle jeune public) d'autres, plus nombreux, sont ouverts à toutes formes de propositions artistiques.

Après examen des dossiers, il est proposé l'attribution de subventions aux 11 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 63 000 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT
4755	Association Lola	F	8 000
58	Atelier Théâtre'elles - Espace la Jetée	F	8 000

4799	Cabo Mundo - Cap Monde	F	3 000
5109	Compagnie de l'Astrolabe	P	1 500
5016	Compagnie Les Perles de Verre	P	6 000
5105	L'ADRESSE	F	15 000
324	Les Amis du Théâtre Pierre Tabard	F	3 000
4325	L'Outil Théâtre	F	8 500
3203	Sina Kawa Théâtre	F	3 000
490	Théâtre de la Plume	F	3 000
4817	Vox Rapido	F	4 000
TOTAL			63 000 €


Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour la manifestation pour un montant total de 63 000 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire


Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n°6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel**

1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du lundi 25 mars 2013

Convoqué le mardi 19 mars 2013, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le lundi 25 mars 2013 à 18H00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Marlène CASTRE, Magalie COUVERT, Michael DELAFOSSE, Audrey DE LA GRANGE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Christian DUPRAZ, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Max LEVITA, Gérard LANNELONGUE, Anne-Rose LE VAN, Richard MAILHE, Mustapha MAJDOUL, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ-CAUMON, Nancy CANAUD, Josette CLAVERIE, Perla DANAN, Gabrielle DELONCLE, Arnaud JULIEN, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Alain ZYLBERMAN.

Absents :

Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Sarah EL ATMANI, Martine PETITOUT.

Attribution de subventions à des associations gérant des chorales Exercice 2013

Philippe SAUREL rapporte :

En ouvrant en septembre 2006 la Maison des Choeurs, la Ville de Montpellier a souhaité montrer à quel point il était important de soutenir le chant choral qui touche plusieurs milliers de montpelliérains. Un lieu qui a su au fil des ans prouver son utilité en donnant aux nombreux chœurs de la Ville un toit pour les répétitions et les récitals.

La Ville de Montpellier compte aujourd'hui près de 40 chorales, comptant 2 250 adhérents. Si cette discipline musicale se situe clairement dans la pratique amateur, il est important de noter qu'un grand nombre de chefs de chœurs sont des professionnels, apportant ainsi un gage d'exigence et de qualité. 70% des chorales proposent comme base de travail le répertoire classique ; 30% se situent sur la chanson française ou sur la chanson du bassin méditerranéen. Chacune de ces chorales a son propre fonctionnement, certaines dépendent d'institutions telles que les universités ou lieux de culte, d'autres sont totalement indépendantes. Elles se financent principalement à partir des cotisations de leurs membres et des recettes des concerts qu'elles donnent. La Ville de Montpellier est la principale institution qui reconnaît leur travail et leur implication dans le tissu culturel local.

Considérant que l'activité des chorales crée un lien social très fort entre les personnes, qu'elles sont aussi des ambassadrices de l'excellence montpelliéraine en matière de chant choral en France et à l'étranger, il est proposé d'attribuer à 19 chorales figurant dans le tableau ci-après un montant global de subventions de 34 500 €.

CODE ASSOCIATION	NOM ASSOCIATION	NATURE	MONTANT ACCORDE
146	Amis de l'Orgue et Chœurs de la cathédrale	F	2 000
4778	Art et Création Chorale	F	1 500

4011	Atout Choeur	F	1 000
375	B.A. Bach	F	1 000
4630	Choeur d'ô	P	1 000
465	Choeur les Chorégiens	F	2 500
151	Choeur Universitaire de Montpellier LR	F	1 000
148	Choeurs de l'Enclos	F	3 500
2137	Chorale Cor Canto à Cœur Joie	F	1 000
1986	Chorale Protestante de Montpellier	F	1 500
2009	Coralen	F	500
3996	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	F	3 500
149	Ensemble Vocal Claire Garrone	F	5 000
153	Ensemble Vocal de Montpellier	P	6 500
4726	Ensemble Vocal l'Accroche Choeur	F	1 000
152	Groupe Vocal Arlequin	F	500
5172	Le Choeur des Balladins	F	500
547	Vocalys	F	500
5472	VOY'ELLES CHOEUR DE FEMMES DE MEDITERRANEE	F	500
TOTAL			34 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.


En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions le cas échéant ;

- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2013 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement et pour les manifestations, pour un montant total de 34 500 € ;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 26 mars 2013

Nom et code de la structure : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXXXXXX représentée par....., Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXXXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....
...

La structure bénéficiaire XXXXXXX a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2013.

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de sa politique en matière de et qu'elle présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXXXX une subvention d'un montant de **XXXXXX euros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4: Le rapport d'activité 2012

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Dans le cas d'une subvention d'un montant supérieur à 30 000 €, le versement se fera en trois échéances selon les modalités suivantes :

- Mars 2013 : 50% du montant de la subvention attribuée dès réception des pièces n°1 et n°2.
- Juin 2013 : 30% du montant de la subvention attribuée après réception des pièces n°3 et n°4.
- Octobre 2013 : 20% du montant de la subvention attribuée.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2013 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu ;

* un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt du dossier de demande de subvention ;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie de Proximité et de la Vie Associative (contact : 04 67 34 87 20).

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier

A Montpellier, le
Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom et code de la structure : XXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX



CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du XXXXXX

D'une part,

Et :

La structure bénéficiaire XXX représentée par.....
Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet

La structure bénéficiaire XXXX poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

La structure bénéficiaire XXXXX a sollicité une subvention de XXXXX euros pour le projet ..

Considérant que le projet de la structure bénéficiairecontribue au développement de sa politique en matière de XXXXXXXX et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Subvention

Pour l'année 2013, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire XXXXX une subvention d'un montant de **XXXXeuros**.

Article 3 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux fois :

1. Le premier versement égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée en 2 exemplaires originaux (Pièce n°1) et du Relevé d'Identité Bancaire de la structure.
2. Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :
 - Pièce n°2 : Les comptes 2012 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
 - Pièce n°3 : Le rapport d'activité 2012 ;
 - Pièce n°4 : Un rapport final de réalisation du projet ;
 - Pièce n°5 : Un état définitif des recettes et des dépenses afférentes au projet, signé du Président,
 - Pièce n° 6 : Un état des factures acquittées.

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

Article 4 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire XXXX s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville :

* les comptes de l'année 2012 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il y a lieu, ainsi que le rapport d'activité de l'année 2012 ;

* un rapport final de réalisation du projet ainsi qu'un état définitif des recettes et dépenses affectées au projet, mettant en évidence l'état de réalisation des projets présentés lors du dépôt du dossier de demande de subvention;

- à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire.

Article 5 : Modalités de contrôle

La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 6 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 7 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 8 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2013.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 3 de cette présente convention.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Madame le Maire,

Le (la) Président(e)

de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

la structure : XXXX
Nature de la subvention : XXXXXX
Intitulé du projet : XXXX
Montant attribué : XXXXX €
Thématique : XXXX

Lettre d'engagement



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Partenariat culturel
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Je soussigné(e),....., représentant(e) légal de la structureXXXXX, m'engage à utiliser la subvention de XXXX € attribuée pour l'année 2013 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du XXXXXXXXXX conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de la présente lettre dûment remplie et signée (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2013 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2013.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par l'association.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la structure,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »